

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'AMÉRIQUE LATINE

LES ÉTATS-UNIS

ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1927

PAR

Vénancio B. GALEANO

JURY :

Président : M. DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, Professeur
LE FUR, Professeur

PARIS

—
1927

THÈSE POUR LE DOCTORAT

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

L'AMÉRIQUE LATINE

LES ÉTATS-UNIS

ET LA SOCIÉTÉ DES NATIONS

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 3 Juin 1927

PAR

Vénancio B. GALEANO

PARIS

1927

*La Faculté n'entend donner aucune approbation
ni improbation aux opinions émises dans les thèses.
Ces opinions doivent être considérées comme propres
à leurs auteurs.*



JURY :

Président : M. DE LAPRADELLE, Professeur

Suffragants { MM. BASDEVANT, Professeur
LE FUR, Professeur

CHAPITRE PREMIER

CONTRASTE ENTRE LES DEUX AMÉRIQUES

Quand on évoque devant une personne cultivée le concept d'une Amérique latine intégrale, presque instinctivement surgit la vision de l'autre, l'Amérique anglo-saxonne, comme un terme nécessaire de comparaison.

En réalité, le mot Amérique sans qualificatif est presque devenu en Europe, synonyme des Etats-Unis d'Amérique et suggère à celui qui n'est pas américain-latin la notion de la puissante République anglo-saxonne. Il y a dans cette usurpation inconsciente du nom de ce continent pour une des parties qui le composent une injustice évidente. Mais cette sorte de spoliation modeste à l'origine est allée en se généralisant et se développant dans le commencement du XIX^e siècle, et du siècle actuel. Elle est une des conséquences de l'extraordinaire et admirable croissance

nord-américaine dans cette période indiquée et de son absorbante personnalité internationale.

Celui qui prétend s'occuper de la partie la plus ancienne du Nouveau-Monde, des nations qui avec plus de titres historiques auraient pu se faire connaître sous le nom symbolique d'Amérique se posera d'abord la question suivante : pourquoi y a-t-il eu tant de différence dans le développement de l'un et de l'autre groupe d'Etats ?

Pourquoi, tandis que les anciennes colonies anglo-saxonnes n'ont cessé de croître en territoire, richesse, force et prestige international, celles qui furent des colonies hispano-portugaises ont vécu un siècle de relative obscurité et même de discrédit ? Pourquoi quelques-unes d'entre elles ont-elles été jusqu'à perdre d'importantes richesses territoriales comme le Mexique, la Colombie, de zones d'importance stratégique exceptionnelles telles que l'isthme de Panama ? Pourquoi ces colonies antérieures à toutes les autres puisqu'elles furent fondées par les nations qui ont découvert le grand continent ont-elles mené cette désastreuse vie nationale qui les a obligées à se couvrir d'une protection internationale acceptée et respectée et élevée à la hauteur d'une doctrine et d'une politique reconnues directement ou indirectement, par toutes les nations du monde ?

Pour répondre à un tel questionnaire, qui au fond se résoud en une interrogation fondamentale, nous

allons commencer par indiquer une grande différence initiale.

Les premiers pays qui se déclarèrent indépendants furent l'Argentine en 1813, le Chili en 1818, le Mexique, l'Amérique Centrale, Saint-Dominique et le Pérou en 1821. Les derniers en date à déclarer ou à consolider définitivement leur séparation dans cette période, furent le Brésil en 1822, la Bolivie en 1825 et l'Uruguay en 1828.

On voit donc que la plupart de ces colonies ont clôturé leur premier siècle de vie libre il y a à peine cinq ou dix ans. Les Etats-Unis du Nord, en revanche ont célébré le cent-cinquantième de leur indépendance le 4 juillet 1926. La République anglo-saxonne compte ainsi un demi-siècle d'avance en tant que nation souveraine. Une première comparaison entre les deux Amériques doit tenir compte de cette circonstance non à titre d'indice absolu mais à titre d'indice relatif mais important. Cette circonstance en effet met en évidence que les colonies ibériques bien qu'elles fussent fondées avant les autres souffraient d'un retard organique dans leur évolution naturelle comme collectivité maîtresse et responsable de leur destin. Les Etats-Unis constituent une nation qui compte cinquante ans d'avance sur les Républiques qui s'étendent du Rio Grande à la Terre de Feu. Ce fait est le résultat non pas d'un hasard historique mais bien de facteurs ethniques, géographiques, sociologiques, économiques et politiques.

I. — Composition ethnique

Prenons le premier des facteurs indiqués.

C'est un fait fondamental avéré que la partie du continent américain conquis et peuplé par les Anglo-saxons, contenait une population indigène beaucoup moins importante que celle des territoires qui servirent de siège principal à la colonisation ibérique. Un historien hispano-américain que nous citerons plus d'une fois pour le critérium objectif dont témoignent ses œuvres, dit : on calcule qu'entre la région *forestière* de la côte de l'Atlantique et les rives du Mississipi, il y avait moins de 150.000 indiens.

En revanche l'Espagne et le Portugal occupèrent et colonisèrent des régions qui avaient à compter avec une population aborigène plus dense. Il est difficile, naturellement, de donner une estimation même approximative d'une telle population. Cependant une idée de sa densité peut se déduire de la composition actuelle d'un pays comme le Mexique. On calcule que sur ses 15.000.000 habitants il y a au moins 50 % d'indigènes. Dans le Brésil et pour prendre l'exemple d'un autre pays, d'après James Bryce, la population de noirs et de mulâtres, par rapport à la population totale était, à la date du livre, probablement des 2/5. En Bolivie, en 1900, 50 % de la population était purement indigène et en 1926 les métis représentent 7 % de la population.

Il est inutile de répéter que de tels renseignements

sont purement illustratifs puisqu'il n'existe pas encore dans les pays cités de statistiques de la population, spécialement au point de vue de sa composition ethnique. D'autre part, dans d'autres pays latins-américains, la densité actuelle de la population d'origine autochtone est incomparablement moindre.

Le rythme du développement des nations ibéro-américaines devait être plus lent, beaucoup plus lent, que celui de la grande Fédération nord-américaine. La cause en a déjà été indiquée. Il faut la faire remonter à la période coloniale et au cours du siècle de vie autonome.

Continuons l'analyse pour avoir une idée plus claire de la différence dont il s'agit.

A part le nombre bien moins considérable d'indigènes auxquels se heurtèrent les conquérants et les colons venus du Nord, on sait que ceux-ci prirent soin de ne pas s'associer ethniquement à la race indigène, pour conserver pure leur ascendance blanche dont ils étaient fiers. Bien plus, la lutte entre les conquérants et la population autochtone fut presque sans trêve ni pitié, avec comme résultat final, une extinction pour ainsi dire totale de ces derniers. Certains vices comme l'alcoolisme contribuèrent à amener un pareil résultat.

Sans tomber dans l'exagération de quelques écrivains des Etats-Unis qui vont jusqu'à attribuer à leur propre race des qualités divines, il est évident que des groupements d'hommes civilisés transplantés dans un

nouveau milieu géographique où ils conservent leur unité ethnique relative, possédant un avantage initial sur d'autres, d'égale et semblable origine, mais qui pour une raison ou pour une autre ont perdu la pureté de leur descendance en la mélangeant avec une race qui leur est, au moins, inférieure par son hérédité sociale.

Notez que nous ne touchons pas maintenant à la question fondamentale si controversée de la supériorité congénitale de certaines races par rapport à d'autres, et spécialement la théorie de la supériorité anglo-saxonne sur les autres races occidentales. Ici nous nous contentons de mettre en relief les avantages fondamentaux que l'uniformité et la supériorité de leur composition sociale assurèrent aux colons venus du Nord.

Nous pouvons admettre d'abord que les noyaux ibériens qui colonisèrent l'Amérique représentaient en moyenne une collectivité d'un degré de civilisation comparable à celui des collectivités qui peuplèrent la partie septentrionale. Il est évident que les premiers en se mélangeant aux races aborigènes ou en conservant celles à leur côté, avaient à souffrir tant en capacité dynamique que dans leurs qualités de volonté et d'intelligence et dans leurs traditions.

Si le nombre des colonisateurs espagnols avait été beaucoup plus considérable, le mélange aurait pu se faire avec de meilleurs résultats au point de vue de

la vitesse relative de son progrès futur. Mais on sait qu'un tel nombre est insignifiant par rapport aux masses autochtones, tant et si bien, qu'il y a des régions où le mélange ne parvient pas à se faire, si ce n'est en proportions infimes. Dans ces régions, les colonisateurs hispano-portugais jouèrent et jouent le rôle de faibles noyaux directeurs. Un tel cas est, par exemple, celui déjà cité du Mexique ; un autre celui de la Colombie.

Aux considérations précédentes s'ajoute le fait que le courant d'esclaves africains venait augmenter, dans quelques régions comme au Brésil, le volume des masses incapables de vigueur et de progrès.

Nous expliquerons concrètement, comment ce mélange ethnique réduisait la puissance dynamique des nouvelles populations.

Prenons la coutume qui forme le facteur social le plus puissant et qui est, en grande partie, le résultat de l'ambiance sociale. L'européen occidental, comparé à l'indigène américain, a une plus grande ambition d'améliorer sa situation économique parce qu'il obéit à d'autres coutumes qui lui donnent des désirs et des nécessités plus nombreuses et plus intenses. Ainsi cet européen tendra à se nourrir, à se vêtir et à se loger mieux qu'un indigène qui vit dans un état de barbarie, comme ce fut le cas pour les autochtones américains. Cette plus grande ambition s'explique par une ambiance naturelle favorable, par des efforts plus inten-

sés de travail personnel ou de domination du travail des autres. C'est pour cela, que le grand penseur argentin Juan Bautista Albari, caractérisait l'intelligence des immigrants comme « des maîtres de coutumes ». Dans les pays de la Plata, par exemple, quand quelques immigrants s'établissent dans une communauté coloniale l'attraction de leur petite maison au toit rouge voyant et à l'intérieur confortable se fait graduellement sentir, suivi par l'imitation.

Prenons un autre facteur de civilisation économique : l'Economie. Comme le travail, l'économie est le résultat d'un désir d'amélioration, celui-ci à son tour étant le résultat de nécessités et de désirs plus ou moins grands, et sa fécondité sociale est telle qu'elle tient presque du prodige. Sans nous arrêter sur ce sujet, comparons les avantages d'une société où l'économie est généralisée avec une autre où elle n'existe pas. Voici par exemple, le cas d'une famille des Etats-Unis. L'outillage et les autres formes du capital qui sont le fruit d'économies acquises personnellement ou par les générations précédentes lui permettent de cultiver facilement 100 hectares de terrain, là où les habitants de régions plus arriérées arrivent avec peine à cultiver 1 ou 2 hectares. C'est une des grandes transformations opérées par la révolution industrielle. La production gratuite mais peu effective des esclaves a été multipliée par l'emploi des machines, mais les sociétés arriérées ne jouissent pas du travail gratuit de leurs esclaves modernes.

Dans un autre ordre de choses, il faut considérer les fâcheuses conséquences, pour le progrès collectif, de la prévalence de la superstition et de l'ignorance. La Nature est un ensemble de forces formidables, mais de forces indifférentes au bien et au mal, comme l'a observé le sociologue des Etats-Unis Lester F. Ward. L'homme doit étudier les lois de ses manifestations pour les convertir en forces utiles.

On estime que l'utilisation du Niagara produit une force motrice égale à celle de 45.000.000 adultes, c'est-à-dire un nombre supérieur au total de la population de la Grande-Bretagne. De combien de Niagaras enchaînés et productifs disposent les grandes nations industrielles ! Il est évident que les sociétés qui n'ont recouru que tardivement ou à un degré infime à l'emploi des forces naturelles par ignorance, superstition ou autres causes sont moins puissantes économiquement. C'est avec raison, affirmait Baguehot, qu'une des supériorités indiscutables de l'européen civilisé sur l'indigène australien est le plus grand pouvoir que le premier exerce sur les forces naturelles (1).

De sorte que, même dans l'hypothèse où les deux peuples colonisateurs auraient eu une capacité initiale similaire, pour l'œuvre du transplatement de la civilisation occidentale au Nouveau-Monde, il est facile de s'apercevoir que le mélange du conquérant ibérique

(1) Walter Baguehot « Physique et Politique », p. 208.

avec la population autochtone ou la coexistence des deux éléments intégrants des nouvelles sociétés, devait empêcher et rendre difficile le développement des colonies latine-américaines.

Beaucoup d'écrivains ont affirmé, en plus, que les colons espagnols avaient une infériorité très marquée sur les anglo-saxons dans leur aptitude éventuelle au progrès économique. Cette infériorité proviendrait de ce fait que les premiers qui allèrent en Amérique attirés principalement par l'or, étaient en grande partie des aventuriers ignorants, fanatiques et cruels. Les noyaux anglo-saxons, par contre, étaient composés d'hommes d'une certaine culture intellectuelle, avides de s'établir définitivement dans des régions qui leur apporteraient en échange de l'effort patient, le bien-être économique et la liberté qu'ils ne trouvaient pas en Europe.

Cette relative dissemblance a été convenablement exagérée. Une des raisons de cette exagération peut être trouvée dans le désir naturel des écrivains et des hommes politiques anglo-saxons, d'idéaliser leurs propres qualités et de diminuer en même temps celles du conquérant rival. Cela est pratiqué traditionnellement par des peuples qui sont en lutte ; c'est une des formes de leur rivalité.

Nous nous occuperons de cette allégation sur l'infériorité espagnole quand nous discuterons des caractères différents des espagnols et des anglo-saxons.

II. — Influence du milieu

Le milieu géographique ou l'ambiance naturelle constitue un ensemble d'éléments de différenciation plus puissants que la race.

Une première observation importante à faire à ce sujet est que l'action espagnole comme l'action portugaise s'est manifestée sur un théâtre géographique trop vaste et que cette méthode imposait « une forme dispersive défavorable à la concentration des efforts qui y étaient dépensés ».

On sait, en effet, que la conquête et la colonisation espagnoles se dispersèrent d'abord dans les régions suivantes isolées et de communications réciproques difficiles : les Antilles, la « Nouvelle Espagne », qui comprenait outre le Mexique actuel, la Floride, le Texas, le Nouveau Mexique, la Californie, etc., le Rio de la Plata et les Philippines. L'action portugaise ne s'étendit qu'au Brésil mais celui-ci couvre une étendue presque égale à celle de l'Europe. En comparant un semblable théâtre de lutte et d'activité créatrice avec la région dominée dès le commencement par la conquête et la colonisation britannique, sur le continent américain, on pourrait affirmer que le premier était probablement dix fois plus grand en étendue.

A l'étendue du territoire s'ajoutaient d'autres caractéristiques défavorables : les conditions climatiques.

N'importe qui, comparant l'Amérique espagnole avec l'Amérique anglo-saxonne (c'est-à-dire les Etats-

Unis et le Canada), sera surpris des différences considérablement plus grandes, qui existent entre les différentes régions de la première. Dans la deuxième, au contraire, aucune région si l'on excepte la Floride, la Louisiane et le Texas ne souffre vraiment de la chaleur même en été, pas plus qu'aucune jusqu'aux confins du Labrador n'endure un froid rigoureux et cette humidité qui rend difficile la colonisation de la partie sud du Chili et de l'Argentine. « La Nature intervient, moins pour créer des types variés d'anglo-américains, qu'elle n'en fait à l'égard des hispano-américains » (1).

En réalité l'observation sur le climat oppressivement chaud doit s'appliquer seulement aux côtes basses de plusieurs régions de l'Amérique latine. C'est justement pour éviter ces parties basses, que les conquérants espagnols occupèrent et colonisèrent les hauts plateaux. Ces hauts plateaux étaient et sont appelés « terres froides » par opposition aux « terres chaudes » des plaines et des basses vallées.

« A cause du climat, qui y était plus froid et plus sain et pour se mettre à l'abri des attaques de leurs ennemis européens, les espagnols fondaient la plus grande partie de leurs villes et villages, dans des endroits situés à des milliers de pieds au-dessus du niveau de la mer, et complètement inaccessibles à la côte ». (1).

(1) Bryce, œuvre citée, pp. 429-430.

L'occupation du Mexique, de la Colombie, du Pérou et de la Bolivie confirment ce que nous venons de dire, c'est-à-dire que dans tous ces pays, les noyaux les plus importants de la colonisation espagnole s'étendaient sur des hauteurs, les hauts plateaux et non dans les régions basses.

Appuyons les affirmations précédentes par des précisions scientifiques.

« Une des lignes de démarcation climatérique les plus importantes dans les régions tropicales, est celle qui sépare « Basse Terre » de « Terre Haute ». Dans presque toutes les régions voisines des tropiques il y a un nom local pour les différents niveaux. Les termes espagnols de l'Amérique Centrale « *terre froide* » et « *terre chaude* » marquent très bien la distinction.

Après avoir décrit les caractéristiques de la « terre chaude » et de la « terre froide » l'auteur dit que les principaux hauts plateaux d'Abyssinie, de Kashmir, du Pérou, de l'Equateur, de la Colombie et du Mexique font partie de cette zone.

Le plateau central du Mexique en est un exemple illustratif. Après avoir expliqué les principaux caractères du haut plateau mexicain, l'auteur ajoute « ces hauts plateaux furent le centre d'une civilisation aztèque avancée, trouvée par les premiers explorateurs européens, et ils sont aujourd'hui le siège du Gouverne-

(1) William R. Shepherd « L'Amérique Latine », p. 42.

ment et la partie la plus peuplée du Mexique, leur climat convenant entièrement aux européens. La population s'élevait à 8 habitants par mille carré dans les hauts plateaux mais 2 seulement par mille carré dans la « terre chaude » voisine (1).

Il faut également noter que la population est en général plus dense sur les hauts plateaux de Costa Rica, du Nicaragua, de Honduras, de Salvador et de Guatemala que dans les « terres basses ». Au Brésil, Saint Paul est l'état le plus peuplé et le plus développé économiquement. Il est situé « sur le haut plateau de la Sietta de Mar dont l'altitude procure aux conditions climatiques, une étroite ressemblance avec celles du Nord de l'Italie. Il se différencie totalement en température et en produits naturels du Brésil tropical et septentrional (2).

Mais l'occupation des « terres hautes » avait pour les Espagnols l'inconvénient de les isoler des autres populations établies sur la côte. Un exemple typique, entre bien d'autres, est celui d'Arequipa incidemment cité dans l'ouvrage de lord Bryce. « Mais si Aréquipa paraît de nos jours démodée et conservatrice, quand une voie ferrée la met en contact avec la côte, qu'aurait-elle été il y a deux siècles, quand l'Eglise y régnait indiscutablement, et qu'un 1/3 de la population se composait de prêtres, de moines et de sœurs (3) ».

(1) Wellington D. Jones et Derwent S. Whitlesey, « Une introduction à la Géographie économique », p. 125 et suivantes.

(2) « Le XIX^e Siècle et Après, N^o de Juillet 1925, pp. 53-54.

(3) Bryce, ouvrage cité, pp. 67-68.

La citation est intéressante, du fait, que même par le chemin de fer il fallait à l'époque où le livre fut écrit, 3 jours pour aller de la ville à la côte, et parce qu'elle suggère l'isolement intellectuel et moral que cette situation imposait et impose.

Il faut considérer que les principales villes de Colombie, de l'Equateur, et de la Bolivie ont souffert et souffrent d'un isolement géographique semblable ou plus marqué. Il nous semble que jusqu'à maintenant plusieurs jours de voyage sont nécessaires pour aller de Bogota, capitale de la Colombie, à la côte.

Naturellement, il faut tenir compte des dépenses qu'exigent la création de voies ferrées, pour comprendre comment ces pays n'ont pas utilisé plus vite ce moyen pour vaincre leur isolement forcé. Mais quelques pays ont pu aborder de telles dépenses, grâce à leur activité économique intensifiée par l'achèvement du canal de Panama. C'est pour cela qu'elles se sont complètement adonnées à la construction de ces voies ferrées.

Mais il n'est pas suffisant de pouvoir descendre sur la côte, il restait à faire face au manque de bons ports naturels et ce qui est le plus important au problème de la vie maritime.

L'importance dominante attribuée au commerce océanique et à son passage par des canaux de trafic est confirmée par le tableau suivant du rayonnement politique dans les principaux foyers de trafic.

Sans navigation transatlantique, la civilisation serait beaucoup moins variée qu'elle ne l'est, et l'accord économique et social n'existerait pas, au-delà des confins de chaque continent (1).

Pour les pays latins-américains cette vie océanique était loin de représenter les facilités de l'Atlantique. Les seuls marchés possibles d'exportation et d'importation restaient pour eux, l'Orient, l'Europe et les Etats de l'est des Etats-Unis. Seul le canal de Panama vaincrait, en partie, l'obstacle de la distance isolante.

Cette même difficulté se posait pour les Etats de l'Amérique du Nord sur le Pacifique, et cependant, comme nous le verrons plus loin, les Etats-Unis avaient l'avantage de posséder sur leur territoire des cours d'eau facilement transformés en transcontinentaux.

La possibilité d'une féconde entente économique entre les différents noyaux hispano-américains aurait seule pu obvier à la difficulté de communications avec l'Europe. Mais nous avons déjà vu comment l'action espagnole s'était dispersée dans des régions différentes et isolées et sur une énorme étendue de terrain bicontinentale laissant encore à part les Philippines et les îles des Antilles. Quel commerce aurait été possible entre le Mexique et le Chili, par exemple ?

Il est vrai qu'il y avait les colonies situées sur

(1) Jones et Whiteley, œuvre citée, pp. 338-339.

l'Atlantique comme l'Argentine et le Brésil. La région du Rio de la Plata, en particulier, semblait posséder, dès le commencement de la civilisation, des conditions exceptionnellement favorables : un sol extrêmement fertile, un climat sain et agréable, un système hydrographique incomparable, de vastes territoires plats, faciles pour la construction de n'importe quelle voie de communication, etc.

Mais des circonstances capitales empêchèrent le développement de cette région. Citons-en deux. En premier lieu, dans cette région le manque d'attractions naturelles pour les conquérants et les colons, et l'éloignement.

Il est facile de voir la raison d'être et la signification de l'une de ces causes. Il est impossible de créer un grand développement économique sans habitants. Pour les espagnols de l'époque, les régions du Rio de la Plata et du Paraguay n'étaient qu'une voie de passage vers les terres que les récits et les légendes signalaient comme regorgeant d'or et d'argent, vers « l'El-dorado » de la conquête. Rien ne démontre mieux la force presque surnaturelle de l'attrait exercé sur les « conquistadores », que la traversée, presque courante à cette époque, du Paraguay pour gagner la Bolivie et le Pérou par la route de terre, malgré de terribles difficultés et des dangers. De nos jours aucun de ceux qui ont essayé de renouveler cette prouesse, ont réussi. Quand à la distance, rendons-nous compte que même actuellement, vingt-et-un jours sont nécessaires pour

aller d'Europe à Buenos-Ayres, tandis que le voyage de New-York ne prend que sept jours. C'est-à-dire qu'il faut un laps de temps quatre fois plus considérable pour le premier. Calculons ce que signifiait une telle différence dans le passé lointain. D'après un récit de voyage, un ambassadeur anglais mit en 1819, six semaines pour aller d'Angleterre aux Etats-Unis (1). En nous basant sur ce laps de temps ou sur cinq semaines, la traversée d'Europe à Buenos-Ayres aurait exigée cinq mois et cela en 1819. Combien aurait-il fallu un siècle avant ?

Sans compter le temps et la différence réelle existant entre un voyage au Nord et au Sud de l'Amérique, il est évident que le premier est nettement avantagé, et que cet avantage était très important ; c'était la circonstance fondamentale qui dirigeaient les émigrants et les capitaux européens vers l'Amérique septentrionale et non l'Amérique du Sud. Un autre obstacle au développement de la région du Rio de la Plata était le manque de demande des produits de la région, car la politique coloniale de la mère patrie, qui se conformait strictement à ses principes mercantiles, prétendait créer et maintenir le monopole du commerce colonial en faveur de la métropole. Les maux créés par une telle politique furent aggravés par le système de monopoles créé au-dedans même du pays pour l'exploitation du commerce dans les colonies. Les cuirs, par exemple,

(1) R. B. Nerwak « Les Relations Diplomatiques entre la Grande Bretagne et les Etats-Unis ».

étaient un des produits qui auraient pu être placés avantageusement, mais ils ne furent pas facilement exportés jusqu'au commencement du XIX^e siècle, époque où les voies s'ouvrent au commerce avec l'Angleterre et les Etats-Unis. Mais des deux causes qui empêchèrent le développement de cette partie du territoire conquis, la première fut vraiment la plus importante. Pour appuyer cette affirmation, voici ce que nous proposons : les siècles qui voient le vertigineux accroissement de l'Amérique du Nord n'auraient pu assister à un développement similaire dans l'Amérique du Sud. Plus loin, nous donnerons plus de fondement encore à cette information en montrant l'influence de la demande extérieure des produits d'exportation.

Nous avons dit que les Etats-Unis étaient moins éloignés de l'Europe que la Plata, le capital et l'immigrant s'expatrient de préférence aux Etats-Unis. Mais ce ne furent pas là les seules conséquences. L'influence d'une telle circonstance sur le prix de production des articles d'exportation et exportables était et est très sensible. (Un curieux et très éloquent indice nous est donné par l'inégalité visible du progrès de chacune des provinces de l'Argentine). Il est indiscutable, que la province de Buenos-Ayres est en avance sur celle de Santa Fé, laquelle à son tour a un développement supérieur à celui de Entre Rios qui laisse loin derrière elle la province de Corrientes dans la voie du progrès. Comme il n'y a pas d'autre différence sensible que la distance entre les diverses unités politico-économiques, on peut

faire cette généralisation ; à mesure que l'on s'éloigne de l'Atlantique les provinces sont plus retardées dans leur essor. Et si l'on compare Buenos-Ayres d'une part, et d'autre part les provinces de l'intérieur mais qui de plus manquent de grands fleuves navigables comme le Panama et le Paraguay, le contraste est alors plus visible et plus instructif. Nous faisons allusion à des provinces comme Salta, Jujuay, Santiago del Estero et San Juan. Les provinces de Cordoba et de Tucuman qui sont aussi à l'intérieur jouissent actuellement d'un plus grand développement. On peut attribuer cela à ce qu'elles sont plus rapprochées de Buenos-Ayres et à ce que leurs conditions naturelles, leur ont permis de devenir le centre de deux grandes industries : celle du sucre et celle du vin.

Il est important aussi de noter que d'une manière assez générale, la situation normale de la vie politique est en relation étroite avec le degré de progrès économique. Et ce même rapport existe entre l'évolution matérielle et le développement intellectuel.

Une autre preuve nous est donnée par l'histoire du Paraguay. Ce pays était au commencement de l'ère coloniale le centre d'action des Espagnols. Cependant dans la région de la Plata, à cause de l'éloignement de l'Atlantique, le centre se déplace peu à peu vers Buenos-Ayres. Des siècles plus tard, après s'être déclaré indépendant, sous l'impulsion de gouvernements énergiques et entreprenants spécialement de Carlos Antonio Lopez, la région de la Plata, malgré sa situa-

tion géographique, a réalisé un progrès, si on le compare avec les provinces argentines. Pourquoi ? La seule explication possible de ce fait, est la longue période de paix et l'orientation donnée par les hommes au pouvoir du genre exceptionnel des despotes paternels. Les provinces argentines à la même période souffraient de tous les excès de l'anarchie politique. Et fait curieux, une fois ces provinces durent faire appel à la médiation et à la garantie du Paraguay pour conserver leur unité nationale ; cet événement eut lieu en 1861. Puis le pays médiateur perdit tous les fruits de son progrès économique dans la longue guerre contre l'Argentine elle-même, l'empire du Brésil et l'Uruguay, et il fut de nouveau entièrement soumis à l'influence différenciatrice de sa situation géographique.

Mais prenons le cas de la ville de Buenos-Ayres elle-même. On estime que sa population est maintenant de 1.300.000 habitants. C'est donc une des plus grandes puissances urbaines du monde et son développement s'est effectué en trente ou quarante ans. Le cas de la ville de Rosario est aussi très significatif. Son extension a été plus rapide que celle de Buenos-Ayres. Pour trouver l'explication de telles improvisations urbaines, nous n'avons qu'à nous référer aux pages de géographie économique.

« Puisque l'extension des villes riveraines des fleuves a tout d'abord dépendu de l'état du commerce, les grandes villes sont construites le long des cours d'eau navigables dans des emplacements qui ont offert des

avantages spéciaux pour la pratique du commerce. Partout où il faut distribuer des marchandises, il y a du travail pour les commerçants, les employés, les conducteurs de véhicules et les ouvriers.

Et ce sont toutes ces occupations qui créent le premier noyau de n'importe quelle ville. Mais si pour les voyageurs et les cargaisons en transit, il faut changer de moyens de transport, ces industries prennent une énorme expansion et la ville devient un centre commercial plus ou moins important.

« Il y a près de l'embouchure de presque toutes les grandes voies fluviales, un point où s'arrête la navigation des navires marins de grand tirant d'eau, et où les marchandises doivent être transbordées sur des embarcations fluviales ». La Nouvelle Orléans, située à cent milles marins sur le Mississipi est un exemple frappant de ce type de situation stratégique sur un fleuve.

D'autres villes de renommée mondiale sont comparables à la Nouvelle Orléans : Anvers, Rotterdam, Hambourg, Londres, Calcuta, Shangai, Rosario et Portland, pour n'en mentionner que quelques-unes (1).

Comme les citations précédentes illustrent avec l'éloquence d'un graphique la tyrannie de la géographie ! Cependant, le New-Yorkais, l'homme de Buenos-Ayres préférera toujours attribuer le développement de sa ville à l'ambition de ses concitoyens et à leur capacité.

(1) Jones et Whitlesey, œuvre citée, p. 316.

Naturellement la distance et les difficultés naturelles de transport ne sont pas des obstacles absolus : la demande intensive de un ou plusieurs produits peut la vaincre.

S'il y a un pays ou une région qui jouisse presque exclusivement du monopole de un ou plusieurs articles de demande générale, le commerce ira les chercher malgré toutes les difficultés parce que la rareté relative en relèvera la prise au point, que l'on pourra couvrir, tout le coût de la production et du transport. Ceci en dépit de ce que paraîtrait affirmer la théorie la plus acceptée sur la cause de la valeur d'échange des biens.

Une preuve relative de ce que nous avons affirmé est donnée par la Bolivie et d'autres pays encore moins accessibles. « Pour produire les minéraux, mentionnés dans le paragraphe précédent, on a établi des agglomérations dans des lieux aussi éloignés et aussi défavorables que le haut plateau brésilien, les monts Oural, l'Orontorio Central, la Rhodésia du Sud, la péninsule de Malaya, le haut plateau bolivien, les Andes chiliennes, le Congo belge, et le désert américain, et les explorations continuent dans quelques-uns des lieux les plus inaccessibles du monde, tels que l'Alaska, le Cuenca de l'Amazonz et les régions du Sahara ». (1).

Un autre inconvénient sérieux qu'offrait le milieu

(1) Jones et Whitelesey, œuvre citée, p. 266.

géographique latin-américain, était l'insalubrité, spécialement dans les régions de climat humide et chaud.

C'était une des raisons pour lesquelles le conquérant cherchait les hautes terres.

L'exemple le plus décisif de l'influence retardatrice du facteur indiqué, est l'insuccès de la France dans les tentatives de construction du canal de Panama. Lord Bryce dont le témoignage sur ce sujet particulier ne peut-être suspecté de partialité, de légèreté ou de sentimentalité, prétend que l'insalubrité fut la cause essentielle de cet insuccès.

« Il faut rechercher la raison du succès de l'entreprise actuelle pour construire le canal de Panama, après le double échec de l'effort français, dans les moustiquaires métalliques, les travaux de drainage et les précautions sanitaires ». Les ingénieurs français s'étaient montrés d'une grande compétence et auraient bien réussi leurs travaux. Personne ne rend justice à leurs mérites, plus que ne le font, avec la généreuse sincérité qui caractérise les véritables soldats et les véritables hommes de science, les ingénieurs américains qui sont venus après eux. Mais ils manquaient de moyens pour combattre la fièvre jaune et la malaria qui rendaient vaine toute leur science, et épuisèrent tous leurs expédients. C'est pendant que les troupes des Etats-Unis occupaient Cuba, après la guerre de 1898, que l'on découvrit que la fièvre jaune est due à la piqure du *Stégomya*, qui porte l'infection d'un ma-

lade à une personne saine, et que les fièvres intermittentes sont dûes à la piqure de l'*anophèle* qui, de même transporte l'infection du malade à un individu sain. Cette découverte rendit possible une campagne préventive sur les ouvriers de l'isthme qui fut effectuée avant que ne fut commencée l'excavation et d'une façon si efficace que l'isthme est maintenant aussi sain que n'importe quelle partie des Etats-Unis. Depuis 1905 il n'y a pas eu un seul cas de fièvre jaune.

« L'assainissement de la zone du Canal après celle de la Havane, a contribué à rendre possible la percée de l'isthme. Il a permis aux Européens de s'établir, à des populations européennes de demeurer en permanence dans des régions tropicales considérées avant, comme habitables seulement par les indigènes. On ne peut fixer de limites aux conséquences d'un tel exemple ». (1).

En ce qui concerne les découvertes scientifiques auxquelles l'auteur fait allusion, nous croyons, que la découverte relative à la fièvre jaune est dûe, pour le moins, aux travaux d'un homme de science peu connu, de nationalité anglaise, Sir Ronald Ross. Celui-ci avait proposé au gouvernement de l'Inde et ensuite à la métropole, l'application de sa découverte pour l'assainissement de la population hindoue, mais il ne fut pas écouté.

Outre ces premières tentatives du canal de Panama

(1) Bryce, œuvre citée, pp. 29-30.

qui rencontrèrent des obstacles insurmontables il y eut d'autres exemples historiques, dans lesquelles l'insalubrité fit manquer les tentatives, d'un autre genre, des nations européennes en Amérique.

Ainsi l'expédition militaire envoyée par Napoléon I^{er} pour reconquérir la Louisiane ne réussit pas parce qu'une bonne partie des troupes mourut ou resta malade à Saint Domingue. Bonaparte dépêcha le général Leclerc avec une armée de vétérans français, pour reconquérir Saint Domingue et ensuite continuer la route et réoccuper la Louisiane. Leclerc mit les nègres de Saint Domingue en déroute, mais à son tour la fièvre jaune décima ses armées qui furent pratiquement anihilées. Le grandiose plan de la réoccupation de la Louisiane dut être abandonné (1). C'est à peu près ce qui arriva aux soldats de Napoléon III quand il intervint à son tour au Mexique.

Les régions dont on vient de parler n'étaient pas les seules à souffrir d'une telle insalubrité. Au Brésil, la capitale elle-même, offrait un danger à l'Européen non acclimaté, avant que l'on eut découvert et supprimé l'agent de la fièvre jaune et des autres maladies tropicales.

Nous tenons donc pour certain qu'une grande partie de la vaste étendue dans laquelle se propagea la domination espagnole et portugaise, avait un climat et une

(1) R. G. Adamas « L'Histoire de la Politique étrangère des Etats-Unis », p. 139.

salubrité défavorables si on le compare avec le théâtre de la colonisation anglo-saxonne.

Et l'on sait que le climat est un des facteurs les plus importants de différenciation entre les peuples et les races. A part les influences déjà notées, il est évident qu'un peuple qui habite une région de climat tempéré ou froid a des nécessités plus nombreuses et plus impérieuses qu'un autre établi dans un milieu tropical, par exemple. Le climat froid requiert une meilleure alimentation, des vêtements, des logements mieux clos et plus commodes. Une ambiance chaude, en revanche, suppose moins de nécessités et de besoins et, pour cela même, exige des efforts moindres ou moins systématiques.

Nous avons déjà vu comment les premières populations espagnoles cherchèrent les hauts plateaux, en partie pour éviter les rigueurs du climat chaud et insalubre des basses terres, mais elles durent lutter contre le grave inconvénient des difficultés de voies de communication qu'imposait la vie de haute plaine. Les difficultés mirent un obstacle au progrès économique et rendirent impossible la réunion des principaux groupes hispano-américains en une seule et grande unité politique ou en deux ou en trois.

« Parmi les causes ou influences qui ont entravé cette différenciation, la plus importante est la situation géographique. Lorsqu'une partie d'une nation est séparée des autres parties par la mer ou par le désert, ou par des bois épais, n'importe quelles particularités

qui leur étaient propres ont tendance à se développer et à devenir plus marquées parce qu'elles ne sont pas influencées par le contact du dehors. Et d'autre part, telle région par le fait de son isolement, acquière une conscience plus ferme d'elle-même, en tant qu'activité sociale et politique.

Deux républiques insulaires Cuba et Saint Domingue étaient ainsi destinées de par leur constitution géographique à vivre en dehors des républiques du continent dès qu'elles rompraient leur lien avec le souverain européen. Le Chili séparé du Pérou par un vaste désert relâcha de plus en plus ses rapports avec ce dernier pays. Le Chilien et l'Argentin sont séparés l'un de l'autre par une série de hautes montagnes. On ne peut les traverser qu'à quelques passages peu nombreux et encore avec difficulté. C'est ainsi que les différences entre les Chiliens et les Argentins qui auraient pu être amoindries, grâce à des échanges fréquents s'accroissent toujours davantage. Avant que le vapeur ait commencé à naviguer sur le grand Parana, le Paraguay était pour ainsi dire seul, dans ses forêts et l'on n'y parvenait depuis la côte qu'après un voyage monotone en remontant les eaux du Parana ou par un voyage terrestre encore plus fatigant (1).

Cette séparation politique imposée par la géographie fut un mal incalculable pour les populations ibéro-américaines tant du point de vue économique que de

(1) Bryce, œuvre citée, pp. 429-430.

celui de la politique intérieure. Mais les obstacles qu'elle a apportés à la production furent au point de vue international et seront encore plus graves pour la destinée de ces peuples. Cette séparation les convertit en unités négligeables de la vie internationale à une époque la plus difficile et la plus délicate de leurs formations respectives ; elle fut l'origine de guerres ou de coûteuses rivalités entre des nations sœurs qui les désignèrent comme des victimes faciles et sans importance pour les ambitions impérialistes étrangères.

Ainsi, par suite des circonstances géographiques que nous avons citées, le mouvement colonisateur espagnol « si intense » si fécond en initiatives géniales, n'en put recueillir les fruits, car, au lieu de converger comme des affluents en un seul estuaire, toutes ces forces, comme fait le Rhin, sont allées se perdre en des ramifications inconnues. (1).

III. Le milieu géographique anglo-américain

Contrastant avec tout ce que nous avons dit des conditions de la colonisation ibérique « la côte ouverte à l'esprit d'entreprise des Anglais était.. d'un accès facile par mer. Une belle série de fleuves, le Connecticut, l'Hudson, le Delaware, le Saquehama, le Potomac et le James, qui descendent des plateaux des Apalaches, sont navigables pour des bateaux de faible tirant d'eau jusqu'à proximité de leur source et ser-

(1) Pereira, œuvre citée, p. 145.

virent aux colons et aux explorateurs comme s'ils avaient été des chemins macadamisés » . (1).

A l'énumération précédente il nous faut ajouter la route du Saint Laurent, qui est une autre des plus grandes avenues naturelles de pénétration continentale qui s'offraient aux conquérants de l'Amérique du Nord. La formation et l'extension de Boston furent dues, en partie, à cette voie naturelle. Mais la capitale du Massachusset devait perdre par la suite sa prépondérance commerciale parce que New-York avait l'avantage d'être un port à la fois maritime et fluvial.

Bientôt ces facilités d'expansion vers l'ouest furent accrues par la construction de quelques canaux, dont le plus important fut l'Eric. « Ce canal figurait parmi les éléments de première importance pour la formation de l'Ouest Central. C'est sur ses eaux que furent transportés les colons et leurs objets domestiques dans de petites embarcations de canal, tirées par des mules diligentes, tandis que les gabarres légères descendaient le fret rapidement croissant que le Nouvel Ouest échangeait avec la côte maritime de l'Atlantique ». L'importance remarquable de l'Eric est due à ce qu'il joignait le fleuve Hudson avec les Grands Lacs. De cette façon la navigation à grand tirant d'eau de l'Hudson pouvait se continuer jusqu'aux Grands Lacs. Pour les communications entre l'Est et l'Ouest, le rôle de ce canal est d'une égale importance. Grâce à cette in-

(1) Pereira, œuvre citée, p. 18.

fluence New-York put supplanter décisivement Boston comme la métropole commerciale et financière de l'Union.

Une autre voie fluviale dont l'influence heureuse s'est faite singulièrement sentir sur le développement des régions de l'ouest et du Sud des Etats-Unis a été celle que constitue le bassin du Mississipi. Ce système hydrographique ouvrait un débouché sur l'Atlantique par le port de la Nouvelle Orléans aux produits d'une immense région comprenant des états comme la Louisiane.

Les voies ferrées complétèrent et améliorèrent ensuite les communications entre l'Ouest et l'Est, entre les provinces du Pacifique et celles de l'Atlantique, sans rencontrer sur leur parcours des difficultés naturelles invincibles comme dans le Sud, par exemple, où des chaînes de montagnes se dressent difficilement franchissables.

« Une autre circonstance favorable à la colonisation anglaise fut la limitation initiale de la zone de peuplement qui pendant la période de colonisation resta comprise entre Pesmaquid et Savannah, l'Océan et la chaîne des Apalaches » (1). Ensuite et graduellement cette zone initiale devait s'étendre sans solution de continuité géographique grâce aux facultés naturelles de communication offertes par les réseaux hydrographiques déjà mentionnés.

(1) Pereira, œuvre citée, p. 18.

Ces conditions originaires et cette forme d'expansion eurent les plus grandes conséquences économiques et politiques. Le système de la tache d'huile, comme disait le maréchal Lyautey, en parlant de la conquête et du peuplement français du Maroc, fut ce qui rendit possible ce moyen de pénétration et de colonisation.

Un des facteurs de succès fut l'absence de richesses métalliques tentatrices, au début de la colonisation. « Ce furent justement les conditions de ce milieu sans attrait extérieurs et brillants qui furent une véritable bénédiction pour les colonies anglaises » (1).

Un autre facteur qui fait comprendre ce succès est la nature du sol qui offrait après de maigres débuts, une fertilité durable.

Aux avantages que nous avons signalés, il faudrait ajouter, avec l'importance qui leur convient, les richesses du sous-sol des régions habitées par les Anglo-saxons et qui comprenaient entre autre du fer, du charbon, du cuivre, de l'or, de l'argent et du pétrole. Ces richesses furent d'une influence décisive pour donner l'impulsion au développement des Etats-Unis. Le fer, le charbon notamment et ensuite le pétrole jouèrent un rôle capital car leur abondance dans le sol d'un pays équivalait à une fatale prédestination industrielle. « La demande de certains minéraux redoubla au rythme du développement du système manufactu-

(1) Pereira, œuvre citée, p. 21, -

rier et de celui des communications modernes en raison du nombre des produits fabriqués en tout ou en partie, avec ces minéraux. L'accroissement de l'emploi du fer fut de beaucoup le plus important et il occupe depuis 1800 une place de premier rang dans le monde des minéraux. C'est grâce au charbon que le système des communications et des industries modernes fut rendu possible, c'était un élément de la richesse minérale que l'on connaissait de longue date mais qui ne fut employé que parcimonieusement jusqu'à la moitié du XVIII^e siècle. C'est grâce au charbon que la production de la vapeur fut à la fois facile et économique et aujourd'hui la vapeur fait tourner presque toutes les machines du commerce et de l'industrie. Le charbon rendit possible la fonte économique sous ses formes les plus variées, dont les deux principales furent la fonte et l'acier. C'est pourquoi la primauté dans le monde minéral est passé des régions anciennement fameuses par leurs gisements à celles qui possédaient le charbon et le fer c'est-à-dire, par exemple, de l'Amérique méridionale à l'Amérique du Nord ». (1).

L'abondance du fer dans l'Amérique du Nord rendit possible le prompt développement de l'industrie aux Etats-Unis, c'est pourquoi des statisticiens clairvoyants comme Hamilton préconisèrent et adoptèrent, dès le commencement de la vie nationale, une politique franchement protectrice pour pouvoir lutter contre la

(1) Jones et Whitlesey, ouvrage cité, pp. 264-265.

fabrication anglaise. Ce développement industriel reçut une forte impulsion de l'adoption du charbon dans la fonte du fer.

Si l'on demandait pourquoi le même développement ne fut pas possible dans l'autre Amérique qui est aussi riche en minéraux, il faudrait répondre que si le minerai de fer y est abondant les grands gisements de charbon y font complètement défaut. Et le fer sans le charbon est presque inutile, car il y a la concurrence invincible des pays possédant ces deux richesses, comme l'Angleterre et les Etats-Unis. Ce dernier, non seulement, possède ces deux minéraux mais les gisements sont presque à côté l'un de l'autre et d'une exploitation facile.

C'est la combinaison de telles richesses minières qui a fait des Etats-Unis le principal producteur d'acier. Regardons, en effet, le tableau comparatif suivant :

Principaux pays producteurs d'acier, 1923

	Millions de tonnes.
Etats-Unis	45
Royaume Uni	9
Allemagne	6
France	5
Belgique	2

Cet autre tableau pris aux mêmes sources est aussi fort éloquent sur les réserves mondiales en charbon.

Réserves mondiales de charbon non extrait

	Milliards de tonnes métriques.
Total mondial	7.398
Etats-Unis (moitié d'origine végétal).	3.527
Chine	996 à 1.500
Canada (3/4 d'origine végétal)	1.234
Allemagne (comprenant la Silésie et la Sarre)	423
Iles Britanniques	190
Sibérie (en grande partie végétal) ..	174
Australie (principalement Nouvelle Galles du Sud)	166
Inde	79
Russie	58
Afrique du Sud	56

« Aucun autre pays ne possède plus de 50 milliards de réserve ». (1).

Le paragraphe précédent démontre clairement que l'Amérique latine ne figure pas parmi les nations comptant des réserves de charbon de quelque importance. Il est vrai qu'en échange les pays latins-américains possèdent de grands gisements pétrolifères. Mais cela ne change en rien le point de vue que nous avons développé, car l'utilisation industrielle du pétrole est

(1) Jones et Whitlesey, œuvre citée, p. 275.

relativement très récente et plus récente encore la découverte de ce gisement.

L'exemple du Paraguay entre d'autres pays sud-américains, nous confirme dans l'idée que la présence du fer n'est pas suffisante au développement industriel d'un pays.

Le « Statesman's Year New Book » dit à propos des minerais du Paraguay ! on trouve en abondance, du fer, du manganèse, du cuivre et d'autres minéraux. Les mines de fer d'Ibicui furent exploitées dès 1863. L'extraction fut traitée avec du charbon de terre, mais l'industrie ne pouvait vivre indéfiniment en face de pays comptant à la fois du fer et du charbon minéral. Par contre, la nation anglo-américaine, grâce à cette précieuse et rare combinaison des richesses minérales de son sous-sol, put s'intégrer en une grande unité économique et politique.

Au XIX^e siècle le Nord et l'Est devenaient industriels et l'Ouest, le Nord-Ouest et le Sud, agricoles et éleveurs. Ainsi les relations économiques entre états seront beaucoup plus importantes que les relations internationales. Cela à son tour cimentera mieux l'union politique et donnera au pays une conscience éprouvée de sa grandeur présente et future. La prospérité économique qui en résulte amènera entre autres conséquences favorables la venue de capitaux et de main-d'œuvre immigrante. De ces deux facteurs, un seul, l'émigration aurait suffi à multiplier jusqu'au prodige,

les forces créatrices d'un pays. Mais avant de faire voir avec plus de détails, l'influence capitale d'un tel facteur, dans la formation de l'Amérique du Nord, il faut préciser un autre avantage géographique dont bénéficieront les Etats-Unis en comparaison avec les Etats de la Plata par exemple.

Cet avantage consiste dans le fait que la colonisation anglaise élut « comme territoire de son expansion une côte située face à Plymouth et des « Cinq Ports ». Après avoir suivi pendant le XVI^e siècle la route des Espagnols aux Canaries, de là aux Antilles et de là vers le Nord pour arriver au cap *Fear*, nom qui était appliqué en raison du caractère de piraterie des expéditions des marins anglais qui traversèrent directement l'Atlantique ».

En 1602, Bartolomé Gosnold, qui était un des associés de Raleigh, s'aventura à faire la traversée cinglant vers la baie de Massachussets. Cette aventure démontra que l'Angleterre avait ses provinces américaines mille fois plus près que l'Espagne n'avait les siennes et par la suite on suivit la voie la plus directe (1). En traitant de la région du Rio de la Plata nous avons déjà mis en relief l'influence comparative de la distance entre l'Europe et les deux Amériques.

Considérons, maintenant de nouveau, l'influence du peuplement.

(1) Pereira, ouvrage cité p. 145,

IV. Influence de l'immigration aux Etats-Unis

Nous avons déjà vu comment dans le cas de l'Amérique anglo-saxonne, les noyaux européens conservent leur unité ethnique et marchent par progrès successifs, lents mais sûrs, comme une armée bien organisée qui n'avance vers la conquête de nouvelles positions, qu'après s'être bien assuré des territoires déjà conquis, en maintenant le contact réciproque et la liaison permanente. C'est ici qu'à de telles conditions heureuses, on doit en ajouter une autre d'une toute première importance : le puissant courant d'émigration qui sans cesse afflua des pays européens vers la Fédération des colonies anglo-saxonnes surtout depuis 1823. Prenons quelques chiffres rétrospectifs. « D'après le « Statesman's Year Book » de 1926 on estime que depuis la fondation de la République (des Etats-Unis) jusqu'à 1820 il débarqua à peu près 250.000 étrangers. D'après la même statistique le nombre d'étrangers arrivés de 1820 à 1925 est de 36.269.000. Les nationalistes des Etats-Unis se sont arrêtés rarement à mesurer l'importance d'un apport extraordinaire reçu des divers pays européens à l'époque la plus féconde de leur formation nationale. Dans un livre récent le paragraphe suivant fait allusion bien à propos au facteur que nous considérons et à son importance.

« L'Europe de 1830 à 1920 a envoyé une trentaine de millions d'émigrants aux Etats-Unis, pour lesquels ceux-ci ne payèrent rien. Ces émigrants, adultes pour

la plupart, naquirent et furent élevés aux dépens de l'Europe, et ensuite au printemps de la vie s'en vinrent aux Etats-Unis employer leur énergie à monter l'industrie américaine (1). D'après des calculs faits par une société d'assurances aux Etats-Unis la valeur d'un homme adulte est estimée dans ce pays à 5.000 dollars ; si nous estimons que dans ce total d'émigrants 25.000.000 étaient des adultes, on en déduit que les Etats-Unis ont acquis gratuitement un capital économique de 125.000.000 de dollars ! Et ceci n'est pas tout, cette masse humaine a non seulement augmenté la population de l'Amérique du Nord par elle-même, mais aussi par ses qualités de fécondité. Si l'on pouvait arriver à évaluer approximativement le nombre de leurs descendants, dans leur pays adoptif on verrait que leur influence numérique et qualitative dans la vie des Etats-Unis a été et est encore d'une importance impossible à mesurer ou même à imaginer.

Prenons, d'un autre côté, l'Amérique latine qui, elle, n'a pas compté avec un tel facteur d'accroissement et de civilisation jusqu'à ces dernières années.

Voilà pourquoi l'augmentation de sa population a été dans les siècles passés sensiblement plus lente que le progrès démographique des Etats-Unis.

D'après un écrivain nord-américain, on calculait que l'Amérique espagnole comptait à la fin du XVIII^e siècle de 12.000.000 à 19.000.000 d'habitants. Quand à la

(1) Scott Vearing et Joseph Freeman, " Dollar Diplomacy ", p. 3.

partie du Brésil colonisée, d'après le même écrivain, et vers la même époque, il y eut près de 3.000.000 d'habitants blancs, métis, indiens et noirs (1). Si nous prenons cette dernière quantité, comme quantité minima de la population de l'Amérique espagnole, nous aurions pour toute l'Amérique latine vers la fin du XVIII^e siècle une population de 15.000.000 d'habitants.

D'un autre côté, l'ensemble actuel des habitants des différents pays latins-américains peut s'estimer de 90.000.000 à 100.000.000 habitants c'est-à-dire que de 1800 à nos jours, la population s'est augmentée du double à peu près tous les 50 ans, sans tenir compte des pertes occasionnées par les conquêtes territoriales des Etats-Unis.

Quand à ces derniers, vers la moitié du XIX^e siècle, les colonies anglaises avaient moins de 1.250.000 habitants distribués de la façon suivante :

Anglais	700.000
Irlandais du Nord, Ecossais, Alle-	
mands, Français, Suédois, etc...	250.000
Noirs	300.000
1.250.000	

Pour les années postérieures, l'auteur de qui nous prenons les renseignements précédents sur la population des Etats-Unis au XVIII^e siècle donne les informations suivantes. « Entre 1750 et 1800 il y eut peu d'im-

(1) William R. Sheperd, " L'Amérique Latine ", pp. 40 et 47.

migration européenne et sans aucun doute la population quadrupla ; incontestablement ce fait était dû à l'accroissement territorial réalisé entre 1783 et les dernières années du siècle » (1). La population qui atteignait 5.500.000 habitants en 1800 continua à augmenter avec les nouvelles expansions territoriales et le puissant courant immigrateur venu d'Europe. En 1850 la population atteignait le chiffre de 23.000.000 et en 1860 il monta à 31.000.000. En 1910, les Etats-Unis avaient 92.000.000 habitants répartis de la façon suivante :

Nationaux	78.500 (85 %)
Etrangers	13.500 (14 %)

En d'autres termes, tandis que la population de l'Amérique ibérique exigeait presque un demi-siècle pour doubler, celle des Etats-Unis a doublé presque tous les 35 ans.

Quelle peut-être l'explication d'un pareil contraste ? Sans aucun doute la meilleure se trouve dans l'immigration. On sait qu'en dehors de la guerre exterminatrice du Brésil de l'Argentine et de l'Uruguay contre le Paraguay, il n'y a pas eu entre les peuples ibéro-américains de luttes prolongées. D'un autre côté, seuls l'Argentine et le Brésil ont reçu des contingents d'immigration de quelque importance et cela dans les deux ou trois dernières décades et l'influence de l'émigration dans l'Amérique latine est cependant si grande

(1) Pereira, ouvrage cité, p. 37.

qu'à un plus grand courant correspond un plus grand progrès, comme dans le cas de l'Argentine comparée aux autres pays. Dans l'intérieur d'un même pays l'influence relative de l'immigration semble patente, comme le marque la prospérité des états brésiliens où ont afflué des courants de quelque importance, en contraste avec le retard relatif d'autres qui n'ont pas reçu de tels apports.

Il faut remarquer qu'en faisant de telles constatations, nous ne voulons pas affirmer explicitement ni implicitement qu'un tel contraste est dû à l'infériorité irrémédiable des populations natives, comme facteurs économiques comparées aux populations immigrées. Nous soutenons que l'émigrant emporte avec lui, aux pays ibéro-américains, la supériorité de ses coutumes et de ses idées acquises, c'est-à-dire, la supériorité de l'hérédité recueillie dans son ambiance sociale.

Combien différente eut été l'histoire du développement des pays latins-américains si les 36.000.000 d'immigrants au lieu d'aller multiplier les forces vitales de l'Amérique septentrionale s'étaient dirigés de leur côté. Avec un semblable apport, la population actuelle de ces pays aurait été de quelques 150.000.000 d'habitants au minimum et sa puissance économique au moins 10 fois celle d'aujourd'hui. Si nous imaginons par hypothèse, que de leur côté les Etats-Unis n'auraient pas compté avec un tel facteur fondamental, son développement aurait été beaucoup plus lent malgré les grandes qualités individuelles et collectives de l'an-

glo-saxon, dans leur progrès économique. Les arguments sont tellement évidents qu'il nous suffira d'en signaler un au hasard. La marche progressive, vertigineuse de la production mécanique nord-américaine par exemple, aurait été impossible sans l'aide de la main-d'œuvre bon marché que leur apportait l'immigration. On pourrait en dire de même pour le développement agricole.

Pour ne parler que de l'influence économique de l'immigrant il ne faut pas oublier que son rôle a été général et transcendant. Combien de noms qui ne sont pas anglais se rencontrent parmi les hommes des diverses sphères dirigeantes : dans les universités, dans le gouvernement, dans la presse, dans la littérature, dans les arts, etc., car les éléments qui émigrèrent d'un continent à l'autre se recrutent en général parmi les plus intelligents, les plus entreprenants et les plus énergiques. On sait d'autre part que les événements politiques européens de 1848 poussèrent à s'expatrier les hommes qui avaient la plus haute conception de l'indépendance politique comme de la meilleure culture.

Quant à la population de l'Amérique latine nous avons déjà indiqué la grande infériorité de sa composition ethnique, infériorité due surtout au fait que les éléments médiocres qui la composaient (indigènes et dans quelques régions, des noirs importés comme esclaves) était supérieur en nombre au facteur civilisateur, en un mot à l'élément espagnol et portugais.

C'est devant cette considération que nous avons affirmé qu'il avait existé une infériorité marquée par rapport à la qualité du colonisateur européen de l'Amérique du Nord. Encore de nos jours beaucoup d'écrivains répètent les idées fausses ou exagérées que les Anglais soit par haine ou par intérêt ont accumulées et répandues depuis plus d'un siècle contre l'Espagne et contre son œuvre en Amérique. Mais il n'est pas besoin de recourir à des allégations aussi exagérées qui apparaissent aujourd'hui n'être que simples sottises démontrant d'imbéciles préjugés.

L'accusation que nous avons intérêt à retenir et à examiner, c'est que les conquérants et les colons espagnols de l'Amérique étaient de simples aventuriers qui se ruaient vers le Nouveau Monde uniquement enfiévrés par le désir de l'or. En repoussant de telles conceptions, l'historien latin-américain, que nous avons déjà cité dit : « L'œuvre espagnole fut colossale ; elle le fut par les armes, mais où elle se montra plus grande encore ce fut dans l'ordre économique et moral » (1). Cette affirmation s'appuie sur les faits objectifs que l'auteur mentionne dans son ouvrage, contentons-nous de reproduire quelques chiffres. Pour réfuter les affirmations de l'historien anglo-saxon il faut remarquer que « la population des colonies espagnoles était occupées dans les mines. De plus poursuit-il, loin d'être seulement consacrées à l'extraction de l'argent

(1) Pereira, ouvrage cité, page 6.

et de l'or les provinces d'outre-mer avaient une exportation de produits agricoles qui égalait presque celle des produits miniers puisque la première était de 31.000.000 de pesos et la dernière de 38.000.000 ». Plus loin encore se référant à une statistique du commerce extérieur des colonies espagnoles il écrit « on peut se rendre compte de ce que représentait alors le fait de former un groupe de pays qui absorberait 50.000.000 de pesos de marchandises européennes si l'on considère qu'en 1791 l'exportation des Etats-Unis s'élevait à 19.000.000 et que l'Angleterre exportait pour moins de 26.000.000 en France, en Allemagne et au Portugal... »

Voici quelques lignes de plus sur le caractère de la colonisation espagnole, extraites d'une autorité de l'Amérique du Nord.

« La fiction et la réalité poussèrent les âmes espagnoles à accomplir des actes d'énergie et de courage presque sans pair dans les annales du genre humain. C'est en avançant impétueusement à travers les bourbiers et les forêts tropicales, en escaladant les cordillères, en traversant d'impraticables plaines, en combattant à chaque pas contre la nature sauvage et contre l'homme plus sauvage encore, c'est en dégradant souvent un acte d'héroïsme par d'affreuses scènes de carnage, que l'Espagne fonda l'empire le plus grand que le monde ait jamais connu.

« Ce que ce procédé de conquête réalisa vraiment, en dépit des fausses apparences, ce fut d'assurer cer-

taines situations stratégiques qui eussent pu servir de ciment à l'Amérique coloniale espagnole en formation. C'est une erreur de croire que ce qui fut réalisé avant 1550 ait pu se renouveler dans les siècles suivants. Au contraire à de rares exceptions près, l'évolution de l'expansion coloniale revêtit, pendant la période suivante, assez reculée cependant, la forme d'un méthodique établissement d'un système de vie, grâce auquel purent efficacement se régulariser les relations entre les conquérants et les conquis. C'est cette évolution et non une romantique expédition d'un caractère militaire aventureux qui explique comment l'Espagne a consolidé un empire florissant pendant trois cents ans et qui a laissé un héritage de 18 républiques. « La partie de cette citation qui fait allusion aux cruautés espagnoles pourrait donner une idée fausse de l'opinion de l'auteur sur l'attitude du gouvernement envers les indigènes, qui constitue une des principales charges traditionnellement élevées contre l'Espagne. Pour qu'il n'y ait pas d'erreur nous citons encore ces quelques mots : « On peut dire ce qu'on veut de la conduite des premiers aventuriers, mais le Gouvernement espagnol lui-même, s'occupait avec sollicitude du bien-être des deux peuples soumis » (1).

Les citations précédentes suffisent à démontrer le peu de fondements d'affirmations comme celle-ci : « Toute l'Espagne se précipita au Mexique et au Pérou, et toute la population des colonies abandonnait

(1) Shepherd, ouvrage cité, p. 39.

les champs incultes pour chercher des filons de métaux précieux. Une affirmation beaucoup plus prudente exprimerait toute la vérité. La statistique reproduite démontre clairement que la production agricole égalait presque la production minière. D'un autre côté, ces mêmes statistiques mettent en évidence, la haute position relative de l'exportation totale des colonies espagnoles à la veille de leur indépendance (commencement du XIX^e siècle). Nous avons vu aussi que le montant de cette exportation était de 65.000.000. de pesos tandis que les Etats-Unis n'exportaient en tout que pour une valeur de 19.000.000.

Cette comparaison est hautement suggestive à différents points de vue. Ce XIX^e siècle qui commence marquant une supériorité considérable de l'Amérique espagnole, il devait plus tard, au cours des décades suivantes, montrer une supériorité économique chaque fois plus grande, au profit de la république anglo-saxonne jusqu'à ce que celle-ci atteigne avec la guerre de 1914 sa position actuelle celle de la plus grande et orgueilleuse puissance contemporaine.

Nous avons déjà fait allusion aux grandes causes qui mirent un obstacle au développement de l'Amérique du Sud, mais il nous reste encore à en signaler deux autres.

V. Obstacles politiques et sociaux

Le long processus d'anarchie politique que connurent presque tous les pays hispano-américains, pendant le premier siècle de leur indépendance, fut

comme une barrière qui contint et rendit plus difficile le progrès économique dans chacun d'eux.

Il faut tenir compte de ce que la lutte même pour l'indépendance, dura depuis le commencement du XIX^e siècle jusqu'en 1826, et parfois même dans le cas de l'Uruguay par exemple, l'indépendance définitive ne s'affirma définitivement qu'en 1828. Le premier 1/4 de siècle se passe ainsi ; puis vint un demi-siècle de plus de convulsions intestines et même de guerres extérieures, phénomène qui entraîne fatalement une suite de déséquilibres et de réadaptations politiques sociales et économiques. Nous pouvons dire un peu arbitrairement que cette nouvelle phase de l'évolution latine-américaine s'étend jusqu'en 1870 ou 1875. Ces dates marquent, en effet, entre autres événements, la consolidation définitive de la nationalité argentine après la sanglante guerre contre le Paraguay qui fut, d'après Bartolomé Mitre un des facteurs nécessaires à cette consolidation avec la libération du Mexique d'un empire étranger, la division de la Colombie et du Venezuela, etc., etc. D'une façon générale, pendant cette moitié de siècle de vie indépendante, le progrès économique et intellectuel fut retardé par les luttes politiques intérieures ; les désintégrations nationales et les guerres extérieures. Les guerres extérieures eurent pour cause principale des conflits de frontière, des convoitises de richesses naturelles et des rivalités pour l'hégémonie, etc. Les luttes intérieures furent essentiellement le résultat de la prompt transformation du

régime de la vie politique coloniale en une prétendue démocratie égalitaire. La géographie comme la sociologie opposaient des obstacles presque infranchissables à une transformation aussi subite. Comment convertir du jour au lendemain en citoyens libres et conscients, se gouvernant d'après les principes extrêmes de la Révolution française, des populations rurales éparpillées sur de vastes territoires, ne comptant pas de moyens réguliers de communication et des masses d'indigènes et de créoles misérables, sans instruction et sans indépendance. Le changement ne pouvait que favoriser l'explosion désordonnée de toutes les ambitions de commandement et de richesse. La rébellion et l'insurrection deviennent ainsi un mal politique plus ou moins chronique. Fréquemment ces « pronunciamientos » et ces guerres civiles sont inspirés par un sentiment sincère de l'intérêt public, mais le chef triomphant ne tarde pas à se transformer en un despote véritable ou déguisé qui, par une réaction justifiée ou non est la cause d'une nouvelle rébellion ou d'un état latent de troubles.

La vérité est qu'aucun de ces pays ne pouvait avoir été préparé au régime démocratique adopté comme idéal et comme institution politique. Aussi ce n'est que dans les pays où une dictature franche ou dissimulée peut se maintenir pendant quelques années, qu'on peut jouir de la paix et d'un certain progrès normal. Ce fut le cas, pour citer des exemples typiques, du Paraguay sous les dictateurs José Rodriguez de

Francia et Don Carlos Antonio Lopez et, plus tard, au Mexique avec Porfino Diaz. Le Chili est un exemple plus particulier, car la paix y fut maintenue durant une longue période non pas grâce à l'action d'un despote, mais grâce à celle d'une classe sociale, jouissant de privilèges aristocratiques, de fait on ne doit pas en être surpris. Le régime démocratique requiert pour son bon fonctionnement des conditions économiques et sociales qui font défaut aux pays hispano-américains. L'indigence, l'ignorance et l'absence de moyens de communication réguliers et faciles sont les principaux obstacles qui s'opposent au libre jeu de la démocratie. L'Argentine et l'Uruguay en fournissent une confirmation. Ces pays figurent parmi ceux où l'anarchie fut la plus généralisée et la plus durable. Il n'y a guère plus de vingt ans que l'Uruguay voyait s'élever sur ses collines et ses vallées des flambées révolutionnaires chroniques. Graduellement l'immigration de capitaux et de main-d'œuvre européens et l'introduction d'autres facteurs commencèrent à accélérer le rythme du progrès économique de ces deux pays au point d'y créer et d'y répandre un louable désir de conversation de l'ordre social. D'autre part le bien-être général facilite la diffusion de l'école et des autres éléments de culture.

C'est ainsi que trente années ont suffi à l'Argentine pour gagner un rang envié parmi les nations les plus évoluées du monde. Malgré des ressources naturelles plus réduites et un territoire beaucoup moins étendu,

mais grâce à une situation géographique plus favorable, l'Uruguay quelques années après suivit l'Argentine dans la voie du progrès au point de la rejoindre dans son évolution politique et économique. Au Brésil un phénomène semblable est survenu, spécialement dans les Etats les plus favorables à l'immigration.

Nous avons déjà dit que la géographie et la sociologie expliquent pourquoi la démocratie du Nord distança d'une façon si considérable les anciennes colonies hispano-portugaises. Les aborigènes offraient une masse trop considérable et trop inerte à l'absorption, par les colonisateurs hispano-portugais, d'autant plus que le courant fécondant d'une immigration européenne était peu abondant. Mais ce n'est pas tout. Il y avait entre les colonisateurs du Nord et ceux du Sud des différences de tempérament et de culture qui constituèrent et constituent encore un facteur de différenciation entre ces deux sociétés. Parmi ces différences il faut citer l'influence prédominante du protestantisme d'une part et du catholicisme de l'autre. Le premier stimulait davantage l'esprit d'entreprise et l'ambition du lucre. Le second jouait un rôle, en une certaine manière, opposé. D'autre part l'Espagnol qui dirigea la conquête et la colonisation était probablement de par son tempérament et ses traditions sociales, moins enclin que l'Anglais à un effort soutenu. Le travail personnel devait être regardé avec un certain dédain par les fils de cette société d'idéal aristocratique, où la noblesse excluait la nécessité de gagner son pain de

chaque jour à la sueur de son front. Un tel préjugé aristocratique s'accroît dans le nouveau milieu social, car ici le conquérant dominait une race inférieure ou réputée telle. A ce propos Bryce dit : « Nous devons noter, de plus, comme un facteur déterminant de différenciation les conséquences sociales de la présence d'une classe indigène à demi-insulaire sur le caractère de l'élément dirigeant de la population. Partout où une classe similaire fournit la main-d'œuvre, l'élément dirigeant généralement méprise et rejette le travail manuel » (1). Un système rationnel d'éducation aurait pu contrecarrer en grande partie cette tendance, mais l'idée générale qu'« inspirait le système d'instruction supérieure était d'élever les jeunes gens pour le sacerdoce et la robe. Ils recevaient simultanément une éducation un peu d'apparat accompagnée d'un vernis littéraire qui devait leur faciliter l'accès à une situation sociale hors de proportion avec celle à laquelle eussent dû les destiner pour soutenir la puissance espagnole, leur faible préparation ». (2).

Les classes dirigeantes des nationalités nouvelles reçoivent cette empreinte et la conservent longtemps. Il est vrai que graduellement, avant même les révolutions libératrices « l'influence de la science expérimentale, celles des sociétés cultivées d'Europe, et même de la philosophie libérale française, commença à s'infiltrer dans les colonies malgré l'opposition civile et ec-

(1) Bryce, ouvrage cité, p. 433.

(2) Shepherd, ouvrage cité, p. 75.

clésiastique ». D'une façon générale cependant, on peut affirmer que le préjugé social contre les métiers lucratifs s'est transmis aux nouvelles générations et que cette influence caractéristique s'est exercée et s'exerce encore, pour retarder l'évolution économique des nations jeunes. L'enseignement continua à préparer presque exclusivement au sacerdoce, aux belles-lettres et aux carrières dites libérales. C'était — et c'est encore — le chemin le plus sûr et presque le seul pour arriver au comble de la notoriété et aux postes de direction de la vie nationale spécialement dans le gouvernement. L'enseignement secondaire n'avait d'autre objet que de préparer à l'admission dans les universités et à l'entrée dans la carrière bureaucratique.

Le contact, et même une certaine familiarité qui s'établissent petit à petit surtout par les livres entre ces nouvelles générations ibéro-américaines et la pensée européenne ne tendent pas à dévier cette tendance générale.

En politique, nous avons fait allusion à l'influence exercée par les philosophes et les écrivains politiques français du XVIII^e siècle et par les exemples des Etats-Unis à leur naissance. Une semblable influence tendit à discréditer les dogmes politiques et religieux, à affaiblir les autorités traditionnelles, et à accentuer l'individualisme prononcé du caractère espagnol. Ce résultat aurait été d'un grand bien, s'il s'était accompagné d'idéals fermes et de règles de conduite constructives, mais tel ne fut pas le cas. D'ailleurs même dans les

pays européens où elles avaient surgi, les doctrines individualistes manquaient de méthodes positives. Le programme essentiel fut l'analyse, de critique et de réaction destructive contre les idées et les institutions traditionnelles qui étaient basées sur un absorbant interventionnisme gouvernemental.

Dans l'Amérique espagnole ces doctrines individualistes exercèrent une influence prépondérante pendant tout le XIX^e siècle et même jusqu'à présent avec de pernicioeux résultats pour le développement collectif. C'est ainsi que dans l'ordre économique prévalut la doctrine du « laissez-faire » sous ses formes et interprétations les plus extrêmes. On sait de reste qu'une telle doctrine comme orientation méthodique requiert un état de civilisation très avancée. A cette seule condition il est possible de faire confiance à l'esprit d'initiative et à la capacité de l'individu aussi bien pour agir que pour défendre ses intérêts. Et cela même ne suffit pas, comme est en train de l'apprendre l'Angleterre la terre classique des professeurs et des apôtres de l'individualisme : Locke, Bentham, Ricardo, Mill, etc

Un exemple typique contribuera à mettre en évidence le degré et la forme de cette suggestion à la vie intellectuelle européenne.

Dans l'enseignement de l'Economie politique les textes adoptés étaient et sont encore bien souvent ceux des Universités européennes et surtout françaises. Il arrivait, par exemple, que ces ouvrages continssent un grand luxe de détails sur des thèmes se référant à des

problèmes d'actualité en Europe, tandis qu'ils n'abordaient qu'à peine, quelques-unes des questions les plus importantes pour la vie individuelle et collective des nationalités en formation. C'est le cas du papier-monnaie. On sait que l'un des problèmes fondamentaux et difficiles pour l'homme public, comme pour le commerçant dans l'Amérique latine, est celui du papier-monnaie. Mais comme un tel problème n'existait dans l'Europe d'avant-guerre que d'une façon sporadique, les textes universitaires ne consacraient à cette question et à ses incidences complexes que de rares pages insuffisantes. Tout récemment les désordres monétaires issus de la guerre ont à nouveau appelé l'attention des auteurs de traités européens sur un tel problème, et combien de conflits, de théories, d'idées et d'interprétations sont nés à ce propos. Rien n'explique mieux qu'une telle confusion d'idées, le défaut antérieur d'une véritable systématisation scientifique ou doctrinaire dans ce domaine. Il faut dire que cette sujétion aux idées et aux expériences étrangères s'étendait à tous les ordres de l'action et de la pensée. La littérature et d'autres arts payent encore un absorbant tribut à une telle sujétion ; des phénomènes isolés confirment la règle.

Par suite de semblables défaillances d'une pensée directive l'instruction publique notamment n'a pas reçu l'orientation qui lui était nécessaire. La masse des habitants continue donc à végéter ayant peu de besoins et fournissant par conséquent peu d'efforts. Le comble

c'est que « le maître des traditions » — l'immigrant — retardait et retarde encore son arrivée. Il aurait été de plus de profit par la leçon concrète de son exemple que le maître d'école. Mais les facteurs généraux qui déterminent le progrès ou la stagnation des peuples détournent le courant de ces artisans du progrès vers la République anglo-saxonne qui les attirait en foule par la séduction de sa paix romaine et surtout par sa proximité de l'Europe et par les fabuleuses richesses que la Nature lui avait prodiguées. A l'ensemble de facteurs déjà énumérés pour expliquer l'impresionnante différence de rapidité dans la marche des deux Amériques que nous opposons, il faut ajouter la considération d'une des causes la plus importante peut-être, que nous appelons économique.

VI. Le capital et la demande internationale de produits

La cause que nous appelons économique, comprendra en réalité ces éléments : l'importation d'hommes et de capitaux et la demande internationale de produits. Nous avons parlé du premier élément dans les pages antérieures, prenons les deux autres.

Point n'est besoin de plus amples développements pour apprécier l'influence considérable exercée par le capital européen sur le développement de l'Amérique du Nord, surtout pendant le XIX^e siècle. Le total de ces capitaux cessa de croître dès le commencement de notre siècle et tendit même à diminuer, car on sait que les Etats-Unis commencèrent à vivre l'ère de l'ex-

portation des capitaux avant 1914. On estime ainsi que ce pays possédait déjà en 1900, 500 millions de dollars de titres étrangers distribués de la façon suivante :

Canada : 150.000.000. — Mexique : 185.000.000. — Cuba 50. 000.000. — D'autres pays latins-américains : 55.000.000. — Europe : 60.000.000. — Chine et Japon : 5.000.000. Mais contre un tel avoir, il y avait à la même époque au total 7 milliards de dollars de titres nord-américains possédés par des européens (1). Le montant de ces capitaux européens investis aux Etats-Unis aurait été très supérieur une ou deux décades avant la fin du XIX^e siècle. En réalité, une grande partie de l'outillage économique — chemins de fer, lignes de navigation, ports, tramways, installations industrielles, etc..., fut financée par des capitaux européens.

Le mouvement des capitaux étrangers vers l'Amérique latine fut au contraire de beaucoup postérieur, plus lent et de moindre importance, en raison des causes générales déjà expliquées.

Des pays qui, comme l'Argentine et le Brésil, bénéficièrent d'apports importants avant les autres nations du même continent, rendent évident le rôle considérable joué par le capital comme levier du progrès. En général, c'est le mouvement du capital qui ouvre la voie à l'immigrant ouvrier.

Des trois éléments énumérés antérieurement le rôle

(1) Scott Nearing et Freeman, " Dollar Diplomacy ", pp. 11-12.

du dernier est de beaucoup plus influent qu'on ne le croit d'ordinaire si l'on veut bien y arrêter son attention. Nous soutenons en effet, qu'un des facteurs les plus décisifs du progrès des pays nouveaux est l'existence d'une demande permanente et rémunératrice des produits du sol. Ainsi nous maintenons que le progrès de la République argentine est davantage le résultat de l'existence d'une telle demande en faveur de ses produits que de n'importe quelle autre cause isolé. Plus explicitement, le grand développement de cette nation est dû principalement à une demande étrangère constamment accrue de blé, de viande, de lin, de cuirs, etc. La constance de cette demande et son augmentation régulière proviennent de l'accroissement des populations européennes et de l'industrialisation chaque fois plus grande de leur activité productrice. De tels phénomènes, aidés par le prodigieux avancement des moyens de transport, ont rendu possible le progrès sud-américain en créant une demande persistante et rémunératrice des produits déjà cités et d'autres.

Sans prétendre donner à ces généralisations une précision absolue on peut dire que le développement parallèle et à un rythme comparable de l'Amérique latine et de l'Amérique anglo-saxonne n'était pas possible jusqu'en 1870 ; nous pourrions dire que les Etats-Unis étaient essentiellement un pays producteur et exportateur de produits alimentaires et de matières premières. Mais, graduellement, leur activité manufacturière s'intensifia ; car leur production propre ne pouvait ré-

pondre au constant développement d'une Europe plus peuplée et à son tour plus manufacturière. C'est ainsi que naquit l'opportunité au développement de l'Argentine si favorisée au point de vue climatérique par sa situation géographique, la fertilité de son sol, l'étendue et la topographie de son territoire.

Voyons quelques-unes des confirmations relatives aux Etats-Unis. Pour montrer qu'avant 1870 ce fut une nation essentiellement agricole, il suffit de considérer qu'à cette époque, le montant total des capitaux investis dans l'industrie était de 1,7 milliards de dollars tandis qu'en 1900 ce total atteint 9,8 milliards, en 1910 18,4 milliards et en 1920 44,5 milliards (1). Un autre indice très éloquent est le changement opéré dans le caractère de l'importation des Etats-Unis. Vers 1850, l'importation comprenait 82 % de produits manufacturés ou semi-facturés et seulement 7 % de matières premières. Vers 1910, en revanche, l'importation de produits manufacturés ou semi-facturés était descendue à un pourcentage de 36,4 et celle des matières premières à 36,4 %. « La valeur des matières premières importées entre 1850 et 1920 augmenta près de 150 fois. La valeur des produits manufacturés augmenta pendant le même temps 9 fois » (2).

Mais d'après le point de vue que nous traitons, la transformation du type d'articles exportés des Etats-Unis et celle de leur destination est encore plus signi-

(1) Nearing et Freeman, ouvrage cité, p. 3.

(2) Nearing et Freeman, ouvrage cité, pp. 5-6.

ficative. Prenons à nouveau quelques paragraphes de l'ouvrage que nous venons de citer.

« Il y a 70 ans environ près des $\frac{2}{3}$ de toute l'exportation des Etats-Unis était composée de matières premières employées dans l'industrie et plus de $\frac{4}{5}$ de matières premières et de produits alimentaires. Les produits manufacturés et prêts pour la consommation formaient seulement un peu plus du $\frac{1}{10}$ de l'exportation totale de l'époque.

Vers la fin du siècle, les articles finis avaient augmenté à peu près d'un $\frac{1}{6}$, tandis que les matières premières destinées aux manufactures avaient diminué d'un $\frac{1}{3}$ sur le total. Depuis 1910, le changement fut comparativement rapide. L'exportation des matières premières descendit à $\frac{1}{4}$ du total. Les matières premières et les produits bruts d'alimentation réunis forment moins de 25 % de l'exportation, tandis que les produits alimentaires partiellement ou totalement manufacturés formaient plus des $\frac{3}{5}$ de l'exportation des Etats-Unis. ».

La conclusion que les mêmes auteurs dégagent de ces documents, est la suivante : « *les Etats-Unis cessent d'exporter des matières premières à destination des pays manufacturiers, ils produisent leurs propres matières premières, ils importent ce qui leur manque et ils exportent des produits manufacturés* ».

Un autre changement remarqué par les auteurs et qui est une conséquence de la transformation déjà mentionnée porte sur la destination de l'exportation

de l'Amérique du Nord. Pendant les premières années de l'impérialisme américain les 3/4 de toute l'exportation américaine allèrent en Europe. A présent cette proportion est réduite à la moitié environ.

Reprenons les deux conclusions qui se dégagent des citations et des renseignements précédents. En premier lieu, nous avons déjà constaté que les Etats-Unis « cessaient l'exportation de matières premières vers les pays industriels ». Un tel phénomène implique la nécessité pour les autres grandes nations manufacturières de trouver dans d'autres pays et d'autres continents les sources d'approvisionnement qui suppléeront celles des Etats-Unis. Ce qu'ont exprimé les auteurs doit s'étendre même aux produits alimentaires. Il y a déjà quelques dizaines d'années que l'Angleterre, par exemple, dépend d'autres régions pour subvenir à ses demandes de blé et de viande.

La seconde conclusion à laquelle nous nous référons, est que les *Etats-Unis* sont passés d'exportateurs prépondérants de matières premières au rang de nation importatrice de ces mêmes matières premières ainsi que de quelques produits alimentaires. Ainsi son importation comprend le caoutchouc, du jute, de la soie brute, l'huile de palme, la pâte à papier, le pétrole, le fer, l'étain, le nickel, le platine, l'antimoine, l'asbeste, le plomb, les nitrates, la laine, le cuir, le sucre, les fruits, les viandes, etc.

Les changements survenus dans le caractère du commerce extérieur ont une importance extraordi-

naire, du point de vue que nous avons traité. Ces changements impliquent qu'approximativement, jusqu'en 1870, les nations industrielles de l'Europe ont dépendu essentiellement des Etats-Unis pour leur approvisionnement en matières premières et en produits alimentaires. Mais en présence de la rapide transformation opérée dans l'activité économique des Etats-Unis, ces nations se sont vues obligées de rechercher d'autres continents, d'où elles pourraient tirer les produits nécessaires à leur alimentation et à leur vie industrielle. *C'est cette circonstance, qui a rendu possible l'accélération visible du développement des pays latins-américains, surtout de ceux qui sont producteurs de matières premières : céréales, viandes et autres produits alimentaires et qui sont riverains de l'Atlantique, comme l'Argentine, l'Uruguay et le Brésil. Il est à noter que l'industrialisation européenne s'est également intensifiée approximativement de 1870 à nos jours. On sait que la transformation de l'Allemagne, par exemple, en une des plus grandes nations manufacturière, s'est opérée depuis cette date. Parallèlement à l'augmentation des besoins européens de produits latins américains a surgi et s'est développée la demande des Etats-Unis pour les mêmes produits et surtout pour les mêmes matières premières et les combustibles.*

Au commencement, cette demande était alimentée de préférence, par les pays latins américains du Nord et surtout le Mexique, Cuba et l'Amérique Centrale.

Plus tard elle s'étendit aux pays sud-américains : le Brésil, la Bolivie, le Pérou, etc. L'ouverture du Canal de Panama facilita sensiblement cette expansion, surtout vers les pays du Pacifique.

Voilà donc la clef du progrès latin américain.

Ce progrès avait dû être lent, hasardeux, tant que la grande puissance nord-américaine, comme nation exportatrice de produits bruts était presque suffisante à alimenter la population et les industries européennes. Mais graduellement, cette situation se transforma et l'Amérique latine en bénéficia avec l'influence coïncidante de l'augmentation de la demande européenne et de la naissance de la demande de l'Amérique du Nord qui s'accrût par la suite.

Il y a une autre double conséquence des deux transformations déjà notées : cet accroissement coïncide avec les demandes de l'Europe et des Etats-Unis pour des produits de l'Amérique plus méridionale, tend en premier lieu à conduire plutôt vers cette dernière le courant des capitaux financiers commerciaux et industriels, et en second lieu à élargir la voie déjà ouverte à l'émigration vers cette région.

Nous avons donc ainsi une combinaison de trois facteurs qui ont opéré le réveil des peuples latins américains à la voie économique intense : *Grande demande de ses produits, courant de capitaux, immigration d'une main-d'œuvre et d'ambitions de direction.* Beaucoup de ceux qui se sont occupés du développement de l'Amérique du Sud attribuent le changement à la poli-

tique, c'est-à-dire qu'ils croient que le progrès effectué dans des pays comme l'Argentine, le Brésil, etc... est dû à la plus grande stabilité et à la meilleure orientation de la vie politique. Si la paix intérieure et la capacité du gouvernement furent les facteurs déterminant de telles transformations, le Brésil serait arrivé à atteindre un progrès économique plus rapide et plus considérable que l'Argentine. Le Brésil, en effet, occupe un territoire beaucoup plus grand que l'Argentine. Il dispose de fabuleuses richesses naturelles et il a maintenu jusqu'à ces dernières années une évolution politique beaucoup plus stable que celle de l'Argentine. Cette dernière souffrait fortement jusqu'en 1870 des maux politiques qui ont agité tous les autres pays hispano-américains depuis leur indépendance, tandis que le Brésil jouissait d'une période de tranquillité intérieure. L'indépendance brésilienne fut obtenue sans les longues luttes que durent soutenir les autres nationalités américaines en formation. Et, cependant, le progrès économique de la fédération argentine a été beaucoup plus rapide et a acquis une plus grande puissance que celui du Brésil.

La différence marquée entre les deux pays est due évidemment, au fait que les conditions naturelles de l'Argentine, la prédisposaient plus que le Brésil à la production et au transport des produits d'alimentation que réclamait la demande européenne ; céréales et viande principalement. On doit voir dans la paix et la bonne organisation intérieure de l'Argentine une con-

séquence de sa prospérité économique plutôt qu'un facteur prépondérant de cette même prospérité.

Il nous faut user de termes qui n'aient rien d'absolu, car dans la vie sociale il n'y a pas de relation, de causalité absolument simple ; au contraire, les phénomènes s'influencent mutuellement de telle sorte que ce qui est un effet est aussi une cause. Ainsi donc nous avons admis que la paix intérieure actuelle agit, elle aussi, comme un facteur du grand développement de la prospérité argentine. Seulement à notre avis l'ordre intérieur *fut plus un effet qu'une cause* de ce progrès économique croissant.

Arrêtons-nous à considérer quelques applications de cette sorte de loi générale explicative que nous avons signalée.

Un des pays qui, dans ces derniers temps, a accru avec le plus de rapidité sa vitalité économique est le Vénézuëla. Son exportation a augmenté d'une manière surprenante et par conséquent sa monnaie et ses finances se sont améliorées comme par enchantement. Et ceci principalement, parce que est intervenu le facteur de *la demande extérieure* en ce qui concerne une des plus grandes richesses naturelles : le pétrole.

La Bolivie nous en offre un autre exemple. C'est un des pays les plus mal placés en Amérique du Sud pour les communications maritimes, à cause de sa situation géographique et de l'orographie de son territoire.

Mais comme son sous-sol contient de légendaires richesses minières d'une énorme demande extérieure, il

a vu le capital étranger parvenir jusqu'à son isolement malgré les obstacles, pour précipiter un développement qui eut été lent, très lent comparé à ceux des autres pays mieux situés du continent.

Le coton nous offre une nouvelle preuve que la demande extérieure rémunératrice est la clef du progrès des pays neufs. On sait que le principal producteur mondial de cette importante matière première sont les Etats-Unis. Mais la généralisation de la demande de tissus d'une part, et les causes générales restrictives de la production cotonnière nord-américaine dans les années d'après-guerre, créèrent presque subitement dans l'Amérique du Sud une demande alléchante de ce qu'on a nommé « l'or blanc ». Cette occasion inespérée suffit à généraliser au Brésil, en Argentine et au Paraguay une nouvelle source de production et de richesse. Une telle demande ouvrit une possibilité de progrès dans des régions jusqu'alors retardataires. Le progrès argentin s'était circonscrit aux provinces et territoires producteurs de céréales, bétail, sucre et vin. La rareté mondiale du coton, par conséquent ses prix élevés, permit, comme par un coup de baguette, une extension immédiate de la zone de prospérité et d'immigration du pays. La baisse sensible de ces prix qui survint ensuite, a ralenti le rythme de la grande expansion commencée.

Comme nous le voyons, la demande extérieure exerce en Amérique latine une influence prépondérante sur son *développement économique, agricole et poli-*

tique. En revanche, aux Etats-Unis dans le premier siècle de sa vie nationale, le rôle principal *revient à la demande et à l'échange entre Etats*. Grâce à la guerre mondiale, le commerce extérieur des Etats-Unis n'a acquis que récemment, l'importance qui correspond à son extraordinaire potentiel de production.

Un tel contraste est essentiellement dû aux facteurs généraux de différenciation déjà notés dans les pages antérieures, et dont l'un est la forme d'expansion prise par le peuplement et la colonisation nord-américaine, forme rendue aisée par la géographie. C'est l'expansion de la « tache d'huile », grâce à laquelle, les nouvelles populations qui poussent plus loin les progrès de la nation vers l'Ouest, le sud et le nord-ouest gardent un contact systématique et facile avec les groupes et les régions dont elles proviennent. L'échange réciproque entre les nouveaux et les anciens noyaux est ainsi facile, nécessaire, indispensable. A cette circonstance s'ajoute bientôt une extraordinaire facilité apportée dans le développement de l'industrie : de formidables gisements de fer et de charbon dans les meilleures conditions imaginables pour leur exploitation, l'un près de l'autre pas très loin de la surface de la terre.

Comme nous l'avons déjà noté, d'autres conditions favorables se rencontrèrent dans les vues des hommes d'Etat dirigées de bonne heure vers un protectionnisme qui tendait à limiter l'importation étrangère et à réserver pour leur propre production le marché inté-

rieur. Il n'y a donc pas de barrières intérieures restrictives dans le commerce réciproque entre les Etats de la Fédération. Les distances et les obstacles géographiques peuvent être facilement vaincus grâce au progrès mécanique facilité par le développement industriel lui-même et grâce aux autres conditions que nous avons précédemment étudiées : conditions naturelles, actions de capitaux et de main-d'œuvre.

Dans l'autre Amérique, au contraire, les anciennes colonies occupent des régions de nature différente et isolées entre elles, sur un espace plus de trois fois supérieur à celui des Etats-Unis actuels. Ces colonies forment des nations indépendantes les unes des autres et il manque à leur vaste territoire le fer et le charbon de facile exploitation. C'est-à-dire *que le muscle et le sang* qui donnent de la vie aux manufactures leur font défaut.

C'est par le jeu convergent de telles circonstances et conditions que le progrès latin américain est soumis davantage aux variations du commerce extérieur que ne le sont les bienheureux Etats-Unis.

Voici donc légèrement passée en revue, les multiples facteurs d'ordre divers, qui expliquent la différence, que l'on a observée, dans la rapidité du développement des deux Amériques, un seul de ces facteurs principaux, l'immigration, par exemple, eut suffi à créer une différence profonde. C'est à l'immigration, nous l'avons déjà dit, que les Etats-Unis doivent au moins 50.000.000 de leurs habitants actuels et un capital hu-

main d'une faculté de production initiale qui n'est pas inférieure à celle d'un capital de 125.000.000.000 de dollars. Dans l'actuelle population des Etats-Unis on estime que 29.000.000 correspondent au seul groupe germano-américain.

VII. -- Retards locaux

Il faudrait ajouter à de telles causes générales l'influence des circonstances et des conditions particulières à quelques-uns des pays latins américains. Ainsi pour ne citer qu'un cas, une des causes presque constantes des révolutions mexicaines est la protection que trouvent fréquemment les chefs rebelles, sur les territoires limitrophes des Etats-Unis, tant pour leur organisation, que pour le ravitaillement et la contrebande des armes. Une autre cause locale, qui a rendu impossible le développement normal de la vie économique et politique au Mexique, peut-être trouvée dans l'existence de « latifundia » hérités du système colonial et aggravés encore par les vastes acquisitions territoriales consenties aux capitalistes américains sous le régime de Porfirio Diaz et même depuis.

On doit voir dans les démembrements de ce pays par les Etats-Unis une autre cause capitale de la stagnation ou de l'affaiblissement du Mexique. Dans d'autres parties de l'Amérique le démembrement territorial fut l'œuvre de la guerre qui décima implacablement la population et annihila le crédit extérieur par l'imposition des grandes dettes de guerre comme pour le Paraguay

après la guerre de 1865-1870. D'autres fois les conflits armés latins-américains laissèrent derrière eux un état de paix armée coûteux et dangereux. Ainsi après plusieurs décades le Chili, le Pérou, et la Bolivie payent encore un lourd tribut à cette politique : conséquence des dommages matériels et des haines qu'une lutte sanglante laisse derrière elle. Tel est de même le cas de la rivalité latente entre le Brésil et l'Argentine qui se traduit en une onéreuse politique d'armements par des concours et des encouragements indirects fournis aujourd'hui encore par l'une ou par l'autre de ces nations, pour soutenir les mouvements révolutionnaires dans les pays voisins, tels que l'Uruguay et le Paraguay.

. . .

Nous nous sommes plus ou moins étendus, sur les causes ou les conditions de dissemblance entre les deux Amériques, parce que rien n'est plus répandu, aux Etats-Unis, en Europe, et dans les pays latins-américains eux-mêmes, que le jugement superficiel porté sur la prépondérance de l'Amérique du Nord. On croit, généralement, qu'elle est due à une indiscutable supériorité ethnique des anglo-saxons sur les ibéro-américains et sur les latins en général. Le succès individuel ou collectif, engendre le prestige et tend toujours à être exagéré. La réussite prête, fréquemment aux erreurs mêmes, la valeur d'une inspiration et fait naître jusqu'aux légendes. Une telle tendance à diviner le succès sans en rechercher l'origine, entraîne

même quelques esprits impatients de l'Amérique hispanique, à regretter que le destin historique n'ait pas ouvert le Continent méridional à la conquête et à la colonisation anglaise. Pour eux, ce fût un hasard malheureux, que Buenos-Ayres, ait repoussé, avec un courage exemplaire, la tentative de conquête de l'Angleterre à l'aube du XIX^e siècle.

A ces esprits bien intentionnés, mais qui souffrent d'une myopie ou d'une cécité intellectuelle, et qui de plus manquent de foi dans les destinées du Continent, on doit dire comme à l'apôtre hésitant : *Touchez, voyez et croyez !*

CHAPITRE II

LE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DE L'AMÉRIQUE LATINE

I. — Le développement contemporain

Avant de voir les indices de l'état actuel du développement matériel de l'Amérique latine et de considérer son avenir, il est nécessaire d'avoir présent à l'esprit certaines données géographiques qui servent de point de comparaison.

« Les vingt républiques de l'Amérique latine occupent un espace de neuf millions de milles carrés, c'est-à-dire approximativement trois fois l'étendue des Etats-Unis. Le Brésil est plus vaste que ce pays, et la République argentine mesure presque les deux tiers de son *périmètre*. La Bolivie et le Vénézuëla pourraient presque contenir deux états comme le Texas et il leur resterait encore une étendue considérable de territoire, Le Chili contiendrait deux fois la Californie, et l'Equateur pourrait englober la Nouvelle Angleterre avec New-York et New-Jersey. Le Mexique est sept fois grand comme l'Italie.

« Les deux empires germains (l'Allemagne et l'Autriche avant 1914) auraient pu contenir dans la Colombie et la France, l'Autriche-Hongrie et l'empire allemand dans le Pérou.

« Parmi les pays les plus petits les trois républiques insulaires réunies sont presque aussi étendues que l'Etat du Minisota, et l'Uruguay a un périmètre égal à celui du Dakota septentrional. Les six républiques de l'Amérique Centrale, y compris le Panama, représentent presque dans leur ensemble le double de la Grande-Bretagne et de l'Irlande ; et le Paraguay est approximativement deux fois aussi grand que l'Angleterre, l'Ecosse et le pays de Galles réunis ». (1).

D'après d'autres sources, l'étendue totale des Etats-Unis continentaux est de 3.026.789 milles carrés et l'étendue de ce même pays avec ses possessions d'outre-mer atteint 3.743.529 milles carrés. L'étendue totale de l'Amérique latine est, d'après cette source, de 8.068.918 milles carrés (2).

Les différences que l'on constate entre ces deux renseignements sont dues au fait qu'il n'y a pas encore d'information *géographique d'une rigoureuse exactitude*, sur l'étendue des pays latins-américains. Cependant on se rend compte que l'importance territoriale de ce pays est beaucoup plus considérable que celle des Etats-Unis, malgré les conquêtes territoriales qu'ils ont réalisé principalement aux dépens du Mexique.

(1) Shepherd, ouvrage cité, pp. 126 et suivantes.

(2) Publications de l'Office de l'Union Pan-Américaine de Washington.

Il convient d'examiner maintenant le progrès économique réalisé par les ibéro-américains durant le siècle environ de leur vie nationale.

On sait que l'indice le plus expressif et le plus exact de l'état du développement économique d'un pays ou d'un ensemble de pays est le total de sa richesse collective ou mieux encore, le total annuel de sa production ou de ses revenus, ou de ses profits. Mais ces données sont très difficiles à donner ou à calculer ; on a facilement ces renseignements pour les quelques pays où la statistique a atteint un haut degré d'organisation comme aux Etats-Unis et même les chiffres y sont ils à peine approximatifs, parce qu'un calcul réel est hors de toute possibilité.

A cause de l'absence de telles données ou calculs en ce qui concerne les nations latines de l'Amérique, nous nous bornerons aux renseignements du commerce extérieur et à certains autres indices du progrès économique tels que les voies ferrées.

En commençant par ces dernières, et en nous reportant aux indications du « *Statesman's Year Book* » 1926 nous trouvons que les nations en question possédaient à ladite date 73.000 milles de chemins de fer.

Pour nous rendre compte de l'importance d'un tel réseau nous devons le comparer aux réseaux totaux des pays les plus anciens et les plus civilisés de l'Europe. D'après la source d'information déjà citée, la France et l'Italie possédaient à elles deux une étendue de 36.045 milles et l'Allemagne et l'Autriche réunies

38.493. En d'autres termes : les quatre grandes nations les plus prospères de l'Europe continentale possèdent dans leur ensemble une longueur de rails égal à celle des pays latino-américains.

Naturellement, leur superficie est beaucoup plus grande que celle des nations européennes que l'on vient de citer. De toute façon on ne peut nier que la possession d'un outillage ferroviaire tel qu'on l'a indiqué implique de la part de l'Amérique latine un progrès honorable même par comparaison.

Il ne faut pas oublier qu'un tel développement n'est qu'à ses débuts, dans deux ou trois décades, la longueur totale du réseau sera quadruplée ou quintuplée.

L'indice fourni par le commerce extérieur est plus suggestif encore que le précédent : Considérons les chiffres se rapportant à toute l'Amérique latine et s'étendant sur plusieurs années :

	Importations	Exportations	Total
1924	2.125.048.646	2.932.987.144	5.058.035.790
1917	1.196.807.216	2.095.818.801	3.292.626.017
1897	415.079.562	495.342.937	910.422.499

Pendant les sept années qui vont de 1897 à 1917 cette augmentation est de 262 %.

Pour établir une comparaison avec les Etats-Unis voici les chiffres du commerce extérieur de l'Amérique latine en 1924 :

Importations	3.554.096.954
Exportations	4.311.656.491
Total	7.865.693.445

Si on tient compte de la différence du nombre d'habitants et aussi d'autres circonstances, on observe que la comparaison n'est pas défavorable à l'Amérique latine. Aux Etats-Unis les valeurs assignées correspondent davantage à la réalité, parce que ces valeurs sont établies conformément aux factures commerciales, tandis que dans la majorité des pays latins-américains ces valeurs sont celles des tarifs douaniers, qui, en règle générale, sont inférieurs aux prix réels.

Nous ferons encore une dernière comparaison. On sait que la Grande-Bretagne est la plus grande puissance commerciale internationale ; nous savons aussi qu'elle est la nation qui possède l'empire le plus vaste et le plus peuplé du monde, un empire peuplé de plus de 400 millions d'habitants soit près du 1/4 de la population du globe. Or, l'exportation totale de la mère-patrie à ce formidable ensemble de population fut en 1924 de L 356.000.000. Pour insister sur l'importance de ce total, J.-L. Garvin dit :

« Cet énorme total dépasse la valeur globale de notre commerce extérieur avec tout le continent européen, les Etats-Unis, la Chine et le Japon bien que ces régions contiennent à elles seules plus de mille millions d'habitants ». (1).

Si nous comparons ce total avec l'exportation globale de l'Amérique latine, que nous avons déjà rapportée, nous constatons que cette dernière est presque le double du premier : 2.932.000.000 de dollars ou près

(1) J. L. Gawin, « The Observer », 31 octobre 1926.

de L. 600.000.000. (Memorandum on Production and Trade).

D'après des dernières et autorisées publications de la ligue des Nations, la « production des matières premières et d'articles d'alimentation dans l'Amérique du Nord, l'Asie et l'Océanie dépasse d'un $\frac{1}{4}$ le total d'avant-guerre ; dans l'Amérique du Sud et l'Afrique, si on exclue l'or, l'augmentation est de plus d'un $\frac{1}{3}$ et dans l'Amérique Centrale elle a même été supérieure ». (1).

Il est intéressant de reproduire de ce même texte, les indices comparatifs de production correspondant à 1925 et 1913.

Europe, la Russie y compris	105
Europe, la Russie exceptée	105
Amérique du Nord, le Canada inclus.....	126
L'Amérique Centrale, le Mexique et les Antilles	169
Amérique du Sud	135
Afrique	139
Asie, la Russie asiatique exceptée	124
Océanie	124

C'est-à-dire que l'Amérique Centrale produit aujourd'hui 69 % de plus qu'en 1913, l'Amérique du Sud, 35 %, etc. Ces renseignements se réfèrent uniquement à la production comparative de matières premières et de produits d'alimentation, sans tenir compte de la production industrielle. Si elle était incluse l'indice cor-

(2) « Memorandum on Production and Trade ».

respondant des Etats-Unis, aurait été supérieur à celui qui est indiqué. On voit ainsi que comme source de matières premières et d'articles d'alimentation, les pays latins américains ont sensiblement augmenté leur production. L'indice des pays de l'Amérique Centrale est plus élevé que celui de tous les autres. L'indice de l'Amérique du Sud n'est surpassé que par celui de l'Afrique : 135 contre 139 (malgré l'augmentation de l'indice de l'Amérique du Sud le commerce de ce continent, d'après la publication déjà citée est demeurée en 1925, au même niveau qu'en 1913). Cela provient, sans nul doute, de la baisse des prix des produits sud-américains, comparés à ceux des articles manufacturés à leur attention, et que les pays troquent contre leur production de matières premières de produits alimentaires et de combustibles. Pour donner un fondement solide à cette affirmation, il convient de citer la constatation exprimée aussi dans le mémorandum de la ligue, sur l'accroissement mondial de la population et du commerce, et d'autre part, sur la production universelle des produits alimentaires et des matières premières. L'accroissement de la population et du commerce du monde en 1925 a été de 5 % par rapport à 1913.

En revanche, la production des articles d'alimentation et de matières premières marque une augmentation de 16 à 18 % sur les chiffres de 1913.

Un tel déséquilibre est une des conséquences des changements et des bouleversement opérés par la

guerre, mais l'équilibre se rétablira graduellement. Une autre des conséquences des transformations opérées par la guerre est l'intensification visible des échanges commerciaux entre l'Amérique du Nord et l'Amérique du Sud. Parmi les nombreuses preuves que l'on peut donner de ce fait, nous en donnerons encore puisées à des documents nord-américains récents. Les pays américains du Sud des Etats-Unis, ont une population totale de près de 100.000.000 . Ils figurent parmi les meilleurs clients consommateurs des produits de nos industries, achetant en moyenne un sixième de tous les articles que nous exportons. Avec une augmentation continuelle de population et de prospérité ils achèteront encore plus aux Etats-Unis ou aux pays manufacturiers d'Europe. Pendant les cinq ans de 1919 à 1924 nous avons exporté à l'Amérique latine des produits d'une valeur semestrielle de 920.000.000 de dollars, et principalement des produits manufacturés. En revanche, ces pays nous envoient spécialement des matières premières et des produits d'alimentation que nous ne produisons pas en quantité suffisante. Parmi les importations globales de l'Amérique latine aux Etats-Unis qui atteignent en moyenne le chiffre approximatif de 1.500.000.000 de dollars par an, un tiers est représenté par le sucre, un sixième par le café, et un cinquième par les minéraux et les engrais.

Ils produisent aussi une grande quantité de céréales, viandes et produits de laiterie, des cuirs, laines, tabacs

et cotons dont ils exportaient l'excédent de leurs propres besoins. Favorisés par l'abondance de terre bon marché et de main-d'œuvre relativement économique, ces industries croissent rapidement et tôt ou tard rivaliseront avec les produits similaires des Etats-Unis soit sur nos marchés intérieurs, soit en venant les concurrencer sur les marchés étrangers.

« Un accroissement de notre commerce avec ces pays est possible car ils nous envoient du blé, des viandes, du coton, du tabac, du maïs et de la laine, tous produits que nos agriculteurs peuvent fournir, alors qu'il semblerait mieux et, dans l'avenir plus avantageux, pour les deux parties de pousser au développement de l'exportation des matières premières dont nous avons besoin et que notre pays ne peut nous fournir, tandis que certaines de ces régions en ont en abondance ». (1).

II. — Le développement de l'avenir

Faisons maintenant quelques considérations sur l'avenir. Le 4 Juillet 1926, les Etats-Unis célébrèrent avec un profond et légitime orgueil un siècle et demi de vie indépendante. En parlant de l'indépendance hispano-américaine, nous avons dit que les luttes et les troubles qui ont nécessairement accompagnés l'affermissement de cette indépendance, se prolongèrent au moins jusque vers 1828. Si on prend l'année 1826

(W. N. Sparhawk, articles dans le « Bulletin of the Pan-Américan Union », Juin 1925, p. 553.

comme étant le terme arbitraire des luttes et troubles en question, nous verrons que dans une cinquantaine d'années, c'est-à-dire en 1976, ces pays auront joui aussi d'un demi-siècle de vie nationale. Eh bien ! nous n'hésitons pas à prédire qu'avant ce terme l'Amérique non saxonne jouira d'une situation proche de celle très importante, en réalité unique, qu'occupent les Etats-Unis. Nous nous référons naturellement à la situation économique collective et dans le cours du demi-siècle qui reste à courir, le rythme même de son développement sera plus rapide que le mouvement collatéral des Etats-Unis, si ceux-ci ne continuent pas à croître aux dépens de ses voisins méridionaux ou septentrionaux.

Nous avons déjà affirmé aussi que le complet réveil économique de l'Amérique ibérique n'a commencé que vers 1870. L'accélérateur de ce progrès, dans la région de Plata, ne s'est marquée qu'il y a trente-cinq ans, depuis la réaction opérée dans l'Argentine après la crise de 90.

Nous avons signalé aussi les causes de ce progrès. Les Etats-Unis intensifient graduellement leur industrialisation et par conséquent ne peuvent donner satisfaction à l'augmentation des demandes d'une Europe plus peuplée et de plus en plus industrialisée. Les nations industrielles du Vieux Monde adressent à l'autre Amérique leurs commandes de matières premières et de produits d'alimentation ; en même temps qu'elles offrent à celle-ci comme un troc nécessaire, ses articles manufacturés. Pour faciliter l'acquisition de ces

articles manufacturés et, en même temps, obtenir une rémunération avantageuse de leurs capitaux, les mêmes nations facilitent des emprunts, multiplient les moyens de communication transocéaniques, comme les chemins de fer intérieurs, et créent des institutions bancaires dans ces nations jusqu'alors surnommées « terres de demain ». A un tel mouvement déjà complexe en soi et favorable, s'unit ensuite le courant des immigrants qui se dirigeait de préférence en Argentine et plus tard en proportions moindres, vers le Brésil et l'Uruguay.

Mais bientôt les Etats-Unis s'incorporèrent aux nations que nous venons de citer, apportant d'abord leur demande de produits latins-américains, et ensuite, des capitaux de placement. Cette double influence nord-américaine se fit sentir au début, spécialement dans les pays les plus voisins du Mexique et Cuba et s'étendit peu à peu à l'Amérique Centrale et plus tard aux pays du Pacifique et à ceux du Sud.

Sans examiner encore l'influence probable des autres causes de vitalité, il faut s'enquérir quel sera dans l'avenir le rôle du triple facteur extérieur auquel nous nous sommes référés. Ces forces tiendraient-elles à s'intensifier sensiblement pendant le prochain demi-siècle ?

Pour simplifier l'analyse réduisons dans une certaine mesure la question au problème de l'influence probable se dégageant de la vie nationale aux Etats-Unis.

Au commencement, il est cependant nécessaire de rappeler et de retracer la constatation statistique déjà reproduite et qui dénote une augmentation appréciable dans la production sud-américaine mais sans un mouvement correspondant dans son commerce extérieur. Un tel phénomène est défavorable au continent méridional, il indique comme nous l'avons déjà noté que si les pays composant ce continent ont augmenté sensiblement leur production, ils recouvrent proportionnellement moins dans le troc de produits et de services avec les pays manufacturiers.

Une pareille situation défavorable a été créée aux agriculteurs des Etats-Unis, elle est l'origine du mécontentement existant depuis quelques années dans cette classe de producteurs de l'Amérique du Nord.

Pour faire voir la cause d'une telle situation, il faut recourir au langage brutal des chiffres. Prenons un des produits sud-américains le plus important : la viande. « D'après des statistiques commerciales dignes de confiance, l'exportation mondiale annuelle de viande de bœuf et de mouton tant congelée que frigorifiée est montée maintenant à plus de 1.300.000 tonnes tandis qu'elle n'était que de 800.000 tonnes avant la guerre. Jusqu'à cette époque, l'exportation des « dominions » anglaises produisait plus du 40 % du total ; à présent son exportation est plus ou moins la même en tonnes mais elle n'égale que 25 % du total. La forte expansion pendant cet intervalle revient à l'Amérique du Sud. L'exportation sud-américaine fut de plus de

500.000 tonnes, la moyenne en 1924 et 1925 dépassa 1.000.000. Les importations européennes de graisse des Etats-Unis sont supérieures, grosso modo de 400.000 livres à ce qu'elles étaient avant la guerre » (1).

La production mondiale de sucre est maintenant de 25.000.000 de tonnes et elle dépasse notablement la production d'avant-guerre de 19.000.000 de tonnes.

La plus grande partie de cette augmentation provient de la production de la canne à sucre et par conséquent des pays américains. Quand aux céréales qui sont une des autres grandes exportations des Amériques ; voici une référence également nord-américaine à ce sujet.

« Le volume de nos exportations dans ces dernières années a augmenté dans une proportion incroyable, spécialement celui des céréales. Dans les trois dernières années les marchés mondiaux ont faibli sous l'abondance des graines et les agriculteurs de ce pays et des autres ont souffert une série de dépressions dont le résultat peut avoir des conséquences politiques importantes, dans ce pays tout au moins ». (2).

Avant de considérer les causes d'un tel état de surproduction relative, il convient de retracer comment la grande augmentation opérée pendant et après la guerre, donne une confirmation de plus des deux autres affirmations importantes faites auparavant. La première est qu'une demande rémunératrice étant

(1) « *Foreing Affairs* », Octobre 1926, pp. 24-25.

(2) « *The Annals of the American Academy of Politica and Social Science* », Mars 1927, p. 191.

donné la production et le progrès économique surgissent comme par un coup de baguette magique dans l'Amérique latine comme dans tout autre milieu favorable à une telle production. La deuxième proposition confirmée indirectement est celle-ci : un progrès égal dans les deux Amériques au XIX^e n'était pas possible. Naturellement l'augmentation de la production agricole dans les deux continents a créé une surproduction relative après la guerre et cela quand quelques-unes des grandes nations agricoles européennes souffraient encore d'un déficit considérable de production. Comment une telle surabondance défavorable à la production ne se serait pas produite à un moment où l'Europe importait moins et les Etats-Unis exportaient plus de ces produits agricoles.

Les pays latins-américains étant essentiellement agricoles la surproduction actuelle si elle devait toujours exister les affecteraient vitalemt. Il faut donc connaître les causes d'un tel phénomène.

D'une façon générale la cause essentielle est le fait que tandis que la production extra-européenne a atteint des niveaux supérieurs à ceux de 1913, la production industrielle et le commerce européen ne sont pas retournés au niveau d'avant-guerre. Cette affirmation se base autant sur les publications statistiques de la Ligue des Nations que sur celles du Conseil National du Commerce Extérieur de la Grande-Bretagne. Cet organisme dans son « Rapport du jour de l'Armistice, 11 Novembre 1926 » signalait que « la dislocation éco-

nomique qui accompagna et survit la Grande Guerre laissa aux principales nations exportatrices un déficit de 210.000.000 de dollars dans l'accroissement normal de leurs exportations de marchandises.

Quoique dans les trois dernières années l'accroissement des exportations ait été de 10 % par an, contre une proportion d'avant-guerre de 61, 2 %, il faudra 30 ans pour couvrir le déficit accumulé.

L'Europe à qui, en 1913, revenait 62 % du commerce de l'exportation mondiale n'a maintenant que les 49 %. L'Asie a augmenté ses exportations depuis 1913 de 521,2 % ; l'Amérique du Nord anglo-saxonne de 40 %, l'Amérique du Nord latine et les Antilles de 52 % ; l'Australasie de 45 % ; l'Afrique de 16 % et l'Amérique du Sud de 5 % ».

La proportion presque insignifiante de l'augmentation qui correspond à l'Amérique du Sud exprime graphiquement comment ses intérêts économiques se rapprochent plus de ceux de l'Europe que de ceux des Etats-Unis. En revanche, l'Amérique latine du Nord a effectué un progrès plus considérable parce que son rapprochement est plus étroit avec les Etats-Unis, qu'elle pourvoit de combustibles et de matières premières. L'Amérique du Nord est avant tout fournisseur des produits d'alimentation et des matières premières aux pays industriels d'Europe.

« Les agriculteurs de l'Amérique du Sud occupent aussi une situation similaire à celle des agriculteurs des Etats-Unis, qui sont leurs compétiteurs. Ainsi le

déséquilibre européen a affecté de la même façon les uns et les autres ; mais cependant plus durement les agriculteurs de l'Amérique du Nord ; à cause du prix de leur production.

« Les agriculteurs du monde entier depuis 1921 ont souffert à un degré plus ou moins élevé de la réduction du pouvoir d'achat des produits agricoles. Les augmentations de prise de leurs produits ont été généralement moindres que celles des produits de consommation » (1). L'auteur se réfère sans doute aux produits manufacturés.

Combien de temps durera un semblable déséquilibre ?

Les opinions varient beaucoup à ce sujet. Les plus pessimistes parlent d'une dizaine d'années. On observe cependant que les pays de l'Europe Centrale enregistrent, par exemple, en 1925, un progrès plus rapide que celui du reste du continent (d'après les renseignements statistiques de la Ligue des Nations). Les autres pays réagiront de la même façon. Cependant étant donné le développement des manufactures d'Asie et des Etats-Unis certaines nations industrielles comme l'Angleterre rencontreront des difficultés dans la voie tracée par une telle réaction.

Mais, plus ou moins tôt, l'Europe devra augmenter sa production, d'abord pour établir le niveau de vie antérieure de ses populations, et en second lieu, pour

(1) « Foreign Affairs », N° déjà cité, p. 29.

pouvoir faire front à son augmentation démographique naturelle.

D'après « une étude monumentale » du professeur G. H. KUIBBS d'Australie, le pourcentage d'augmentation annuelle de la population du monde est dans son ensemble approximativement de 11,59 pour mille. Sur cette base et en acceptant le calcul de professeur E. M. Cast de Harvad sur la population du globe qui s'élèverait à 1.700.000.000 il apparaîtrait que l'augmentation atteint une moyenne annuelle de 20.000.000. (1).

L'auteur de qui nous rapportons ce paragraphe, dit en commentant les chiffres antérieurs : « Toute cette augmentation ne représente pas une énorme demande de céréales, mais il est évident qu'elle suppose une augmentation très rapide de consommateurs.

Il est difficile d'estimer combien de temps se passera avant que cette influence se fasse sentir sur le niveau mondial des prix. »

Avant de suivre l'auteur dans ses intéressantes considérations sur l'avenir de l'agriculture aux Etats-Unis il est nécessaire d'observer que la presque totalité des pays européens avaient avant la guerre un accroissement démographique considérable et il n'y a pas de raison pour croire qu'un changement radical s'opérera à ce sujet. L'augmentation annuelle de la population allemande par exemple était supérieure à 700.000

(1) « The Annals of the American of Political and Social Science », Mars 1924, p. 198.

âmes ; celle de l'Italie actuellement ne doit pas être inférieure à 500.000.

Les pays d'Europe doivent donc poursuivre leur processus de vie économique de plus en plus industriel sous peine de ne pouvoir soutenir leur accroissement démographique. Et ainsi, en conséquence ils devront augmenter graduellement leurs exportations des pays latins-américains.

L'avenir n'offre donc pas de plus grandes incertitudes pour l'Amérique méridionale, si l'on se tourne vers l'Europe. Interrogeons l'avenir des Etats-Unis, guidés par leurs économistes et leurs écrivains politiques.

« Je désirerais insister une autre fois sur l'observation faite que la situation actuelle est une régression temporaire apportée à l'ancienne tendance vers une rareté croissante de terre par rapport à la population et qui a commencé il y a une vingtaine d'années.

« Considérons d'abord la question de l'accroissement de la population. L'équation du professeur Pearl indique une population de près de 148 millions *pour* 1950 ».

Ceci peut-être quelque peu modifié par la continuation d'une politique restrictive de l'immigration. Mais il paraît probable que la population atteindra le chiffre de 150.000.000 un peu après la première moitié de ce siècle ou dans une trentaine d'années environ.

« Quelle relation existe-t-il entre cet accroissement

démographique et les ressources de la terre ? Dans une partie antérieure de cette étude, on a indiqué que la superficie de terre cultivée a diminué dans les vingt dernières années. Dans la plupart des cas cette diminution n'est pas due au manque d'étendue de terrain cultivé puisque avec nos déboisements nous avons mis moins de temps à laisser des terrains hors d'emploi qu'il ne nous en fallait pour les cultiver... La raison principale de la réduction d'espace cultivé correspondant à chaque individu est que si nous possédons même 600 milles de superficie de terres encore en état d'être employées pour une plus grande expansion, ces terres sont de qualité inférieure ou réclament de fortes dépenses de drainage, de défrichement ou d'irrigation.....

« ... De plus l'augmentation des terres de labour que l'on peut demander, se ferait nécessairement aux dépens de terrains employés à l'élevage.

C'est pourquoi avec l'accroissement de la population il est probable que la proportion des terres en pâtures par tête d'habitant diminuera rapidement ».

L'auteur s'occupe ensuite du problème forestier : « Si on examine sous sa face la plus sérieuse le problème de la réserve des terres disponibles on s'aperçoit qu'il est étroitement lié aux nécessités forestières... Si nous continuons les déboisements dans la proportion actuelle même sans tenir compte des nécessités d'une population croissante, notre réserve de bois de construction s'épuisera en moins de 50 ans. D'autre

part, une grande partie de ce qui reste de cette réserve se trouve dans des régions comparativement inaccessibles, dans les Montagnes Rocheuses et sur la côte du Pacifique...

« Maintenant, il est évident qu'avec la proportion actuelle de consommation il sera requis un espace très grand pour satisfaire les nécessités de bois de notre population en état d'accroissement. En réalité pour pourvoir à une population de 150 millions d'habitants sur la base de la proportion actuelle de nos bois en formation on n'aura pas besoin de moins de 1,465 millions de superficie, ou plus des 3/4 de la superficie des Etats-Unis continentaux et 35 % de plus que le total de nos terres humides aptes à la culture, au pâturage et au boisement.

« ...Même si toute l'étendue actuelle des 483 millions d'ares des forêts dont 402 millions seulement contiennent du bois, était utilisée pour la formation des forêts, grâce aux méthodes intensives employées maintenant, par exemple dans les forêts allemandes, il serait encore nécessaire de réduire notre consommation actuelle par tête à plus de 40 %, pour satisfaire aux nécessités de 150 millions de personnes. Même ceci suppose un accroissement de 24 pieds cubiques par are comme actuellement, à 50 pieds cubiques ».

Après d'autres considérations et renseignements, l'auteur arrive à l'étude des solutions possibles. « Cette menace peut être écartée de 4 façons : 1^{re} modifications dans la consommation, 2^e augmentation de ter-

res de labour et de paturages, 3° probablement une diminution marquée dans le pourcentage d'accroissement de la population, et 4° des échanges dans le commerce extérieur par la voie de la réduction des exportations ou de l'augmentation des importations.

« . . . Il suffit de noter que la pression de demande de terre sera suffisamment intensive, pour nous obliger à modifier considérablement notre commerce extérieur en produits agricoles.

« De 1914 à 1921, la nation employa approximativement 62 millions d'acres de terrain pour cultiver des produits d'exportation (il faut y inclure l'étendue de terrain employée pour l'exportation sous forme d'animaux sur pied et de produits dérivés, de même que les produits destinés à l'entretien des ouvriers agricoles qui travaillent pour les produits d'exportation).

Si le total de 962 millions d'acres était employé à produire pour la consommation intérieure au lieu de l'être pour l'exportation, il fournirait à un supplément de presque 22 millions d'habitants, c'est-à-dire l'augmentation apportée normalement en 10 ans. Cependant même quand la pression de nos besoins agraires se fera plus intense que maintenant il est peu probable que nous cesserons entièrement d'affecter une certaine étendue de terres à des cultures d'exportation. Nous pourrions continuer probablement à exporter quelque peu de coton, de tabac et sans doute quelques autres produits.

« D'autre part, à moins que l'on n'adapte une poli-

tique restrictive, il est presque sûr que nous assisterons à une grande augmentation dans l'importation des produits agricoles. Nous avons à présent un grand volume d'importations, comme le café, le cacao et le « sisal » que nos conditions physiques nous interdisent de produire. Ces marchandises seront importées en quantité croissante pour subvenir aux besoins d'une population accrue. Nos importations les plus importantes se composent actuellement de matières que nous produisons en partie comme le sucre et la laine. La production intérieure de ces deux produits se maintient actuellement principalement grâce à un tarif protecteur. Si les nécessités de notre population croissante doivent être satisfaites, malgré notre réserve de terres de moins en moins étendues et sans augmenter les importations de ces marchandises il est très probable qu'il nous faudra avoir recours à une production plus sûre.

« Le plus significatif de tout ceci c'est l'obligation probable d'avoir à recourir à l'importation des céréales à moins que quelque stimulant ne soit donné à l'agriculture américaine. Si on considère la qualité et la position de nos réserves de terre et en admettant les changements probables qui peuvent intervenir dans la consommation et dans les méthodes de production je me vois obligé de conclure que nous ne pourrions pas élever suffisamment notre production de céréales pour répondre dans quelques dizaines d'années aux besoins de notre population en face de la concurrence des

grands excédents de céréales canadiennes à moins d'accorder à nos producteurs une protection en conséquence. Une protection semblable existe à l'heure actuelle mais nominalement elle semble n'avoir guère plus qu'une signification locale. Dans une période de temps relativement court, je crois que nous nous verrons obligés à la même détermination décisive que celle qui nous dressa en face de l'Angleterre, dans la moitié du siècle dernier et qui aboutit à l'abrogation des lois sur les céréales. Aurons-nous le libre échange de produits agricoles avec l'avantage de rendre les aliments bon marché et par conséquent d'intensifier l'industrialisation de notre vie nationale, mais à la condition de subordonner encore plus notre industrie ? Or, d'autre part, donnerons-nous une suffisante protection à l'agriculture pour assurer au moins le maintien de sa position actuelle en rapport avec notre société économique » (1).

Nous avons jugé nécessaire de reproduire tout au long les exposés précédents, parce qu'on y met en relief les facteurs qui amèneront les Etats-Unis à exporter de moins en moins leurs produits agricoles et leurs matières premières jusqu'au jour où ils devront importer ces mêmes matières c'est-à-dire viande, blé, bois, etc... Un tel changement sera doublement avantageux aux nations de l'Amérique latine. D'une part la concurrence nord-américaine sera moins redoutable

(1) » The Annals of the American Academy of Political and Social Science », N° déjà cité, pp. 198 et suivantes.

sur les marchés européens pour la vente de ces produits agricoles et de ces matières premières. D'autre part, les Etats-Unis devront se convertir en un nouveau client importateur de l'Amérique latine, en ce qui concerne les produits qu'elle n'importe pas encore aujourd'hui. Quant aux articles qui figurent déjà parmi ses importations des pays du Sud, l'augmentation future de leur débit est plus sûre encore.

C'est en partie en prévision d'une telle contingence que par exemple, les compagnies qui aux Etats-Unis se consacrent à l'industrialisation de la viande, ont fait de grandes acquisitions en Amérique latine, spécialement dans la région du Rio de la Plata, au Brésil, au Paraguay... On doit en dire autant des compagnies de prospection de pétrole qui se sont fait attribuer de vastes concessions dans le Vénézuëla, le Pérou, la Bolivie, etc... Les hommes du gouvernement, les commerçants et les industriels dirigent évidemment leur attention vers cette partie du monde pour y trouver les sources de leur futur approvisionnement en produits divers tel que le bois. C'est pour cette raison que les nord-américains ont commencé à s'intéresser vivement au problème de la conservation des bois tropicaux, par exemple. Tel est justement l'opinion soutenue dans l'étude d'un des experts du Service Forestier des Etats-Unis. Voici une de ses conclusions :

« Mais maintenant les conditions sont en train de changer. Les réserves disponibles de bois bon marché dans les régions tempérées du Nord vont rapidement

disparaître et les pays consommateurs aussi importants que la France, l'Angleterre, la Belgique et la Hollande commencent à examiner sérieusement la nécessité d'avoir recours à leurs possessions tropicales pour obtenir des grandes quantités de bois industriel et de construction. Les Etats-Unis, comme on l'a démontré, devront, dans un délai de 20 ou 30 ans, faire appel à l'importation pour suppléer à leur déficit de bois durs de qualité supérieure. Dans les pays tropicaux eux-mêmes les voies ferrées s'étendent et l'agriculture, l'exploitation minière, les industries manufacturières se développent si rapidement que la population augmente et dispose de capitaux et par conséquent emploie une quantité toujours croissante de bois. C'est spécialement pour l'Amérique du Sud et du Centre, dont le rapide développement dans ces dernières années n'est qu'une indication de l'état de prospérité beaucoup plus florissante, dans lequel ils se trouveront dans le premier quart du siècle. » (1).

Après les données que nous venons de rapporter, il ne nous reste qu'à indiquer que si les pays latins-américains ne constituent pas encore la source principale d'approvisionnement des Etats-Unis en matière alimentaires, ils apparaissent déjà comme un marché très important de combustibles et de matières premières pour les puissantes industries nord-américaines. Pour ce qui est du pétrole par exemple, le Mexique est pour les Etats-Unis d'une importance de premier ordre et

(1) « Bulletin of the Pan-American Union », Juin 1925, p. 557.

presque vitale. Cette importance est due à deux circonstances. La première est la suivante: la production mexiquaine est supérieure à celle de tout le reste du monde, si l'on excepte celle des Etats-Unis. Voici la seconde : tandis que les sources pétrolifères nord-américaines ont été intensément exploitées depuis de nombreuses années celles du Mexique contiennent encore de grandes ressources pour l'avenir.

Cette importance du Mexique se déduit mieux d'une statistique comparative de la production pétrolifère, comme celle du tableau suivant :

Millions de barils.

Production mondiale	1.009
Etats-Unis	733
Mexique	149
Russie	38
Perse	25
Antilles Hollandaises	15
Roumanie	11 (1)

Et le sous-sol mexicain n'est pas le seul dans les pays hispano-américains à posséder de grandes réserves du précieux combustible. Dans tous les autres pays on a découvert récemment des nappes importantes et nombreuses et sans doute les études et les recherches de l'avenir en révéleront d'autres, puisqu'il reste encore d'énormes territoires où ont à peine commencées les investigations préliminaires.

(1) Jones et Whittlesey, œuvre déjà citée.

Les gisements de lignite seront une autre source possible d'énergie industrielle pour l'Amérique du Sud. Mais les travaux scientifiques récents signalent d'une façon décisive la possibilité industrielle de transformer ce charbon en un « fluide qui s'écoule comme de l'eau » et qui peut être employé dans les moteurs à combustion interne, au lieu du pétrole.

Au cours de la conférence internationale du Charbon qui se termina aux Etats-Unis en Novembre 1926, on a démontré cette possibilité et on a dit entre autres choses ce qui suit : « ...la première automobile à pétrole extrait du charbon pulvérisé, fonctionnera à Kansas-City, d'ici quelques semaines ».

« La force du charbon rivalisera, disait un ingénieur de métallurgie nord-américain qui parla dans la conférence, avec celle du pétrole à 6 centavos le gallon. Le pétrole est actuellement au cours de 20 centavos le gallon. L'énergie sera employée pour les locomotives et les embarcations à moteur comme aussi pour les automobiles. Le procédé de pulvérisation rend utilisable 600 milles carrés d'antracite en Rhode Island et Massachusset jusqu'alors intact et dispensera l'Amérique du Sud de s'approvisionner de charbon à l'étranger ».

Même en dehors de cette possibilité à laquelle nous avons fait allusion dans des pays comme le Chili et le Brésil, le charbon local, malgré sa qualité médiocre, alimente une importante vie industrielle y compris les métallurgies. De son côté, le pétrole remplace graduel-

lement le charbon importé même pour la locomotion ferroviaire. Le Président du Conseil d'Administration anglais d'une des grandes voies ferrées argentines en constatant ce fait, appelait l'attention des négociants britanniques sur les conséquences possibles, d'un tel changement pour l'industrie minière anglaise.

Nous pourrions continuer à multiplier les références à des faits concrets, pour mettre en relief l'extraordinaire importance qu'une Amérique latine, en tant que source d'approvisionnement de matières premières, de produits alimentaires et combustibles, tant pour les pays industriels européens que pour les Etats-Unis. Mais la question apparaît déjà suffisamment traitée. Parlons maintenant d'un autre facteur : la population.

Nous avons déjà dit que la superficie des pays latins américains est près de trois fois celle des pays continentaux. Cette seule comparaison recèle les grandes possibilités d'immigration ouverte aux premiers. Deux circonstances feront que dans l'avenir le courant d'immigration vers les pays sera plus grand que dans le passé. D'abord grâce à la politique radicalement restrictive adoptée par les Etats-Unis pour l'admission des immigrants. Cette politique ne sera pas facilement modifiée, à cause de la relative saturation de la population nord-américaine, spécialement au point de vue de la disponibilité des terres de labour.

La seconde circonstance à laquelle nous faisons allusion est la rapidité d'accroissement de la majorité

des nations européennes. Citons seulement deux cas. L'Allemagne voyait avant la guerre sa population croître de plus de 700.000 âmes par an, et dans un avenir immédiat, elle continuera à augmenter dans une semblable proportion. L'Italie, d'autre part, offre actuellement une augmentation démographique qui n'est pas inférieure à un demi-million d'âmes. Une politique qui peut tendre à dévier les courants d'émigration européenne du continent latin-américain vers les colonies actuelles ou futures des pays de grande natalité est celle du nationalisme d'après-guerre. Mais il est plus que douteux qu'une telle action soit suffisamment efficace pour réduire considérablement la force d'attraction sud-américaine sur les masses émigrantes. Les circonstances favorables, économiques, climatériques et sociales seront plus puissantes à la longue que toute politique restrictive. Ainsi l'émigration européenne du XIX^e siècle pour qui les Etats-Unis furent la terre de promesse se dirigera durant tout le cours du siècle actuel vers l'Amérique latine.

Outre l'immigration d'Europe, quelques nations de l'Amérique ibérique recevraient avec satisfaction des colons asiatiques. Dans quelques-unes il existe même des plans précis de colonisation par de tels éléments.

Il n'est pas probable cependant qu'une telle politique se répande ou se poursuive, parce que les tendances de ces pays les dirigent presque uniformément vers l'eupéanisation non seulement de leur culture mais de leur population.

Mais même indépendamment de toute immigration, les pays verront augmenter sensiblement leur population par l'effet naturel de leur accroissement démographique. L'amélioration chaque fois plus sensible des conditions de vie économique, la propagation de la culture, la généralisation des œuvres sanitaires et d'habitudes d'hygiène y contribueront largement. Même les rigueurs du climat dans les régions tropicales seront considérablement atténuées par les inventions modernes. La simple multiplication de la distribution économique et abondante d'eau courante est un facteur puissant pour combattre les effets de la chaleur. Un autre moyen qui sera plus employé dans l'avenir pour le même effet est le froid artificiel. Dirigeons de nouveau notre attention vers les constatations statistiques.

Dans une des publications de la Ligue des Nations, à laquelle nous nous sommes déjà référés, l'on constate que dans la période de 12 ans qui va de 1913 à 1925, la population nord-américaine a augmenté de 20 %, celle des pays de l'Amérique Centrale de 6,5 % et celle de l'Amérique du Nord, de 19 %. La dernière indication comprend, en plus des Etats-Unis, l'Alaska, le Canada, le Labrador, Terre-Neuve, etc... Comme on le voit, le pourcentage d'accroissement est sensiblement plus grand dans le groupe des pays sud-américains. Dans la publication qui donne les renseignements, on observe qu'un tel accroissement de la population sud-américaine est sans doute dû en partie à de

meilleurs procédés de recensement que ceux employés en 1913. C'est-à-dire que cette proportion ne correspond pas du tout à la réalité. Cependant, même s'il en était ainsi, c'est un fait très significatif que l'Amérique du Sud commence à montrer un indice d'accroissement pour le moins égal à celui de l'Amérique du Nord, d'autant plus que ce terme embrasse un pays d'une forte immigration comme le Canada. Ce phénomène offrira un contraste marqué avec ce qui est survenu avant. Nous avons signalé en effet, dans des pages précédentes comment la population des Etats-Unis s'est presque doublée chaque trente-cinq ans, tandis que l'Amérique latine pour un égal accroissement a besoin d'une période plus longue.

Cette différence dans la rapidité relative de l'accroissement démographique de l'Amérique du Sud est due peut-être à la restriction de l'immigration et à la diminution de la natalité dans la partie septentrionale, tandis que dans la partie méridionale il n'y a pas cette restriction et la natalité est abondante.

On peut prévoir que dans l'avenir la puissance différenciatrice des deux conditions signalées se fera sentir toujours davantage. On pourrait même se hasarder à prédire que la population des Etats-Unis tendra vers une stabilité relative dès la seconde moitié de ce siècle, sauf dans le cas où le pays poursuivrait son dessein antérieur d'expansions successives, au dépens des nations ou des colonies de son voisinage. La rareté relative des terres labourables jusqu'à l'expansion de l'agriculture,

la recherche d'un haut degré de confort, l'influence sociale de la richesse généralisée qui engendre comme un virus fatal l'égoïsme individuel et l'avidité excessive des plaisirs matériels sont autant de causes qui les entraîneront dans cette voie. « L'oisiveté est le péché impardonnable qui engendre la corruption et la décadence partout où il se trouve ». L'Amérique latine, de son côté offrira des occasions favorables et des territoires presque illimités pour l'expansion de sa population et de ses immigrants durant tout le cours de ce siècle à moins que comme nous l'avons déjà remarqué, elle ne continue comme par le passé, à souffrir des amputations territoriales en faveur de pays d'autres races, ce qui n'est malheureusement pas improbable.

Il nous reste encore à considérer d'autres groupes de facteurs favorables dont l'influence actuelle et future contribuera puissamment à aviver et généraliser le progrès latin-américain. Un de ces groupes comprend les nombreux chemins de fer récents, en cours de construction ou en projet. Les routes modernes qui commencent à faire leur apparition partout sous l'influence des facilités de transport et de distraction offertes par l'automobile, l'amélioration des ports existants dont quelques-uns figurent déjà parmi ceux du plus grand trafic du monde, les nouvelles lignes transatlantiques et fluviales qui se sont ajoutées et qui s'ajouteront à celles qui existent déjà et qui seront tracées. Il ne faut pas non plus oublier le rôle probable

de la navigation aérienne, spécialement pour faciliter les communications postales et le transport des marchandises dites « de haute densité économique ».

Des nations comme l'Argentine et le Brésil ne se limitent déjà plus à la construction des lignes ferrées intérieures, mais internationalisent leurs routes d'acier pour vaincre les obstacles élevés par la géographie entre elles et leurs voisins.

Mais, d'autres aussi se sont livrées avec acharnement aux travaux de construction. Tel est le cas spécialement des pays du Pacifique dont le dynamisme progressiste est dû en partie à l'ouverture de l'isthme de Panama et surtout à la plus grande intensité de commerce extérieur. Parmi les pays de l'Amérique du Nord et du Sud le Venezuela a improvisé comme par prodige un vaste réseau de coûteuses et très modernes routes, grâce encore à l'action du commerce extérieur grâce spécialement à ses richesses pétrolifères.

Parmi les nations de l'Amérique Centrale, l'exemple est des plus notoires, tant en ce qui concerne les lignes ferrées que les routes pavées. Ce fut ainsi la conséquence du progrès de ses échanges internationaux, qui ont atteint des chiffres stupéfiants.

La remarquable multiplication des facilités d'éducation, l'initiative de campagnes systématiques pour l'assainissement de la population, une plus grande stabilité politique et un souci plus généralisé et plus actif de l'amélioration des conditions de vie individuelle, voici autant d'agents de dynamisme et de changement qui se sont fait sentir dans la dernière décade.

Un autre levier puissant et qui tend à peser de plus en plus est celui du capital étranger investi de façon plus ou moins temporaire ou permanente. Le capitaliste européen ou nord-américain prévoyant tient compte de l'avantage qu'offrent les pays nouveaux qui sont à peine au début du plein développement de leurs forces. Au contraire, les nations vieilles et plus exposées aux conflits internationaux offrent moins de sécurité à ceux qui y investissent leurs capitaux pour des placements de longue durée. La Grande Guerre a eu comme conséquence de rappeler des capitaux de l'Amérique latine pour la reconstruction des régions dévastées. Ainsi fut créée dans le champ latin-américain une espèce de monopole relatif au bénéfice du capital nord-américain, qui est plus exigeant pour les taux de placement, pour les conditions de sécurité que le capital européen d'avant-guerre. Graduellement, cependant, le capital d'Europe augmentera ses placements en Amérique latine quand ce ne serait que pour faciliter la vente de ses marchandises manufacturées. Cela sera d'autant plus nécessaire que la concurrence industrielle des Etats-Unis et du Japon au lieu de se calmer s'intensifiera fébrilement dans les prochaines décades.

Comme un témoin plus impartial du progrès latin-américain et de son brillant avenir, nous nous permettons de rapporter les renseignements et les opinions d'un observateur avisé.

« L'ouverture du canal de Panama changea la carte

du monde. Il inaugura un mouvement mondial vers l'Amérique latine. Ce mouvement fut interrompu par la guerre mais il a recommencé avec une nouvelle impétuosité. Il suffit de fréquenter les bureaux, les offices des compagnies de navigation, les firmes industrielles, les cabinets des ministres des Affaires Etrangères des grands gouvernements du monde, pour se rendre compte avec quelle intensité les organisations politiques et commerciales s'efforcent à étendre leur influence dans ces vingt pays neufs. A l'inverse des vieilles nations d'Orient, ce sont les terres d'avenir qui entrent dans l'âge d'or. Ainsi, de même que le développement le plus remarquable du XIX^e siècle eut lieu en Amérique du Nord, les progrès les plus merveilleux du XX^e siècle sont réservés à l'Amérique du Sud. Ceci est certain en ce qui concerne l'Amérique latine pour quatre raisons principales : 1°) Il y a de l'espace pour des populations ailleurs trop denses. 2°) on y trouve des possibilités de produire pour le monde les denrées alimentaires et les matières premières. 3°) Ces terres offrent un marché pour les articles manufacturés du monde. 4°) ils possèdent un cercle important de *leaders* intellectuels.

« En commençant dans le Rio Grande et en poursuivant à travers le Mexique, vers l'Amérique Centrale, au-delà du Panama, à travers la Colombie et le Venezuela, le pays des Andes, le Brésil, le Chili ; sur les riches plaines de l'Argentine jusqu'au détroit de Magellan, il reste encore la plus vaste étendue de terres

vierges fertiles du monde entier. Il y a plus de territoire inconnu dans le Brésil qu'il n'en existe dans tout le continent d'Afrique. Un seul état dans cette puissante république couvre une superficie égale à celle de la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Autriche et la Suisse. Si l'Argentine avait une population aussi dense que l'état de New-York et si elle était plus apte à le contenir, elle aurait 225 millions d'habitants. Le Vénézuela n'est pas considéré comme une des Républiques les plus grandes, mais il possède trois fois plus de territoire que le Japon, tandis que celui-ci a une population égale à celle de toute l'Amérique du Sud. Autrefois on aurait pu argumenter contre une possibilité d'une population dense dans ces terres, à cause du climat tropical, mais la science moderne a rendu la vie plus facile dans les régions tropicales. On dit que l'île de Saint Domingue est plus apte à nourrir une population dense que n'importe quel autre territoire de son étendue dans le monde. Les excédents de population d'Orient et d'Europe chercheront sans doute les grandes plaines fertiles et les climats agréables des pays latins-américains.

« La guerre mondiale a mis en lumière l'admirable puissance productrice des terres de l'Amérique latine. Le Chili est à la tête du monde pour les exportations de nitrate ; l'Argentine pour celles du blé ; le Mexique pour le pétrole ; le Brésil pour le café ; Cuba pour le sucre ; la Bolivie pour l'étain, Costa-Rica pour les bananes, en résumé chacun des vingt pays latins-améri-

cains est connu, au moins pour un produit, dont le monde dépend d'une manière absolue.

.....

« En raison des faits économiques, l'Amérique latine voit se terminer actuellement une lutte dure entre les pays qui furent antérieurement alliés pour la suprématie commerciale et intellectuelle. L'Allemagne et le Japon sont entrés dans le champ de bataille avec des plans bien tracés. Pour la première fois, dans l'histoire des Etats-Unis, ceux-ci sont en train de faire un sérieux effort pour occuper une place prépondérante dans la vie latine américaine. Dans toutes les parties de ces terres méridionales on rencontre des missions commerciales de différents pays. On y voit aussi des représentants de marque de cercles politiques et intellectuels de toutes les parties du monde. La lutte pour la suprématie intellectuelle seulement un peu moins vive que celle pour la suprématie commerciale. Cette lutte entre ceux du dehors a révélé aux latins-américains eux-mêmes leur propre force. L'esprit de nationalisme croît rapidement et les gens apprennent à se servir d'un facteur étranger contre un autre pour obtenir des avantages nationaux. Leur propre indépendance économique a commencé à se développer récemment. Nous nous trouvons ainsi dans une des situations les plus intéressantes de n'importe quelle partie du monde ». (1).

(1) Inman, ouvrage cité, pp. 15-17.

CHAPITRE III

INTERPRÉTATIONS DE LA POLITIQUE AMÉRICAINNE DES ÉTATS-UNIS

Avant de considérer l'importance et l'utilité que peut avoir un jour la Ligue des Nations, au sujet des conventions de l'Amérique latine, il est indispensable d'examiner de nouveau la question de la politique interaméricaine des États-Unis. Cela d'abord, à cause de la réserve faite dans la *lutte organique* de la ligue en ce qui concerne la Doctrine de Monroe et, ensuite à cause de l'influence extraordinaire presque absorbante, exercée par la démocratie impériale du Nord sur « l'autre Amérique ».

Pour cette interprétation, il est nécessaire de commencer par l'analyse des principes directifs et ensuite des actes qui constituent cette politique.

I. — Interprétations de la doctrine de Monroe

Le principe directif classique de la politique extérieure des États-Unis est naturellement la doctrine dite de Monroe. Nous nous proposons d'élucider à ce sujet deux questions. En premier lieu : *quelle a été la*

valeur initiale et postérieure de cette doctrine en tant que sauvegarde de l'indépendance et des intérêts latins américains? En second lieu : quels furent et quels sont les motifs déterminant de celui-ci et d'autres principes de l'action interaméricaine des Etats-Unis?

Si on jette un rapide coup d'œil rétrospectif sur les opinions exprimées tant dans le Nord que dans le Sud, on remarque facilement que les points de vue des deux Amériques offraient tout d'abord plus de conformité ; une certaine tendance de plus en plus ferme de la conduite extérieure des Etats-Unis et une critique historique plus serrée ont opéré ensuite, une certaine divergence entre les deux opinions.

Il convient de présenter quelques brefs extraits essentiels de quelques-unes de ces expressions les plus significatives. En ce qui concerne les opinions nord-américaines, l'abondance des citations qu'on pourrait en faire est telle que nombre d'entre elles resteraient dans l'ombre. Longtemps l'unanimité des opinions sur les effets presque providentiels de la Doctrine était générale. Graduellement, la critique à l'étranger, spécialement celle de quelques hommes d'Etat et publicistes de l'Amérique du Sud, a ouvert des brèches considérables dans le monument doctrinal de Monroe.

D'après cette interprétation traditionnelle aux Etats-Unis, la politique que nous avons exposée servit d'abord à esquisser la menace et le péril de la Sainte-Alliance, et ensuite à sauvegarder l'indépendance ainsi affermie dès le début.

Voici ce qu'écrivit une des personnalités les plus marquantes qu'aient eu les Etats-Unis à la tête de leur « Ministère d'Etat ». « La grande déclaration de Monroe faite pendant l'enfance de la liberté de l'Amérique latine fut une affirmation devant le monde entier de la capacité des Américains latins à se gouverner eux-mêmes ».

Sous l'impulsion d'une réaction contemporaine plus forte un autre Ministre éminent, Charles E. Hugues, s'exclamait :

« De grandes Républiques dont la souveraineté a été sauvegardée par la doctrine de Monroe, n'éprouvent déjà plus la crainte de l'intrusion et de la domination des puissances européennes, mais on peut affirmer qu'elles considèrent avec appréhension, l'expansion, les vastes ressources, la rapide croissance de la population et la formidable force de la République du Nord » (Ch. E. Hugues « The Pathway of Peace »). Ces lignes laissent transparaître une peine légèrement voilée devant l'ingratitude des anciens protégés. Le rôle de la généreuse nation protectrice apparaît ainsi très modeste, si on la compare à celui qui lui assigne un distingué prédécesseur au secrétariat d'Etat, l'énergique Richard Olney.

« Aujourd'hui, dit-il, les Etats-Unis sont pratiquement souverains dans ce continent, et leur mandat a force de loi pour toutes les questions qui réclament leur intervention ».

Quand aux opinions des pays situés sur l'autre rive

du Rio Grande, elles vont de la louange dithyrambique aux soupçons les plus noirs.

La proposition présentée dans les préliminaires par la délégation brésilienne à la quatrième conférence pan-américaine réunie à Buenos-Ayres est exprimée dans des termes favorables, et comme elle est une des plus autorisées nous la citerons : « Une longue période s'étant écoulée depuis la déclaration de la doctrine de Monroe, il nous est permis de reconnaître en elle le facteur permanent de la paix internationale du continent américain. En célébrant ses premiers efforts vers l'indépendance, l'Amérique latine adresse à sa sœur, la grande nation du Nord, l'expression de sa gratitude pour cette noble et généreuse action qui a été un si grand bienfait dans tout le Nouveau Monde ». La proposition ne fut pas formellement soumise à la Conférence à cause des différences d'opinions à son sujet.

Un des hommes les plus représentatifs de l'Argentine, Emile Mitre, dans un discours prononcé à la Chambre dont il faisait partie, disait en Juillet 1906 :

« L'Amérique aux Américains » fut une formule qui, telle que je l'entends, signifie la consécration finale de l'indépendance des nations américaines, ce fut le cri de la plus puissante d'entre elles, proclamant ainsi au monde que la conquête dans les nations de cette Amérique était terminée, ce fut la notification aux puissances conquérantes d'Europe, qu'elles devaient renoncer à ces continents parce que leur territoire étendu était entièrement occupé par des nations libres dont la souveraineté ne laissait pas un pouce vacant.

« L'indépendance de ces républiques ayant été établie sur le champ de bataille, grâce à leurs seules forces, la déclaration du Président américain fut l'acte culminant de cette grande épopée. Pour les Etats-Unis c'est une page d'honneur, pour l'Europe, c'est un *ultimatum*.

« La doctrine de Monroe a aujourd'hui force de loi chez toutes les nations et aucun pays d'Europe n'a osé la discuter » (1).

Clovis Bevilacqua, publiciste brésilien de renom, s'exprimait en ces termes :

« Au point de vue américain la doctrine de Monroe, comme les Congrès Pan-Américains qui se sont réunis depuis 1862 en Amérique est l'expression de la conscience de l'unité américaine révélée au continent et la confirmation du fait que les nations de cet hémisphère devaient être considérées comme également libres et souveraines par les puissances du Vieux-Monde, et que ces dernières ne peuvent sous aucun prétexte acquérir leur territoire ni l'occuper temporairement. Au point de vue général, la Doctrine de Monroe renferme le principe même d'abstention proclamé par le droit international, dépouillé de sa forme purement abstraite et inefficace, doté d'un caractère pratique et accompagné d'une sanction ». (2).

Parmi ceux qui critiquaient cette politique nous citerons en premier lieu l'éminent homme d'Etat Argen-

(1) Paragraphes traduits de l'œuvre citée d'Alvarez, p. 306.

(2) id. id. id. p. 241.

tin Roque Saenz Pena, celui qui oppose à la formule « L'Amérique aux Américains » celle plus large et plus généreuse « l'Amérique à l'Humanité ». Il écrivait à propos de la doctrine et de son évolution, « un assez grand nombre d'hommes politiques admettent la validité de la doctrine de Monroe à l'heure actuelle et en sont venus à la considérer comme le fondement et le principe essentiel du droit international américain. Chaque fois que la Doctrine est invoquée par le Gouvernement de Washington, pour appuyer des intérêts égoïstes et transitoires, les publicistes de l'Amérique du Centre et du Sud, applaudissent avec enthousiasme comme si le mémorable message de 2 Décembre représentait pour eux le « fiat » de l'indépendance nationale. A mon avis, ces hommes font preuve d'une opinion erronée et sont coupables d'anachronisme.

Si nous la considérons maintenant à la lueur des événements politiques auxquels elle a donné naissance la Doctrine révèle les cicatrices qui de Polk à Cleveland ont défiguré avec le temps et l'égoïsme, sa physionomie morale et sa signification légale et originaire. En tant qu'acte complémentaire de la politique de la Grande-Bretagne prédite par Canning, la Doctrine vint en temps opportun, elle remplit sa mission et réalisa son but historique durant le premier tiers de ce siècle. Dans la suite de son argumentation il se réfère à l'attitude des Etats-Unis devant le Congrès continental de Panama et la conférence Pan-américaine de Washington de 1889, l'accusant d'être équivoque et

contradictoire. A ce propos il écrit : « Cependant la politique de l'administration de Washington fut subversive dans deux occurrences, ce qui n'empêcha pas que l'échec du Congrès de Panama fut attribué aux visées ambitieuses de Bolivar, d'après l'opinion de M. Clay exprimée dans une note adressée aux plénipotentiaires de Tocubaya.

« Les aspirations de Bolivar, en cette occasion, furent légitimes, non seulement en raison de leur but politique, mais aussi parce qu'elles représentaient une doctrine d'application plus étendue que celle de Monroe, telle que Canning la désirait et telle que la concevaient les peuples libérés de l'Espagne et du Portugal. Si nous examinons l'invitation du Panama on verra qu'elle annonce comme un principe universel la doctrine de non intervention contre n'importe quelle nation *étrangère*, tandis que Monroe la conçoit comme applicable seulement aux nations européennes. Quand Bolivar expose sa doctrine, il ne désigne pas seulement l'Europe et ne limite pas la défense aux plans ou aux menaces qui pourraient venir de l'Ancien Monde ; sa Doctrine s'applique à toute la chrétienté et définit la sphère de la souveraineté, en la plaçant sur une balance universelle et juridique, ce qui aurait constitué le plus grand progrès dans le droit international. Le principe de la *non-intervention* consacré avec toutes les ramifications que l'on chercha à lui attribuer au Panama représentait la véritable doctrine, étant également applicable aux deux hémisphères et ayant joui

jusqu'à nos jours d'une véritable signification internationale. L'invitation du Panama qu'il me soit permis de le répéter condamnait l'intervention, non pas d'une partie de l'Europe, mais de n'importe quelle puissance étrangère dans les *affaires personnelles* des nouvelles nations... » (1).

Manuel de Oliviera Lima, diplomate distingué et publiciste du Brésil, entre autres choses pertinentes, disait ce qui suit :

« Cependant jusqu'à présent la Doctrine de Monroe n'a que peu ou point protégé les républiques hispano-américaines, dans un *sens pratique*. La lutte pour l'indépendance des colonies espagnoles a rencontré de continuels obstacles de 1810 à 1825. Le port de Buenos-Ayres fut forcé par des vaisseaux de guerre étrangers ; nos eaux territoriales furent violées par des croisières anglaises dans une période de relations pacifiques ; Valparaiso fut bombardé en 1865 par une escadre espagnole qui venait d'opérer contre le Pérou, Macaraïbo et Puerto Cabello furent attaqués par des troupes anglaises, allemandes, italiennes qui débarquaient simplement pour des raisons financières.

.....

« Reconnaître solennellement la Doctrine de Monroe dans la forme donnée par le gouvernement américain dans les dernières années, ou même dans la forme qu'elle avait avant, constituait une abdication de la souveraineté en faveur du principe d'intervention. Ce

(1) Paragraphe de l'ouvrage déjà cité d'Alvarez, pp. 350-351.

même principe se présente sous deux formes, négative s'il s'oppose à certaines solutions, positive s'il en apporte. C'est toujours une intervention dans les deux hypothèses, car les nations peuvent s'immiscer dans les affaires des autres, soit quand une règle de conduite les y invite, soit quand ils empêchent une tierce puissance de réaliser un projet semblable » (1).

Comme on le voit les opinions diffèrent notoirement. Et il eut été extraordinaire qu'il n'en fut pas ainsi étant donné qu'il n'y a peut-être pas eu d'accord sur la véritable nature de la doctrine. Pour quelques-uns, elle exprime un véritable principe de droit international, pour d'autres, elle est une règle de ce que l'on appelle le Droit public américain. Pour les autres, enfin, elle n'est qu'un principe directif de la politique extérieure des Etats-Unis.

La détermination de la vérité ne paraît pas offrir une difficulté extraordinaire malgré la grande diversité d'opinions. Si l'on doit considérer la doctrine comme un fondement des droit internationaux ou de ce qu'on appelle Droit public américain, le contenu et la signification de la doctrine auraient dûs être définis et précisés. On ne conçoit, en effet, aucun principe juridique, sans la précision que requiert une règle concrète de conduite. Donc, personne ne peut affirmer avec autorité quel est le contenu et la signification précise de la doctrine.

Les hommes d'Etat et les professeurs de Droit Inter-

(1) Paragraphes pris de Alvarez, ouvrage cité, pp. 282-283,

national des Etats-Unis se sont refusés en général, à la considérer comme un principe juridique international parce qu'elle ne l'est pas et parce qu'il ne convient pas qu'elle le soit. Nous venons d'expliquer pourquoi on ne peut la considérer comme une règle de Droit international : elle est vague, variable, indéfinie. Et elle est précisément ainsi parce que dans cette forme elle sert mieux aux fins pour lesquelles la formule fut frappée. Les fins ne sont autres que les droits, les intérêts et les convenances internationales de la nation qui l'a formulée, lui a donné du prestige et l'a défendue.

L'on a affirmé cependant qu'avec l'inclusion dans le pacte de la Ligue des Nations d'une clause relative aux *ententes* régionales, la Doctrine s'est transformée en un principe de droit international. « Les révisions sur lesquelles les Etats-Unis insistèrent furent incorporées au pacte de la Ligue... convertissant ainsi, pour la première fois la doctrine de Monroe en droit international public, dès que tout le monde lui donna son assentiment d'une manière formelle (1).

Nous croyons cependant que la Doctrine ne présente pas le caractère d'une entente ou d'un pacte régional qui suppose :

1°) Une définition exacte du principe. 2°) L'accord des parties sur ce même principe. Personne jusqu'à présent n'a précisé le contenu de la Doctrine — nous le répétons. Il n'y a pas eu non plus d'acceptation officielle catégorique de la Doctrine de la part des pays

(1) Adams; œuvre citée, pp. 402-403.

latins-américains qui composeraient des parties de l'accord ou de *l'entente*. Depuis lors, comment est-il possible de concevoir qu'il puisse y avoir un accord clair, une compréhension précise de quelque chose qui est vague, indéfini et de plus profondément variable ?

Naturellement, si les Etats-Unis voulaient donner au principe un caractère et un contenu précis, les Etats-Unis de l'Amérique latine apporteraient à cette tâche la meilleure bonne volonté et le plus grand intérêt, car ce serait la réalisation d'un désir commun aux uns et aux autres. Mais le Gouvernement des Etats-Unis oserait-il entreprendre cette tâche ? Actuellement, c'est peu probable, pour les raisons que nous allons énumérer.

Il ne convient pas aux Etats-Unis de préciser le sens exact de la Doctrine, premièrement, pour ne pas être obligé d'une manière plus ou moins péremptoire à faire respecter le principe ou les principes qui seraient énoncés. Secondement, parce qu'une telle précision lui donnerait un caractère rigide, ce qui empêcherait la possibilité de le faire varier facilement, suivant les circonstances et suivant les convenances de la politique extérieure nord-américaine. En troisième lieu, parce que la définition impliquerait presque nécessairement l'application aux Etats-Unis eux-mêmes du principe de la non colonisation ou annexion et même le principe de non intervention dans les affaires intérieures des Etats de l'Amérique latine.

Il est certain que des hommes d'Etat comme Wilson

ou House sont allés jusqu'à proposer d'apporter quelque précision à la Doctrine et à l'entente régionale ou pan-américaine. Mais de là à la réalisation il y a encore une énorme distance. Même sous la direction wilsonnienne, la politique extérieure nord-américaine n'a pas cessé de répondre aux forces profondes qui sont venues la modeler en une forme franchement impérialiste.

Une des conséquences et un des avantages pour les Etats-Unis de la forme imprécise de la doctrine a été la constante variabilité de son contenu et de son interprétation par les gouvernements et les publicistes nord-américains. Quelques passages suffisent à donner une idée de la diversité des opinions :

Voici les concepts de Webster et ses commentaires :
« Peu d'hommes d'Etat nord-américains se seront exprimés avec plus de clarté et de franchise que M. Daniel Webster, dans son discours du 14 avril 1826, en disant de la Doctrine de Monroe qu'elle n'avait pas pour but, même dans l'hypothèse d'un péril européen... » la défense des intérêts continentaux, mais exclusivement celle des Etats-Unis et, en aucune façon, une protection gratuite aux autres peuples d'Amérique. On pourra encore moins se représenter le Monroeisme comme l'union fraternelle et la ligue de tous les peuples d'Amérique.

« Quand on commence la lecture de M. Webster, sa forme pompeuse si étudiée, semble nous élever aux éblouissements d'un mont Sinaï et non au comptoir

d'un usurier. Il parle en de tels termes de la force des Etats-Unis, mise sur le plateau de la balance au service des intérêts de la justice et il admire tant ce qu'a fait Monroe pour la cause de la liberté civile que la transition semble un peu rude au passage décisif de son discours dans lequel il déclare le véritable but du message présidentiel ; « il est absolument certain, que cette déclaration doit être considérée comme fondée sur nos droits et qu'elle dérive principalement du désir de les préserver. Elle ne nous oblige pas, en tous cas, à prendre les armes à la première indication de sentiments hostiles des puissances européennes envers l'Amérique du Sud. Si par exemple tous les Etats européens s'étaient refusés à entrer en relations avec ceux de l'Amérique du Sud jusqu'à ce que ceux-ci fussent retournés à leur ancienne soumission, une circonstance semblable n'aurait pas entraîné notre intervention ou, si on avait réclamé une intervention armée auprès des alliés contre les provinces les plus éloignées de nous, comme le Chili ou Buenos-Ayres, notre inaction serait également justifiée, car l'éloignement du théâtre des événements aurait amoindri notre appréhension du péril, et avec elle réduit les moyens pour développer notre action en nous mettant dans le cas de nous contenter d'une protestation. Mais la situation eut été toute différente, si une armée équipée et soutenue par des nations puissantes avait débarqué sur les plages du Golfe du Mexique et commencé la guerre dans notre voisinage immédiat. Les sentiments et la politique ex-

primés par la déclaration, ainsi entendue, se trouvait ainsi strictement conforme à nos devoirs et à nos intérêts ». (1).

Une autre interprétation mise en avant lorsque le Yucatan demanda le secours des Etats-Unis est celle que nous rapportons ensuite :

« D'autre part des interprétations modérées de la Doctrine de Monroe furent exprimées. D'après l'interprétation de Cathoun, l'unique survivant du Cabinet du Président qui donna son nom à cette politique, elle prit la forme d'une déclaration anodine; d'une simple et amicale déclaration des désirs des Etats-Unis, sans qu'un mot fasse allusion à la résistance ». Miles du Connecticut se trouva virtuellement d'accord avec cette interprétation. D'après son opinion Monroe voulut dire par « système européen » non la monarchie, mais la combinaison de puissances, connue sous le nom de « Sainte Alliance » qui disposait des petits états d'Europe et les divisait à son gré. Monroe s'était opposé à l'extension de ce système à l'hémisphère occidental. Ceci signifiait cependant que les Etats-Unis assumeraient le devoir de diriger le destin des nations de là-bas, ou de les défendre contre n'importe qu'elle intervention européenne (2).

Nous avons déjà fait allusion à certaines phrases de l'ex-ministre des Affaires Etrangères de Cleveland, Richard Olney « la doctrine de Monroe dans l'esprit

(1) « Le Mythe de Monroe » de Pereira, pp. 56-57.

(2) Rippey, œuvre citée, p. 24.

du secrétaire d'Etat n'était qu'un axiome. En réalité, M. Olney paraissait enclin à étendre son application, de la défense aux puissances européennes, de créer de nouvelles colonies à la condamnation des colonies européennes existantes ». (1).

D'après l'interprétation du même Olney, la doctrine « conservait à n'importe quelle puissance européenne directement intéressée le droit d'obliger n'importe quel état américain à accomplir ses obligations d'après le droit international » (2). Avec Roosevelt cette interprétation subsista tout d'abord, mais ensuite il proclama le droit de son pays d'intervenir dans les pays qui ne remplissaient pas leurs obligations financières, sous prétexte qu'une telle intervention serait nécessaire pour éviter un acte semblable de la part des puissances non-américaines. Les Etats-Unis se convertissaient ainsi en gendarme international américain, toujours sous l'égide du monroeisme. Ils intervinrent à Saint Domingue et leur exemple fut suivi et amplifié par Philander Knox, le père putatif de la Diplomatie du dollar, Wilson suivit aussit aussi le chemin tracé.

D'après une autre des interprétations nord-américaines plus récentes de la Doctrine, les pays latins-américains ne peuvent pas concéder à des compagnies étrangères des concessions importantes de terres à coloniser ou à exploiter. Telle est au moins la prétention d'hommes qui ont une situation aussi importante et

(1) Mowat, œuvre citée, p. 262.

(2) id. id. id.

influyente que le sénateur Borah et de bien d'autres. Cet homme d'Etat demanda que le gouvernement s'opposât à une concession du gouvernement de Panama à une compagnie anglaise pour la plantation de l'arbre à gomme.

Et les prétentions officielles plus récentes sont plus interventionnistes encore. Une confirmation évidente nous en est donnée par exemple, par l'attitude de l'administration actuelle vis-à-vis du Mexique, sur des questions entièrement étrangères à la compétence interne du dit pays, telle que la politique du gouvernement avec l'Eglise catholique. Nous rapportons à la suite un compte-rendu de cette attitude d'après le correspondant d'un des grands journaux londoniens.

« ...Au moment qu'ils jugeront opportun, il semble certain que les Etats-Unis prendront une attitude qui sera décisive dans son effet à l'égard du gouvernement du Président Calles.

« Cette action pourra se présenter sous la forme d'une interruption des relations diplomatiques ou pourra consister dans la promulgation d'une modification de réglementation d'après laquelle l'exportation des armes au Mexique est seulement permise pour le gouvernement du dit pays. Si cet embargo partiel était absolu, ou s'il était levé comme pour permettre qu'un approvisionnement d'armes parvienne à des fractions mécontentes de la population mexicaine, le résultat serait également gênant pour le président Calles. En d'autres termes, le gouvernement des Etats-Unis pour-

rait, s'il le désirait, forcer le président mexicain à abandonner le pouvoir et la question se réduirait à savoir s'il désire sa chute. Aucune indication d'un tel désir n'a filtré naturellement des sphères autorisées, mais en dehors d'elles on exprime librement l'opinion que la décision de faire tomber le président Calles est déjà prise.

« Il y a non seulement les questions nées des lois américaines sur la terre et le pétrole, quoique celles-ci soient importantes et requièrent une solution, la question religieuse doit être aussitôt considérée dans la mesure où elle est touchée par la politique mexicaine vis-à-vis de l'Eglise ». (1)

II. — Valeur pratique de la doctrine de Monroe

Il faut maintenant aborder la question suivante ; quelle a été la valeur historique de la doctrine comme sauvegarde de l'indépendance et des intérêts latins-américains ?

Pour les politiques, professeurs et publicistes nord-américains, c'est un dogme. Et nous avons vu que même Saenz Pena reconnut le rôle initial et favorable de la déclaration pour la consolidation de l'indépendance hispano-américaine.

En nous restreignant maintenant à la question de l'influence initiale nous croyons pouvoir poser et faire valoir les propositions suivantes :

(1) « The Times », 25 novembre 1926.

Premièrement : *A l'époque du message de Monroe l'indépendance hispano-américaine était consolidée.*

Deuxièmement : *Le péril de la Sainte Alliance était écarté grâce à l'attitude prise par l'Angleterre sous la direction de Canning.*

Troisièmement : *Dès son origine, la politique extérieure des Etats-Unis fut dominée entièrement par le calcul de leurs propres intérêts et ces intérêts montrèrent une orientation partiellement concordante avec ceux des Etats latins américains.*

La première proposition se base sur trois faits clairs et positifs :

a) Nous avons rappelé dans des pages antérieures que les dates de la proclamation de l'indépendance ibéro-américaine étaient les suivantes : celle de l'Argentine, 1810. — Celle du Venezuela, de l'Equateur et du Paraguay, 1811. — Celle de la Colombie en 1813. — Celle du Chili en 1818. — celle du Mexique, de l'Amérique Centrale, de Saint Dominique et du Pérou en 1821. — Celle du Brésil en 1822, celle de Bolivie en 1825. — Celle de l'Uruguay en 1828.

b) D'après des témoignages américains, les dernières batailles décisives contre les troupes espagnoles furent celles de Carabobo en Juin 1821, gagnées par Bolivar. Charabuco au mois de Juillet de la même année, gagnée par San Martin qui passa ensuite au Pérou où en collaboration avec Bolivar il força la dernière résistance espagnole dans le Sud. L'indépendance du Mexique fut véritablement reconnue en Août 1821 par le

traité de O'Donoju. Donc, en 1821 environ les 4 anciennes vices-royautés : Buenos-Ayres, le Pérou, Caracas et la Nouvelle Espagne, furent perdues pour la mère-patrie (Adams ; œuvre cité, p. 173).

c). En 1820, l'Espagne n'était plus en état de récupérer les colonies. La révolte qui éclata cette année-là parmi les troupes réunies à Cadix, pour tenter un dernier effort de domination fut un coup décisif à sa politique. L'Espagne entre les griffes révolutionnaires était désarmée ; l'heure avait certainement sonné où, la possibilité pour l'Espagne de recouvrir son domaine était définitivement perdue. (1).

Deuxième proposition :

Le péril de l'intervention de la Sainte Alliance restait écarté grâce à l'attitude de l'Angleterre. La Sainte Alliance était intervenue en Europe. Mais une intervention efficace en Amérique demandait une puissance navale indiscutable. Et l'Angleterre avait la suprématie navale, s'il restait une lueur d'espoir pour une telle intervention elle disparaissait avec le changement d'attitude de la France à l'égard des plans de la Sainte-Alliance, changement constaté dans le mémorandum écrit le 6 Octobre 1823 par Canning et Polignac. Nous pourrions multiplier les fondements de cette affirmation malgré son évidence qui tombe sous le sens. Mais un autre argument seul suffira provenant d'une personne telle que Thomas Jefferson. En répondant avec grandiloquence au président Monroe quant

(1) Adams, œuvre citée, p. 173.

il fut consulté sur la proposition de Canning, transmise par Rush, il écrivit, entre autres choses, les lignes suivantes : « une nation plus que tout autre pourrait nous gêner dans cette affaire, mais aujourd'hui elle nous offre de nous conduire, de nous appuyer et de nous suivre dans cette action. En accédant à sa proposition nous la détachons du clan ennemi, nous mettons son grand poids dans la balance du gouvernement libre et d'un seul coup nous émancipons un continent qui, d'autre façon resterait en proie aux doutes et aux difficultés. La Grande-Bretagne est entre toutes les nations celle qui pourrait nous faire du mal et avec elle nous n'avons rien à craindre du monde entier ».

Nous avons vu que l'Angleterre abandonna « de la façon la plus extraordinaire » sa suggestion à propos de la coopération des Etats-Unis dans la nouvelle politique qu'elle inaugurerait. Le pas décisif de ce changement est marqué par la signature du mémorandum Canning et Polignac. Le célèbre internationaliste des Etats-Unis John Basset Moore se référant au message de Monroe écrivit : à l'époque de cette déclaration le péril d'intervention des gouvernements alliés européens dans les affaires hispano-américaines était écarté ».

Troisième proposition :

Il est évident qu'aux Etats-Unis il y avait de la part du peuple et même des hommes du gouvernement de la sympathie pour le mouvement de séparation hispa-

(1) Paragraphe reproduit de Urutia, œuvre citée, p. 277.

no-américain. Ce fait montrait la rupture de la domination espagnole en Amérique et la séparation définitive de ce qui était à l'époque considéré comme deux mondes géographiques et politiques. Mais il faut faire à ce sujet 2 observations.

Une telle sympathie, en premier lieu, n'a pas dû être très profonde pour ne pas être durable et inspirer par elle-même une politique internationale donnée. Les observations faites par les deux premiers représentants du Mexique à Washington et par le ministre d'Espagne sur l'orgueilleuse croyance des Etats-Unis de leur indiscutable supériorité sur les hispano-américains en sont une preuve. Cette attitude se traduisait par une attitude déjà méprisante et dans une audacieuse ambition de domination continentale.

En second lieu, depuis son origine la politique extérieure des Etats-Unis fut entièrement dominée par le calcul de ses propres intérêts.

Ce calcul les menait aux orientations que nous exposerons plus loin.

1). *L'indépendance hispano-américaine était avantageuse aux Etats-Unis pour des raisons politiques, économiques et territoriales.*

La raison politique était l'avantage de la disparition de l'Espagne et de toute autre grande nation européenne comme puissance américaine. La raison économique était qu'avec une telle indépendance des puissants marchés que la politique restrictive de l'Espagne avait rendu presque inaccessibles s'ouvraient au com-

merce et à l'industrie nord-américaine. Convenance territoriale, parce que sans la disparition de la domination espagnole il était peu probable que des territoires comme ceux de Floride, de Cuba, du Texas, passassent aux mains des Etats-Unis dont la population et l'ambition pour de nouveaux territoires augmentaient toujours.

2°) Malgré ce triple avantage les *Etats-Unis devaient pour deux motifs principaux développer une politique de prudente neutralité pendant la longue période de la lutte hispano-américaine.*

3°) L'attitude de l'Angleterre une fois connue, vis-à-vis des pays en formation il se présentait aux Etats-Unis *l'avantage de reconnaître l'indépendance de ces Etats et de s'ériger en champion de leur cause.* Confirmons les expositions précédentes par des extraits d'auteurs des Etats-Unis. Retournons à la proposition I.

Avantage politique. — Il est inutile d'insister sur l'avantage politique que représentait pour les Etats-Unis le démembrement de l'empire hispano-américain. En supposant qu'un tel démembrement ne serait pas arrivé l'histoire des Etats-Unis aurait été de toute probabilité très différente. Sa rapide extension vers le Sud et vers l'Ouest n'aurait pu être possible ou facile et d'un autre côté le voisinage d'une nation puissante l'aurait obligé à vivre dans une sorte d'état d'onéreuse paix armée.

Avantages économiques. — Quand en 1801, le gouvernement espagnol, sous la pression des nécessités

fiscales et d'autres circonstances, autorisa le vice-roi de Buenos-Ayres à admettre des navires anglo-américains dans le commerce du Rio de la Plata ce grand port se remplit vite de bateaux américains. L'origine de ce commerce est très simple. Les Etats-Unis ne produisaient pas et avaient besoin de café, de cacao, de sucre et de miel. Des cuirs pour les chaussures, de la laine pour les fabriques de Massachussets et du crin pour cet horrible mobilier de salon du XIX^e siècle, étaient des produits que l'Amérique latine produisait en abondance et pour lesquels les anglo-américains donneraient de l'argent comptant ou des produits alimentaires. Or l'Amérique latine avait besoin alors, comme aujourd'hui encore, de produits tels que le poisson, la farine, le jambon, le beurre et autres produits similaires pour alimenter les travailleurs des « haciendas » qui donnaient seulement une seule récolte. De la même façon alors, comme maintenant, les pays latins américains n'étaient pas fabricants, et l'Espagne ne l'était pas davantage. Il fallait que les tissus, les chaussures, les bougies, les porcelaines, les meubles et quantité d'autres petits articles de luxe vinssent des Etats-Unis ou de l'Angleterre...

Voici ce qui explique comment la politique étrangère américaine fut modelée par les nécessités commerciales et le sort des colonies hispano-américaines se convertit en un sujet de profonde préoccupation politique pour Washington (1).

(1) Adams, œuvre citée, p. 166.

Avantages territoriaux. — Déjà en 1811 le président Madison affirmait dans un message au Congrès ayant rapport à la Floride Occidentale :

« Les Etats-Unis ne pourraient pas voir sans une sérieuse inquiétude qu'une partie quelconque d'un territoire voisin dans lequel ils ont pour différentes causes, un intérêt aussi profond et juste passât des mains de l'Espagne entre celles de n'importe quelle autre puissance européenne.

« Le Congrès appuya cette attitude du Président en paroles qui ne prêtaient pas à équivoque. Si l'Espagne perdait la Floride, les Etats-Unis devaient l'obtenir » (1). La partie relative au même sujet, écrite par Jefferson en réponse à la consultation de Monroe sur la proposition de Canning est très intéressante et très suggestive.

« Nous devons, disait-il, nous demander premièrement, si nous désirons acquérir pour notre confédération, une ou quelques-unes des provinces espagnoles. Je confesse ingénument que j'ai toujours considéré Cuba comme l'annexion la plus intéressante que nous puissions faire à notre système d'états. La domination que cette île, près de la pointe de la Floride nous donnerait sur le Golfe du Mexique et sur les pays et les isthmes qui le limitent, de même que sur tous les cours d'eau qui y ont leurs débouchés, mettraient le comble à notre bonne situation. Cependant comme je suis convaincu que ceci ne pourra jamais s'obtenir, même avec

(1) Adams, œuvre citée, p. 167.

le consentement de Cuba, qu'au prix d'une guerre et que son indépendance, qui est notre intérêt en deuxième lieu surtout son indépendance de l'Angleterre, peut s'obtenir sans guerre, je n'ai pas la moindre hésitation, à abandonner le premier désir à de futures contingences et d'accepter l'indépendance de Cuba avec la paix et l'amitié de l'Angleterre plutôt que de nous l'approprier au prix d'une guerre et de l'inimitié de la Grande-Bretagne.

L'on voit comment se formèrent de bonne heure les ambitions et les desseins pour la domination de la Floride, du Golfe du Mexique et des pays et isthmes qui le limitent et encore plus que tout cela.

Deuxième proposition. — Nous avons affirmé que le premier motif qu'avait la République du Nord d'adopter une attitude neutre pendant la longue lutte pour l'indépendance hispano-américaine était l'avantage d'éviter le risque d'un conflit avec l'Espagne. Les paragraphes suivants sont à l'appui de ce qui vient d'être dit. Maintenant nous avons bien vu que ce problème de la reconnaissance de l'indépendance est un des plus sérieux que doit affronter une nation dans ses relations internationales. La reconnaissance prématurée d'accord avec le droit international implique très justement la guerre avec la mère patrie offensée. C'est ce qui arriva en France en 1778 et les Etats-Unis devaient admettre que la reconnaissance de l'indépendance de n'importe quelle nation sud-américaine serait un grief pour l'Espagne et l'origine d'une guerre contre eux. Décidé à

être scrupuleusement correct dans cette affaire, le président Madison se serait refusé en 1809 à envoyer un agent à Caracas pour aider les flibustiers de Miranda à sortir de prison. Le président Monroe eut soin de suivre avec la plus grande rectitude le sentier étroit et droit d'une parfaite neutralité prescrite dans ce cas par le droit international. (Rippy, œuvre cité, p. I.).

La seconde raison qu'eurent les Etats-Unis pour observer la stricte neutralité déjà mentionnée, fut l'idée de ne pas se créer de difficultés quelconques à l'occasion de l'acquisition de la Floride. Le plus puissant des motifs mentionnés fut sûrement le dernier. La raison en est claire : si les Etats-Unis reconnaissaient l'indépendance des colonies, l'Espagne ne signerait pas le traité de cession de la péninsule. D'un autre côté, si les colonies assuraient leur séparation de la mère patrie avant que la Floride ne passât aux Etats-Unis, la péninsule appartiendrait aussi aux pays hispano-américains, car l'Espagne aurait pu difficilement y maintenir sa domination. Une autre citation d'une autre source nord-américaine, apportera un appui suffisant à la considération principale précédente.

« La lutte pour l'indépendance du Mexique (1880), comme pour le reste de l'Amérique espagnole avait éveillé de l'intérêt et de la sympathie dans la population des Etats-Unis. Quelques-uns avaient offert leur argent, d'autres leurs épées pour la lutte. D'autres s'étaient convertis en champions de la cause des patriotes dans la presse et sur le champ de bataille. Le

gouvernement même, qui au commencement cependant, *était intimidé par l'état des négociations sur la Floride* ne retarda pas beaucoup l'annonce de sa détermination de reconnaître les nouveaux états et de s'opposer aux projets de reconquête européens ».

Dans l'explicable réticence d'un auteur des Etats-Unis la vérité toute nue se laisse facilement entrevoir dans les lignes que nous avons extraites pour composer la citation précédente. Quand à l'opposition aux projets de reconquête européens nous avons déjà vu en quelles circonstances et comment elle se manifesta sous la forme la doctrine de Monroe. Nous avons aussi noté que la reconnaissance des Etats par les Etats-Unis se fit longtemps espérer, fait important qu'il convient de rappeler.

Le message du président Monroe sur ladite reconnaissance est du 8 Mars 1822. Et pourtant d'après le *message même*, Buenos-Ayres par exemple, avait assumé le rang de nation indépendante « par une déclaration formelle de 1816 et était en fait, depuis 1810, libre de toute invasion de la Métropole ». Les provinces qui composent la République de Colombie, ajoutait ensuite le message, après avoir déclaré séparément leur indépendance, s'unirent par une loi fondamentale le 17 Décembre 1819. Une importante armée espagnole occupait alors une certaine partie du territoire de ces provinces, cette armée a été ensuite mise en déroute plusieurs fois et complètement détruite, faite prisonnière ou expulsée à l'exception d'une insignifiante par-

tie qui se trouva bloquée dans deux forteresses. Les provinces du Pacifique restèrent également victorieuses. Le Chili déclara son indépendance en 1818 et, depuis lors, en a joui sans interruption et dernièrement grâce à l'appui du Chili et de Buenos-Ayres la révolution a pris fin au Pérou. Les informations que nous avons à propos du Mexique sont moins sûres, mais nous savons positivement, que le nouveau gouvernement a déclaré son indépendance, que rien lui fait opposition actuellement, et qu'il n'y a pas une puissance qui puisse le faire. Dans les trois dernières années le gouvernement espagnol n'a pas envoyé un seul corps de troupe à une partie quelconque de ce pays et il n'y a pas de raison pour croire qu'il le fera à l'avenir. Il est donc manifeste que toutes ces provinces sont en pleine jouissance de leur indépendance et il est évident aussi que, même en tenant compte de l'état de la guerre et d'autres circonstances il n'y a pas la moindre probabilité à ce qu'elles en soient privées ».

Le texte précédent est très intéressant parce qu'il donne l'évidence de *quand* et *comment* les Etats-Unis reconnurent l'indépendance hispano-américaine. Il y a un notable contraste entre une si prudente politique et l'action décisive de la France quand les Etats-Unis luttèrent pour leur émancipation de l'Angleterre.

Proposition 3. — L'attitude favorable et décisive de l'Angleterre une fois connue, comme celle de la France envers ces pays en formation et l'acquisition de la Floride déjà faite, il s'élevait irrévocablement pour les

Etats-Unis l'avantage et la nécessité de reconnaître l'indépendance des nouveaux noyaux américains, comme la tentative de l'ériger en champion de leurs droits. Pour donner un fondement à cette assertion nous signalerons uniquement deux faits. Le premier est que très tôt il y eut une espèce de rivalité et de jalousie entre l'Angleterre et les Etats-Unis en ce qui concernait l'intérêt politique et commercial des nouvelles nationalités. Une preuve véritable de ceci, est la position respective de l'Angleterre et des Etats-Unis au Mexique pendant la période que nous considérons.

« Un autre facteur qui constituait un signe de mauvaise augure pour les relations futures des Etats-Unis et du Mexique était l'influence croissante de l'Angleterre dans le sud de Rio Grande et la tendance accentuée du Gouvernement britannique à user de son influence au préjudice des Etats-Unis. L'annonce de l'intention des Etats-Unis de reconnaître les insurgés hispano-américains et la substitution de la doctrine de Monroe à la déclaration conjointe de la Grande-Bretagne contre une intervention générale européenne dans les colonies espagnoles ajouta un motif politique à l'important intérêt commercial que l'Angleterre avait déjà dans ces colonies. Georges Canning craignait que les Etats-Unis ne se missent à la tête d'une Ligue Transatlantique des nations jeunes et aptes qui deviendraient les rivales des anciens gouvernements monarchiques d'Europe. Il n'avait aucune inclination spéciale pour ces monarchies déjà usées et il était vrai-

ment désireux de se faire le *leader* des nouvelles nations hispano-américaines ou alors d'empêcher que les Etats-Unis n'obtinssent cette direction. Il voyait dans le Mexique la clef du succès de sa politique, et par conséquent il commença sa politique en contrecarrant l'influence des Etats-Unis. En Octobre 1823, Canning avait averti le ministre français à Londres que le Gouvernement anglais considérait toute tentative des puissances européennes pour aider l'Espagne à recouvrir ses colonies américaines, comme un motif suffisant à la reconnaissance immédiate des gouvernements révolutionnaires. En même temps il avait envoyé trois représentants à la ville de Mexico avec l'autorisation de promettre que l'Angleterre ne convoitait pas pour elle-même une partie quelconque des anciennes colonies espagnoles et qu'elle n'en permettrait pas l'acquisition pour n'importe quelle autre puissance. Ces agents britanniques avaient montré une grande partialité envers le Mexique, l'un d'eux ayant été jusqu'à garantir, au nom de la Grande Bretagne, un emprunt au Gouvernement mexicain... » (1).

Grâce à son attitude l'Angleterre s'attira au Mexique plus de sympathie que les Etats-Unis. Le premier ministre de ce pays s'en aperçut et en informa avec soin son Gouvernement. Le second fait que comprend notre troisième proposition est que même Enrique Clay qui fut le champion le plus enthousiaste de la cause hispano-américaine parmi les hommes d'Etat du Nord

(1) Rippey, œuvre citée, p. 4.

était essentiellement guidé par un double intérêt national. En premier lieu, que les Etats-Unis soient le centre du « système » international américain. C'est pour cette raison que Clay est considéré comme le fondateur de l'idée panaméricaine. En deuxième lieu l'intérêt des relations commerciales. Voici au sujet du premier point quelques réflexions de l'internationaliste John Basset Moore sur les idées de Clay « caractérisant les Etats-Unis comme chef matériel de la famille américaine » il déclarait que cette question concernait nos intérêts commerciaux politiques et navals. Plus loin il donne des extraits textuels d'un des discours de Clay au Congrès.

« Il nous est maintenant possible de créer un système dont nous serions le centre et dans lequel toute l'Amérique agirait de concert avec nous, en ce qui concerne le commerce nous en serions les premiers bénéficiaires. Nous devons constituer un centre de Science humaine opposé au despotisme du Nouveau Monde... ».

« L'opinion des amis de la liberté en Europe déclarait Clay, est que la politique des Etats-Unis se montre froide, insensible et indifférente envers la cause la plus noble qui aurait pu attirer nos sympathies et conquérir notre appui en sa faveur ». Il ne voulait pas, ajoutait Basset Moore, que nous justifions pour plus de temps cette impression. Il voulait détruire les méfiances politiques et commerciales qui avaient divisé longtemps le Nouveau Monde. Soyons, exclamait-il, réellement et vraiment américains et plaçons-nous à la tête d'un

nouveau système américain, revient à chaque instant comme un *leit motif* attrayant et puissant.

Mais non moins vive était l'idée d'un précurseur panaméricaniste sur les avantages commerciaux que rapporterait à leur pays la coopération avec les nouvelles nations du Sud. L'historien R. G. Adams se montre dédaigneux pour la rhétorique sentimentale des discours de Clay mais pour se consoler, il constate que sa pensée se basait sur l'intérêt commercial. Il dit se référant au discours du 24 Mai 1818 « La partie la plus importante du discours ne furent pas ses frénétiques gesticulations en faveur des 10.000.000 d'hommes qui luttent pour être libres, mais cette remarque :

« Nous pouvons nous confier sans péril à l'audacieuse entreprise de nos commerçants. Les métaux précieux sont dans l'Amérique du Sud et ils feront venir les articles nécessaires à cette Amérique...

« Notre navigation bénéficiera du transport et notre pays réalisera les bénéfices des marchandises. Et maintenant, même le montant de nos exportations de fabrication américaine est respectable. Ces exportations vont principalement aux Antilles et à l'Amérique espagnole. Cette exportation est en augmentation constante ». (1).

Avant cette citation l'auteur disait que Clay fut un des défenseurs du « système américain » qui impliquait la protection de l'industrie américaine, mais les

(1) Adams, œuvre citée, p. 171.

industries protégées eurent bientôt un excès de produits qui nécessitaient les marchés sud-américains d'une façon aussi prononcée, que l'exigeaient les industries britanniques. Clay et Canning représentaient des intérêts similaires.

Comme conclusion demandons-nous à nouveau : *quelle fut la valeur effective de la Doctrine de Monroe pour le triomphe et la consolidation définitive de l'indépendance hispanique ?*

Les considérations antérieures basées sur des faits et des jugements puisés à des sources d'autorité et d'impartialité indiscutables nous autorisent à rejeter la réponse déjà renfermée dans les propositions que nous venons d'expliquer. A savoir : dans ces longues luttes pour conquérir l'indépendance, les colonies avaient définitivement vaincu la puissance militaire espagnole, quand intervint la déclaration de la doctrine. Quant au péril postérieur de l'intervention européenne l'action de l'Angleterre fut décisive pour annuler ce péril, puisqu'elle était la seule nation qui, par sa puissance navale, aurait pu rendre cette intervention efficace. D'un autre côté l'Angleterre savait que la conquête des nations « nouvelles et turbulentes » n'était pas tâche facile, malgré son indiscutable supériorité navale ; elle en avait déjà donné une preuve patente quand sa tentative de conquête dans le Rio de la Plata fut repoussée par le peuple de Buenos-Ayres. La doctrine de Monroe et la politique qui s'en inspire eurent une valeur franchement secondaire. D'autre part cette poli-

tique était principalement dictée par la considération des intérêts nationaux des Etats-Unis et ces intérêts n'étaient que superficiellement d'accord avec ceux de l'Amérique latine.

Tendance générale de la politique extérieure des Etats-Unis :

On a vu que les interprétations de la doctrine de Monroe par les gouvernants des Etats-Unis ont été variées. Timides, vacillantes et même muettes quelquefois, audacieuses et hautaines en d'autres occasions comme sous Olney ; rudes et cyniques avec Roosevelt, etc...

Ses applications naturellement se sont soumises au même rythme ondulant et changeant. On pourrait cependant distinguer deux périodes dans l'histoire de la politique nord-américaine basée sur la doctrine. La première est antérieure au conflit entre le Vénézuëla et l'Angleterre, l'Allemagne et l'Italie ; la deuxième prend place après ce conflit.

Dans la première période, d'une manière générale, les applications des principes ou des interprétations de la doctrine sont plus flottantes et incertaines, beaucoup moins fermes et arrogantes. Mais dans la deuxième, elles deviennent plus positives, énergiques et surtout expansives.

Un tel développement correspond à l'évolution même des Etats-Unis. Sous Roosevelt, la puissance nord-américaine commence à atteindre une prédominante

personnalité internationale. Une telle transformation a comme indice et appui la croissante puissance navale du pays. Dans le cours de la première période la doctrine était plutôt un mythe qu'un principe positif de politique extérieure parce que la nation qui la patronait, manquait de force navale pour faire face, s'il était nécessaire, aux puissances européennes, spécialement la Grande-Bretagne et l'Allemagne. C'est pour cela que Roosevelt disait fréquemment que la réalité du principe dépendait d'une marine puissante.

Il convient de reproduire à ce sujet un jugement catégorique de l'historien R. G. Adams sur le changement significatif concernant le point d'appui de la doctrine. « Ce fut dans des circonstances de ce genre que la politique extérieure nord-américaine fit voir clairement que toutes les forces armées de la nation étaient maintenant prêtes à soutenir la doctrine de Monroe et que la flotte britannique sur laquelle s'était appuyée autrefois la doctrine de Monroe n'était plus nécessaire » (1).

Nous pouvons donc considérer le conflit du Venezuela, dont il est inutile de rappeler les détails, comme la première victoire décisive de la politique que nous appellerons pour plus de commodité, monroeiste. Mais c'est précisément en se faisant efficace qu'elle devient vraiment dangereuse, pour les nations patientes et inquiètes protégées. Quel paradoxe ! La conversion des Etats-Unis en une puissance navale de premier ordre

(1) Adams, œuvre citée, p. 293.

mettait pour la première fois les puissances européennes, dans l'obligation de reconnaître, sinon la doctrine, du moins la force qui peut la faire éventuellement triompher. C'est ainsi que l'Expression « l'Amérique pour les Américains » prend une signification de décisive réalité, dont elle n'avait pas joui jusqu'alors.

Ainsi donc par la reconnaissance du mandat de non intervention dans les affaires hispano-américaines, ces nations érigent par une conséquence logique, les Etats-Unis en une sorte de gendarme, qui doit imposer aux nations latines américaines la réalisation de leurs compromis financiers et de leurs obligations internationales. C'est-à-dire que la doctrine se convertit en un instrument d'intervention, juste au moment où elle aurait pu offrir une protection contre des possibles interventions de l'Europe.

Les puissances européennes, en effet, disaient ou pouvaient dire au sujet des motifs des conflits comme celui de Vénézuëla, si nous ne pouvons pas intervenir même temporairement pour obliger ces pays à nous payer leurs dettes ou pour les contraindre à d'autres réparations, nous devons nous adresser à vous Oncle Sam, pour obtenir par votre paternelle intervention, les satisfactions qui nous sont dues.

Les Etats-Unis acceptèrent avec plaisir ce rôle qui était un développement naturel de l'historique déclaration, d'autant plus que ce nouveau développement s'adaptait parfaitement à leurs convenances et à leurs nécessités stratégiques et économiques. C'est comme

cela que Roosevelt définissait et défendait catégoriquement, le nouveau rôle interaméricain de son pays. Et bien plus que ceci, il mit le principe en pratique, malgré l'opposition du Congrès, dans le cas de son intervention à Saint Domingue. Ceux qui vinrent après lui continuèrent la nouvelle route tracée et même l'élargirent, ce qui est un procédé logique. Nous avons vu que dans le cas du Mexique, le gouvernement de la Maison Blanche s'appropriâ le droit d'intervention, dans des cas complètement étrangers au respect et à la réalisation des obligations financières internationales. C'est ainsi que ce Gouvernement, sous la présidence de William H. Taft, intervint au Nicaragua, par exemple, sous prétexte qu'il était nécessaire d'assurer l'ordre et le respect des institutions républicaines. Il fit quelque chose d'approchant au Guatemala et dans d'autres pays de l'Amérique Centrale ; au Mexique il voulut même intervenir, à cause de la politique religieuse du gouvernement de ce pays.

Une des preuves éclatantes de la constatation non tacite mais exprimée du changement opéré dans le rôle des Etats-Unis fut la reconnaissance de l'ex-président mexicain, de la Huerta. L'épisode est très connu. La Grande-Bretagne reconnaît le gouvernement *de fait* du dit la Huerta conforme au droit international et les autres pays européens y compris la France firent de même. Cependant les Etats-Unis refusent leur reconnaissance et insistent auprès du Gouvernement anglais pour qu'il retire la sienne, ce à quoi il consentit

finalement. Naturellement les autres nations suivirent l'exemple de l'Angleterre ou plutôt celui des Etats-Unis.

Un autre cas et il y en a beaucoup de semblables, a été offert par le gouvernement anglais, qui en se plaignant de l'attitude du Mexique dans certaines affaires, ne le fit pas au gouvernement de ce pays mais à la Chancellerie de Washington.

De même le gouvernement américain dans ses relations avec le Mexique et les nations de l'Amérique Centrale tendait à ériger en pratique la reconnaissance de ces gouvernements moyennant des conditions précises et mêmes contractuelles, ce qui est entièrement contraire aux règles du droit international.

Pour les pays latins américains, une telle évolution générale de la politique anglo-américaine, engendre des inconvénients et des périls politiques évidents. Et nous parlons de la politique extérieure et non de la doctrine de Monroe, parce que celle-ci en réalité, a perdu toute signification initiale. Disons pourquoi.

Le monroeisme, à son origine et pendant le XIX^e siècle, est, théoriquement du moins, pour les nations ibéro-américaines, un instrument de protection éventuelle contre les interventions ou les conquêtes possibles de la part des puissances européennes. Mais avec les transformations opérées au cours du siècle actuel et surtout depuis la guerre mondiale, le péril de telles contingences a disparu presque complètement. L'Allemagne représentait avant ce conflit le seul facteur in-

quiétant *en une certaine mesure*, d'après le point de vue que nous considérons. Elle était la seule en effet des grandes puissances qui auraient pu se laisser tenter par l'aventure d'une tentative de colonisation américaine, étant celle qui manquait de territoires vastes et bien situés, pour l'expansion de sa population et son développement industriel. Une telle entreprise n'était concevable cependant qu'après le triomphe d'une guerre comme celle de 1914, après avoir vaincu la coalition des autres principales puissances européennes. C'est pour cette raison que les pays latins américains s'associèrent et sympathisèrent à la cause des Alliés.

La victoire de cette Alliance fit disparaître l'hypothèse d'un semblable péril pour les nations ibéro-américaines. Et voici que, justement, la puissance de l'ambitieuse protectrice du Nord, atteint son point culminant. C'est-à-dire que quand le péril des interventions disparaît d'une façon presque absolue, le protecteur devient trop puissant. C'est à ce propos que nous parlâmes du paradoxe d'une protection qui peut devenir périlleuse si elle s'appuie sur une grande puissance capable de la rendre réellement efficace. Il est logique que toute protection forte, subordonne nécessairement, et à la longue devienne humiliante ou onéreuse. Le paradoxe est cependant, purement apparent. Et il reste encore à signaler la plus fondamentale et la plus significative des circonstances qui a opéré la transformation des sentiments et des positions respectives des deux Amériques. Nous nous référons à ce

que l'on appelle couramment l'impérialisme américain. L'existence d'un tel impérialisme est reconnu par les anglo-américains. En vérité, ils l'annoncent et vantent avec orgueil sa logique et fatale continuité dans l'avenir. Il convient de rappeler quelques-uns des extraits significatifs de ces opinions. Le professeur S. H. Power dans son livre « L'Allemagne entre les nations » écrit :

« Il est difficile de suivre l'expansion de l'Amérique dans l'Amérique du Sud sans sentir qu'elle ira plus loin. Il ne s'agit pas de savoir si elle ira plus loin.

Nous ne faisons ni accusation ni propagande mais une étude sur la question. La seule affirmation que nous puissions avancer c'est que le caractère national assure une certaine continuité de cette politique et que les motifs qui furent puissants dans le passé le seront à l'avenir.

Ceci admis le développement ultérieur de la puissance des Etats-Unis en Amérique Centrale semble assuré. Si les raisons qui nous ont forcé à restreindre la liberté de Cuba, à prendre en main les problèmes financiers de Saint-Domingue et à assumer l'administration de Haïti sont légitimes, nous avons encore devant nous plus de travail encore. Les conditions n'étaient pas pires à Haïti que dans d'autres pays de l'Amérique Centrale. Une incompétence et un extrême désordre ont caractérisé l'administration de chacun de ses pseudo-états que les préoccupations des véritables nations ont temporairement abandonné à leur indé-

pendance. C'était une pure loterie que de savoir lequel des danseurs devait être le premier à payer le flûtiste, mais tous ont dansé et tous doivent payer. En s'affrontant chacun avec l'inévitable crise le même problème se présente. Quelle raison y a-t-il de croire que nous n'apporterons pas une solution semblable ? » Pour les partisans de l'indépendance, l'Amérique Centrale constitue un petit monde. Pour le parti impérialiste ce n'est qu'un pion sur l'énorme échiquier de l'empire mondial. Nous pouvons sympathiser avec les uns ou avec les autres mais nous ne devons pas juger l'un par la conduite de l'autre. Les Etats-Unis jouent le grand jeu, ils doivent le jouer et le bien jouer puisque l'enjeu est leur existence.

.....

« Enfin, il y a des occasions qui se présentent à nous. Plus qu'aucun autre peuple nous avons des proies à portée de notre main et nous sommes en train de les prendre. Jamais notre frontière n'a été aussi animée qu'elle ne l'est aujourd'hui. L'acquisition de nouveaux territoires devient courante et n'attire plus l'attention. Sur 100 américains, il n'y en a pas un que se rend compte que nous avons un protectorat sur Haïti et que notre domaine s'étend à travers toutes ces mers du Sud. S'il le savait, sa seule réaction probablement serait une complaisance légèrement plus grande. La porte reste ainsi grande ouverte pour que, ému par la périlleuse irresponsabilité de ces semblants d'états in-

signifiants, un gouvernement se réfugie dans un impérialisme chaque fois plus étendu » (1).

L'auteur de qui nous prenons la citation dit à l'occasion de cette opinion que « des arguments comme ceux-ci ne représentent sûrement pas la meilleure pensée nord-américaine, cependant ils sont assez connus pour répandre une grave alarme à travers l'Amérique latine. Ceux qui conservent un reste de confiance dans la bonne foi de telles affirmaitons et de promesses apaisantes voudraient les croire. Mais la vérité est que des idées de l'ordre de celles qui ont été reproduites ont été et sont lancées par les organes d'opinion et par les hommes du Gouvernement les plus représentatifs des Etats-Unis comme Seward, Olney, Roosevelt, Root, Borah, etc., etc... sans nommer les publicistes. Le même professeur Inman présente élogieusement dans son livre cité, un programme pour l'Amérique Centrale qui tend essentiellement à convertir ces pays en pures et simples colonies des Etats-Unis. En tenant compte du fait que cet écrivain appartient au parti très peu nombreux des américains modérés ayant une certaine sympathie pour les latins américains il convient de s'arrêter pour considérer le résumé de ses observations et de ses recommandations : « Pour me résumer, mes observations de première main, en Amérique Centrale m'ont amené aux conclusions suivantes :

1°). La vie économique et politique de ces pays est entre les mains des Etats-Unis. Quelles que puissent

(1) Paragaphes pris de Inman, œuvre citée, pp. 166.

être les intentions des deux partis, les relations modernes de la vie le rendent inévitable. Nous nous trouvons donc en face de quelque chose qui ressemble fort à un problème colonial.

2°). La méconnaissance de cette étroite relation, le manque d'expérience coloniale et la pratique d'une politique opportuniste a amené à des équivoques grâce auxquels ces interventions même justifiées furent plus publiquement ressenties qu'il ne convenait.

3°). Le fait de n'avoir pas ouvertement défini une politique et d'avoir abandonné surtout aux militaires ces questions a conduit à une politique de suppression plutôt que d'aide constructive.

4°). Les interventions étant surtout destinées à conserver l'ordre, à protéger les américains qui ont versé des capitaux et à éviter les interventions européennes par trop fréquentes, les partis réactionnaires sont protégés, les partis libéraux sont privés de tout moyen de protestation efficace et l'aide de celui qui intervient se borne trop fréquemment aux affaires matérielles avec peu d'attention au développement de l'éducation.

Il suggère ensuite les mesures nécessaires pour résoudre « cet important problème du développement et du maintien des *relations amicales*... le soulignement est nôtre. Quelques-unes de ces mesures sont :

1°). Retrait des bateaux des Etats-Unis des pays où ils sont stationnaires.

2°). Suppression de la censure de la presse dans les pays où elle est maintenue en ce moment, et encoura-

gement à la libre discussion entre les Etats-Unis et les autres pays intéressés pour que le peuple puisse publiquement déterminer et manifester franchement les plans d'action pour les relations internationales.

3°). Création d'un service à responsabilité reconnue aux Etats-Unis pour préparer les travaux des pouvoirs exécutifs et législatifs et leur servir de conseil en ce qui concerne les relations entre ces pays et les nations plus petites qui se sont mises sous leur dépendance.

4°). Signature de traités entre les Etats-Unis et certains pays d'Amérique Centrale, basés sur le consentement explicite du peuple et qui reconnaissent la souveraineté de la nation plus petite et définissent explicitement ce que la nation plus forte peut et ne peut pas faire en apportant un concours nécessaire pour rendre le gouvernement stable, assurer la sincérité des élections, rétablir les finances, développer l'hygiène et les travaux publics ainsi que l'enseignement (1).

Comme on voit, le fond des propositions précédentes tend à convertir le système actuel de protectorat de *fait* en protectorat explicite, contractuel si on peut dire et, sans aucun doute, d'après cet ingénieux et habile apôtre de l'impérialisme, une des fins des traités conseillés serait de reconnaître la *souveraineté des petits pays qui ont été amenés à dépendre des Etats-Unis*. L'opinion de l'auteur doit être vraisemblablement qu'avec de semblables traités, de meilleures relations se créeraient entre les pays de l'Amérique Centrale et les

(1) Inman, œuvre citée, pp. 321-322.

Etats-Unis. Ce qui ne laisse aucun doute, c'est que de tels traités combleraient les vœux actuels des hommes politiques et des professeurs des Etats-Unis. De tels arrangements feraient de l'Amérique Centrale une prolongation des Etats-Unis. Ce serait un pas décisif de plus vers la jonction rêvée avec le Panama. La politique américaine vers l'Amérique Centrale est la continuation directe, une simple étape de plus de l'histoire des expansions antérieures commencées depuis la période coloniale.

Cette expansion s'effectua d'abord vers l'ouest et ensuite vers le Sud et le Nord et ainsi de suite jusqu'à nos jours où elle poursuit son cours.

Ce qui est curieux, c'est qu'une zone conquise sert de prétexte à l'acquisition d'une autre et celle-ci à d'autres encore. Donc l'expansion vers les actuels états occidentaux a exigé la possession de l'embouchure du Mississipi, c'est-à-dire de la région de Nouvelle-Orléans et de celle de la Floride. La conquête du Texas rend opportune celle du Nouveau Mexique et de la Californie, etc. C'est ensuite la nécessité d'ouvrir aux provinces de la côte du Pacifique une rapide communication maritime par un isthme comme celui du Panama. La zone conquise et le canal construit, surgit, sous une forme plus précise, la nécessité de la domination stratégique, économique et politique de l'Amérique Centrale. Cuba ne pourra jamais être un pays complètement souverain parce que sa situation stratégique est trop importante pour une puissance navale et mari-

time comme celle des Etats-Unis. En vérité, cet argument de la « nécessité » comme motif déterminant d'une semblable politique a quelque chose de fondamental, mais fournit surtout un prétexte simple et conscient. Elle se fonde sur ce fait que la possession d'un territoire donné est plus assurée quand on domine les points stratégiques voisins ou les voies actuelles de débouchés vers la mer.

Commençons donc à examiner en passant cet argument et d'autres présentés comme fondements de l'expansion nord-américaine.

En premier lieu, les nécessités stratégiques d'ordre militaire et économique.

Prenons l'exemple le plus caractéristique et à la fois le plus typique de l'impérialisme américain : le Panama. Son importance stratégique et économique est indiscutable pour les Etats-Unis. Nous pouvons donc admettre facilement que ce travail était réclamé impérieusement par les intérêts essentiels du pays. Mais davantage encore le Canal était économiquement nécessaire aux autres pays latins-américains, surtout à ceux du Pacifique. Il l'était aussi pour les pays d'Europe et d'Asie. Ceci posé il y avait, il est vrai, deux possibilités pour la réalisation d'une telle entreprise : les Etats-Unis pouvaient agir seuls ou au moyen d'une coopération internationale. Les Etats-Unis dès qu'ils le purent, essayèrent de s'opposer à ce que le canal fut réalisé sous la forme d'une œuvre internationale. Il y a une surabondance de preuves à l'appui de ceci et la

raison d'une telle prétention et d'une telle conduite est très simple. Ils cherchaient tout d'abord à satisfaire leurs besoins et, en second lieu à obtenir une situation privilégiée par rapport aux autres nations au point de vue économique et militaire.

Et voici justement ici la limite de la *nécessité* comme argument de l'expansion d'un pays. En face de ses besoins plus ou moins justifiés, il y a les besoins des autres. Et quand ces autres ajoutent à la raison indiquée la considération que leur territoire, la situation ou la richesse convoitées sont à eux, alors la force persuasive et justificative de la *nécessité* invoquée par l'aspirant à sa possession perd toute sa force.

On pourra répondre à cette argumentation, qu'elle repose sur l'ordre juridique international établi et qu'elle est purement conventionnelle et sans valeur en face des exigences de croissance de certaines nations ou races privilégiées ou supérieures. Ce raisonnement constitue l'argument essentiel de tout impérialisme. Nous l'examinerons plus à fond après avoir considéré les autres arguments en faveur des Etats-Unis.

Un deuxième argument fondamental pour expliquer et justifier l'impérialisme en général est la *nécessité* imposée par le régime de l'organisation capitaliste des grandes nations industrielles. Un exposé de cet argument ou de cette cause se trouve dans les lignes suivantes du Vice-Président de la commission nord-américaine de Tarifa.

« Un troisième facteur qui caractérise notre monde

moderne... est le développement du type moderne de l'impérialisme économique. Les racines de ce développement se trouvent dans la nature même du capital. La production capitaliste de la manufacture tend à produire plus que ce que l'on peut vendre avec un bénéfice. Le capital tend aussi à s'accumuler rapidement. En d'autres termes la consommation des biens comme celle du capital tend à s'accroître moins vite que la production. La classe capitaliste qui a la direction des affaires modernes cherche constamment de nouveaux marchés où elle pourrait vendre ses produits, et trouver de nouvelles opportunités pour investir l'excédent de ses capitaux.

« Ces affirmations ne sont pas faites pour condamner le capitalisme. Pour le moment on ne dispose pas d'une meilleure organisation de notre vie économique et la production capitaliste est sûrement le meilleur moyen pour la mise en valeur des ressources mondiales. Malgré tout il est nécessaire que nous comprenions bien les tendances et les possibilités de l'expansion capitaliste pour éviter des conflits et de mauvaises adaptations.

« Ces tendances du capitalisme apparurent d'abord en Grande-Bretagne. D'autres nations, sans doute, particulièrement les Etats-Unis et l'Allemagne, s'aperçurent promptement que leur force politique dépendait de leur puissance économique et, elles commencèrent à suivre l'exemple de l'Angleterre. Elles élevèrent des tarifs contre les articles anglais. Les Etats-Unis étant

riches en ressources naturelles et ayant un vaste marché intérieur pour leurs propres industries furent au commencement peu intéressés par le commerce extérieur et le développement d'un empire colonial. Mais l'Allemagne comme l'Angleterre commença à chercher au-dehors des marchés et des sources de matières premières ». (1).

Un autre fondement généralement invoqué en faveur de l'impérialisme est l'expansion plus ou moins rapide de la population d'un pays qui à un moment donné a besoin impérieusement de l'expansion territoriale. Telle était la raison ostensible et primordiale qu'invoquaient les nationalistes allemands pour appuyer l'idée d'une plus grande Allemagne. Ceci est également l'idée actuelle de Mussolini. Aux Etats-Unis, cet argument est encore peu employé parce que leur étendue est tellement grande qu'un tel argument n'aurait aucune force venant d'eux. Ceci est cependant une des raisons principales données pour expliquer leur expansion antérieure vers l'ouest et la conquête du Texas et d'autres territoires mexicains. Ils l'invoqueront de nouveau à l'avenir à mesure que la population ira augmentant.

Un titre légitime à l'expansion et à la conquête que proclament aussi tous les nationalistes avides de conquêtes est la prétendue supériorité de certaines races sur d'autres, principalement celles possédant des territoires enviables. En règle générale, l'argument pré-

(1) « The Annals of the American Academy of Political and Social Science », Mars 1924, p. 5.

cédent est toujours accompagné ou précédé d'une ambition idéaliste : l'amélioration des conditions de vie des peuples ou des races vivant à l'état barbare ou dont la civilisation antérieure a disparu.

Quelques fois dans le cas de l'impérialisme nord-américain tous les arguments indiqués ont été et sont employés à justifier ce qui a été fait dans le passé et la tendance actuelle de leur politique extérieure. Ils ne les développent pas systématiquement et audacieusement, comme le firent les pangermanistes pour plusieurs raisons. Mais il est évident que tout cela viendra en son temps. Pour le moment les forces qui ont opéré cette évolution nationale et internationale des pays ne sont pas arrivées à être réellement impératives et évidentes à la grande masse de la population. D'autre part la prudence instinctive des hommes d'Etat et des dirigeants de l'opinion tient compte des susceptibilités des nations aux dépens desquelles s'opèrent ou se sont opérées les nouvelles expansions nord-américaines. C'est pour cela que la politique extérieure des Etats-Unis essaye de s'envelopper de formules en apparence plausibles et même généreuses comme la Doctrine de Monroe, le Panaméricanisme, etc. Pour beaucoup de nord-américains, naturellement de telles formules contiennent vraiment un généreux idéal américain et même humain. C'est ce qui arrive à quelques professeurs, journalistes et hommes politiques de second ordre et à « l'homme de la rue », lorsqu'il a quelque idée à ce sujet. Il y a sûrement aussi des intelligences supérieu-

res qui croient sincèrement à de telles formules. Mais ce sont des exceptions qui ne triomphent dans la politique que par un hasard ou sous le coup de circonstances transitoires.

Jusqu'à maintenant le rôle décisif de l'expansion internationale anglo-américaine a correspondu à ses besoins de nouvelles sources de matières premières et de combustibles, comme à ceux de points géographiques d'un intérêt stratégique, commercial ou militaire. Ses expansions plus récentes n'ont pas obéi comme il a déjà été noté au besoin de nouvelles terres à peupler par une population surabondante. Tout au plus une des forces agissantes a été la convenance et le besoin de s'assurer des zones d'approvisionnement en combustible et en certains produits alimentaires de toute nécessité comme le sucre et les fruits tropicaux. Ce qui a donné au Mexique tant de force attractive pour l'homme d'affaire et pour l'homme politique nord-américain c'est, comme tout le monde le sait, ses exceptionnelles richesses minières et surtout le pétrole. Cuba et d'autres pays d'Amérique Centrale d'autre part, ont un magnétisme également puissant comme source de produits alimentaires par leur situation stratégique et par leur valeur actuelle ou potentielle comme marché d'importation et comme champ de placement de capitaux.

Avec la guerre mondiale, l'évolution économique des Etats-Unis, rapide en elle-même, reçut un élan extraordinaire, qui eut pour effet, entre autres choses, d'en

faire la première puissance financière du monde. Ce phénomène joint à son développement manufacturier accru aussi par la guerre, a donné une imposante impulsion à son expansion économique internationale. Par suite ses investissements financiers et économiques en Amérique latine se sont prodigieusement multipliés. Ainsi ses capitaux ont submergé les bornes de l'Amérique Centrale et ont étendu leurs alluvions fécondés jusqu'en Colombie, au Vénézuëla, à l'Equateur, au Pérou, au Chili, en Bolivie. Ces investissements économiques ont été dirigés de préférence vers la mainmise sur les matières actuellement nécessaires aux Etats-Unis ou qui le deviendront dans un délai réduit : étain, cuivre, pétrole, fer, caoutchouc, viande, etc.

Quant à l'avenir, sans aucun doute les forces auxquelles nous avons fait allusion ne cesseront pas de croître. L'économiste et l'homme d'affaire anglais Sir Josiah Stamp estimait que les Etats-Unis ne pourraient même pas rapatrier l'intérêt des capitaux investis en Europe depuis la paix. Il s'appuyait sur la raison que de tels rapatriements ne pouvaient se faire que sous forme de marchandises importées ou de métaux précieux. Dans le cas où la première de ces prédictions se réaliseraient les Etats-Unis souffriraient d'une énorme crise industrielle sous l'action des grandes importations européennes. Quant au procédé indiqué en second lieu l'on sait qu'il serait impraticable et désavantageux au plus haut degré. Maintenant même la moitié du capital monétaire mondial se trouve dans les banques et dans le Trésor nord-américains,

Alors même que les événements de la guerre et de l'après-guerre ont démenti plus d'une prédiction de ce genre, il est difficile d'imaginer une éventualité contraire, *grosso modo* à celle déjà que nous venons de rapporter. Les Etats-Unis sont dans la situation d'un individu qui a accumulé une telle fortune qu'il faut bien que les intérêts s'accumulent sur le capital, dans l'impossibilité matérielle de pouvoir être entièrement dépensée par leur propriétaire et sa famille.

Nous avons déjà observé qu'un des meilleurs champs futurs d'investissements de ces disponibilités financières sera l'Amérique latine. Dans les dernières années, une grande partie de ces capitaux ont été investis en Europe, pour répondre aux vastes exigences que la guerre et ses conséquences y ont fait naître. Mais à l'avenir, les besoins et les occasions de réinvestissements ne se présenteront pas sous la même façon et au même degré. Les investissements se feront de préférence dans des régions plus neuves.

On pourrait dire que les forces d'expansion nord-américaines constitueront un bienfait positif pour le développement latin-américain, et n'importe qui répondrait : sans doute. Mais voyons de plus près ce que sera ce progrès et ce qu'il coûtera.

III. — Latins et Anglo-Américains

Pour quelques-uns des latins-américains représentatifs, les hommes et les populations de leur race sont indiscutablement inférieurs par leurs qualités indivi-

duelles et collectives aux américains septentrionaux. Citons par exemple M. Alfred Colmo, professeur à l'Université de Buenos-Ayres. Si l'on écoute S. G. Inman, son livre « *les pays de l'Amérique latine* » est le plus récent et probablement le plus étendu des traités sociologiques, et cependant, il est plein de critiques de sa propre nation et d'éloges des nations anglo-saxonnes. Dans cet ouvrage l'auteur argentin dit :

« Qu'ont de commun les Etats-Unis et les peuples de l'Amérique latine ? Très peu : le fait accidentel de leur situation géographique dans le même hémisphère et les circonstances extérieures, qui les rendirent indépendantes presque en même temps. Quelles sont les différences qui les séparent!? Presque tout et d'une façon si nette qu'ils sont presque complètement opposés l'un à l'autre. Si l'on met de côté des détails et des considérations secondaires, les contrastes sont les suivants, en donnant toujours la position inférieure aux pays de l'Amérique latine : pays peuplés, pays de conditions favorables à l'habitation, richesse et misère, actes et paroles, activité et atrophie, éducation d'un côté, manque d'instruction de l'autre, travail fécond et politicaillerie, commerce et militarisme, ordre et impulsivité, légalité et mépris de la loi, volonté libre et arbitraire, moralité et égoïsme, chemins de fer et mulets, vérité et mensonge, des principes et des hommes, civilisation et stagnation et même barbarie, liberté et esclavage, etc. ».

Le même auteur dont nous avons traduit la citation

précédente reproduit d'autres jugements du professeur argentin, comme ceux qui suivent : « L'Association chrétienne de la Jeunesse vient parmi nous et c'est un vrai Temple, ce qui démontre comme les anglo-saxons se distinguent individuellement, par ce qui est juste et noble. Je ne connais pas une organisation soit d'ouvriers, d'Université, d'hommes d'affaires dans les pays anglo-saxons qui n'ait comme base réelle une idée morale parce qu'elle est l'image de la moralité et l'initiative individuelles » (1).

Un autre écrivain latin-américain Julio R. Barcos exprime des opinions comme celles-ci : « nous sommes encore modelés spirituellement à l'image et à la ressemblance de notre mère l'Espagne. Nous avons uniquement changé la façade de nos coutumes et de nos croyances, mais en réalité, au fond de notre psychologie, il y a en chacun de nous, hispano-américain, un soldat, un moine ou un voyou en germe, lointain héritage des Pizarro et Gil Blas qui en émigrant sur les plages injectèrent ou leur sang ou leur âme dans l'élément aborigène de notre Amérique... » (2).

De telles opinions sont la marque d'une fervente admiration des qualités de la civilisation anglo-saxonne. L'erreur de ces jugements est leur évidente exagération et la croyance que les différences notées sont essentiellement les conséquences d'héritages ethniques, défauts transmis par le sang du conquérant espagnol.

(1) Paragraphes pris de Inman, œuvre citée, pp. 51-52.

(2) Paragraphes traduits de l'œuvre de Inman, œuvre citée.

C'est aussi une profonde erreur que de parler de stagnation.

Dans d'autres écrivains plus superficiels, l'admiration pour les anglo-saxons atteint les limites du ridicule. Tout est grand, moral et noble dans la République du Nord, tandis que dans celle du Sud, on trouve la misère matérielle et morale, la mauvaise foi, le retard et jusqu'à la barbarie comme le dit encore le professeur argentin cité.

La conception presque traditionnelle des hommes politiques latins-américains de la doctrine de Monroe et de la politique interaméricaine des Etats-Unis est directement issue du même manque de profondeur dans les connaissances et dans les critères.

Il ne faut donc pas s'étonner que beaucoup des journalistes, écrivains, professeurs et politiciens nord-américains aient exprimé à propos de l'Amérique latine des propos plus pessimistes et plus dédaigneux encore que ceux déjà cités. Cela était d'autant plus logique que tout impérialisme a besoin de s'exalter par la doctrine de la supériorité de la civilisation et de la race. C'est une des armes de la politique belliqueuse et surtout de la conquête. « Une race conquérante est habituée à mettre en relief sa descendance d'une origine supérieure ». Son orgueil des traditions lui est légué par ses aïeux. (1).

Quelques-uns des reproches ou des accusations les plus fréquemment lancés par les anglo-américains con-

(1) Branford et P. Geddes « Our Social Inheritance », p. 3.

tre les pays du Sud surtout contre ceux de l'Amérique centrale sont les suivants : héréditairement ils sont incapables de se gouverner eux-mêmes, la malhonnêteté est de règle parmi leurs hommes politiques, les habitants sont indolents de naissance, incapables par conséquent d'aucun progrès collectif, etc... Quelques-unes de ces collectivités sont des caricatures de nations incapables de subsister par elles-mêmes et plus incapables encore de progresser sans l'aide bénévole des races supérieures. S'ils occupent des positions géographiques stratégiques ou s'ils possèdent des territoires contenant des grandes richesses naturelles et qu'ils s'opposent à être aidés pour progresser, les intérêts de la « civilisation » exigent que de tels éléments soient donnés par les peuples avancés.

La sécurité de ces grands noyaux civilisés et civilisateurs est un des droits les plus sacrés. De plus, au nom de ces reproches ou accusations générales, les disciples et exécuteurs de la politique de l'impérialisme prétendent quelquefois justifier leurs idées et leur conduite par des accusations ou des charges plus concrètes comme celles que nous allons énumérer.

En premier lieu, le défaut d'exécution des accords financiers internationaux et le péril d'une intervention européenne.

En second lieu, l'anarchie politique, causée par l'ambition démesurée et par les autres défauts des politiciens de ces pays. Les conséquences de telles tares dans le gouvernement sont le retard dans le dévelop-

pement économique, le fonctionnement systématiquement faussé des institutions républicaines, le manque de garantie pour les capitaux investis dans les pays, etc...

En ce qui concerne la première de ces imputations, on doit dire que les arguments qui ont servi de base à ce qu'on appelle la doctrine de Drago contre le recouvrement par la force des dettes extérieures par des nations européennes, s'appliquent ou doivent s'appliquer à une intervention américaine ayant des fins semblables. Théodore Roosevelt accepta, comme président, ce principe, et fut ensuite le premier à le violer à Saint Domingue et dans d'autres pays des Antilles.

Si les Etats-Unis ne souhaitent rien d'autre qu'une politique de respect de tels engagements, la doctrine que nous avons mentionnée, leur offrait la solution internationale cherchée, pour qu'un Etat en retard sur ses paiements, satisfasse à ses obligations vis-à-vis de ses créanciers européens ou américains. Drago lui-même disait en établissant les bases du principe qu'il voulait faire adopter : nous ne prétendons en aucune façon que les nations sud-américaines restent à n'importe quel point de vue exemptes des responsabilités de toutes sortes, que les violations du droit international impose aux peuples civilisés.

La politique interventionniste des Etats-Unis pour le recouvrement par la force des conventions financières est devenue d'autant plus dangereuse, que ce pays est actuellement le principal créancier de l'Amérique

Centrale. Ce qui est plus grave, c'est que plus d'une fois les gouvernements des Etats-Unis ont voulu imposer à ces nations des emprunts pour pouvoir ensuite intervenir dans les douanes ou justifier des démarches de grave conséquence pour l'indépendance de ces pays. C'est ce qu'ils prétendaient faire pour le Mexique pendant la guerre de Sécession nord-américaine et c'est ce qu'ils ont fait pour le Nicaragua.

Quant à la deuxième accusation il faut avouer que malheureusement l'anarchie politique a été générale dans la plus grande partie des pays latins américains. Une telle forme de vie politique était cependant une conséquence fatale des facteurs géographiques ethniques et sociologiques que nous avons déjà analysée. Le brillant progrès atteint par la majorité des pays sud-américains sans aucune intervention extérieure est une preuve de ce que le désordre politique n'est pas un mal incurable. Lorsque le progrès économique est généralisé dans un pays l'ordre tend à s'établir puis à devenir permanent sous l'influence d'un esprit plus conservateur, d'une plus grande diffusion de culture et d'autres transformations facilitées par le progrès économique.

Les nord-américains peuvent signaler comme cas démonstratif de l'influence favorable de leur domination ou de leur intervention ceux de Cuba et de Puerto Rico. Il est indiscutable que ces îles ont réalisé une surprenante évolution économique dans les quinze ou vingt dernières années. Mais les pays de l'Amérique

Centrale aussi ont visiblement secoué une certaine torpeur économique dans laquelle ils vivaient jusqu'à une date récente.

Nous croyons, cependant, que c'est une erreur de considérer que de tels progrès auraient été impossibles sans l'intervention des Etats-Unis. Les facteurs vitaux dans ce pays ont été la demande américaine de leurs produits et l'investissement de capitaux justifié par une telle demande. Mais ces facteurs auraient joué leur rôle avec ou sans l'intervention américaine puisque les Etats-Unis avaient un besoin impérieux d'utiliser ces marchés.

D'autre part, le progrès atteint au prix de la perte partielle ou totale de la souveraineté d'un pays est un progrès acheté à un trop haut prix. Et la preuve que c'est là le sentier dominant dans les pays, où l'influence politique nord-américaine a été prépondérante, c'est qu'il y a contre celle-ci une répulsion populaire très marquée. C'est pour cela que, comme le constatent le professeur Inman et d'autres, les Etats-Unis protégeaient non les partis libéraux mais les gouvernements réactionnaires, comme il arrive au Nicaragua. Là, d'après la propre confession d'un des représentants diplomatiques des Etats-Unis, une libre élection enlèverait le pouvoir au groupe que les Etats-Unis protègent par leurs troupes de débarquement et leurs vaisseaux de guerre.

Il y a des preuves éloquentes qui montrent que le but essentiel de la politique des Etats-Unis dans l'Amé-

rique centrale n'est pas de faire sentir son influence pour l'établissement d'un ordre stable, afin de favoriser l'expansion de leur commerce. Citons deux de ces preuves :

On sait qu'un des motifs constants de froissements, de luttes civiles et de conflits internationaux dans l'Amérique Centrale a été et est la coexistence des pays qui le constituent comme unités indépendantes. Une des conséquences de cette coexistence est un désir d'union, mais d'union que chaque pays aspire à réaliser d'abord pour lui-même et sous sa propre direction. Pour arriver à une telle fin, chacun d'eux suscite fréquemment une insurrection dans le pays voisin d'où résulte l'anarchie intérieure et la haine réciproque. Tel est le cas, sauf quelques exceptions.

On créa en 1907, pour mettre fin à un tel état de choses et pour préparer une évolution vers la réformation, une Cour de Justice de l'Amérique Centrale sous le patronage des Etats-Unis. Mais dès la première intervention importante de cette Cour, les Etats-Unis la frappèrent d'un coup mortel. La raison était que la Cour s'était prononcée contre la concession faite par un gouvernement précaire du Nicaragua, concession qui devant la décision de la Cour, lésait les droits et les intérêts des autres pays de l'Amérique Centrale.

Un autre exemple largement significatif nous est fourni par le canal du Panama.

Si le but essentiel de la politique nord-américaine avait été d'assurer la réalisation de cette grande entre-

prise comme une condition de progrès pour eux-mêmes et pour les pays américains, ils auraient dû la faciliter quand elle allait être tentée par d'autres. Mais déjà en 1880 le président Hayes disait au Congrès : « La politique de ce pays veut un canal sous la domination américaine ». Et l'on sait que pour atteindre ce but ils n'hésiteraient pas à exécuter un des plus frappants attentats internationaux contemporains, que le progrès économique réalisé dans les pays de l'Amérique Centrale sous le régime de la politique d'intervention anglo-américaine comporte un côté onéreux et dangereux, c'est ce que reconnaissent les américains du Nord eux-mêmes quand ils sont à peu près impartiaux. En voici une preuve :

« Au moyen de la « Enmienda Platt » nous exerçons un grand pouvoir sur la vie politique de Cuba. D'une façon générale, cela n'a eu que des résultats heureux, mais il s'en faudrait de peu qu'elle ne la transforme en un pouvoir qui aide une minorité à exploiter une majorité. Au point de vue économique nous tenons Cuba entre nos mains. Les deux récoltes de tabac et de sucre sont pour nous d'un si vital intérêt que nous sommes parvenus à les dominer. Depuis que Cuba n'a que des productions aussi peu variées et nous les vend presque toutes, il doit dépendre de nous non seulement pour les articles manufacturés mais pour tout ce qui se rapporte à des articles d'alimentation. Le développement sur une grande échelle d'un système de propriétaires non résidents pourrait facilement créer une Irlande

américaine pour les Etats-Unis. Pour l'éviter, il nous faut redoubler d'énergie pour aider Cuba à développer l'éducation de sa population afin que, un caractère bien trempé puisse apporter la solution des problèmes de leur propre gouvernement, de la production diversifiée, de l'honnêteté administrative, et du sacrifice personnel pour le bien du pays ». (1).

Ce qui est arrivé au Mexique est un autre exemple typique. Les mexicains possèdent moins du 1/3 de la richesse totale du pays (2). Le premier résultat d'un tel système de domination est que les habitants ne participent que dans une proportion infime à l'exploitation des richesses naturelles de leur propre pays. Le deuxième résultat plus grave encore est le danger qu'il fait courir à la souveraineté nationale, comme on le voit au Mexique et dans les autres pays de l'Amérique Centrale.

Quant aux accusations d'immoralité politique lancées aussi pour justifier les procédés d'interventionnisme nord-américain ce n'est qu'un prétexte de plus. Dans les pays petits et relativement pauvres l'honnêteté publique est généralement plus grande que dans les autres par la limitation même de l'idéal économique et par la plus grande facilité avec laquelle peut se répandre dans le public la connaissance de faits d'un certain ordre. Au surplus si les gouvernants des Etats-Unis voulaient se dévouer à une active campa-

(1) Inman, œuvre citée, p. 276.

(2) « Foreign Affairs » N° d'octobre 1926.

gne de salubrité politique, l'œuvre qui s'offre à eux dans leur pays ne leur laisserait guère de loisirs pour s'occuper de ce qui se passe au-delà des frontières. A quoi bon rappeler le cas du ministre Pall, par exemple ou celui de l'ex-ministre Daugherty ? Ce fut le premier qui demanda si bruyamment l'intervention au Mexique sous la présidence de Wilson accusant les hommes politiques mexicains de tous les défauts, de tous les crimes et notamment de vol. Celui-là même qui maintenait des relations bien *sui generis* avec une des grandes compagnies pétrolifères de son pays et du Mexique !

Il n'y a pas de raisons pour discuter d'une façon plus étendue de tels prétextes. Que ce soit la force de l'impérialisme qui détermine l'action nord-américaine c'est ce qui est bien reconnu aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de l'encombrante « sœur » des nations du Sud. Même un journal anglais très mesuré et extrêmement prudent dans ses jugements sur tout ce qui se rapporte aux Etats-Unis commentait dernièrement quelques-uns des aspects de la politique extérieure de ce pays dans un éditorial que nous reproduisons :

« Aux Etats-Unis même ce procédé d'expansion ne blesse que les susceptibilités politiques d'une petite minorité et si on rencontre des gens qui parlent ironiquement de l'impérialisme économique et font de mordantes observations quand des marins américains débarquent au Nicaragua, leurs faibles protestations effleurent à peine l'opinion américaine. La poussée vers

le Sud des puissantes organisations économiques des Etats, est en réalité considérée comme un phénomène naturel entièrement concordant, avec la tradition nationale d'une progression continue, vers de nouvelles étendues : dans les prairies de l'Ouest jusqu'à ce qu'elles fussent entièrement occupées, maintenant vers les régions du Sud qui possèdent d'abondantes ressources non exploitées et qui, quoique étrangers et séparés politiquement sont sous plusieurs rapports particulièrement exposés à cette sorte de pression. Les petits états de l'Amérique Centrale sont ceux qui sentirent le plus les effets de cette pression venant du Nord. Panama lié à la construction du Canal de Panama et des Etats-Unis en est un exemple classique. Les droits respectifs de la République de Panama et des Etats-Unis ont été récemment définis à nouveau dans un traité qui, en tout cas, ne laisse aucun doute sur la position d'associé principal réservé aux Etats-Unis, dans une combinaison qui évidemment subordonne les droits politiques aux intérêts économiques. Après quelques considérations sur le Nicaragua l'article poursuit ainsi : il n'y a pas lieu de s'étonner de l'acquisition par les Etats-Unis de privilèges économiques semblables au Nicaragua qui par hasard possède une suite de lacs et de rivières pouvant tracer la route à un canal alternatif (1).

En vérité, les faits constituant l'histoire de l'impé-

(1) « The Times » N° du 30 novembre 1926.

rialisme américain sont tellement nombreux et évidents qu'il ne peut exister de doute pour personne, excepté pour certains publicistes, professeurs et politiciens latins-américains. Quelle explication peuvent donc fournir les personnalités nord-américaines qui défendent l'idéal pan-américaniste ? En voici une :

« Le deuxième principe avec lequel se confond la Doctrine de Monroe est celui de l'impérialisme. L'impérialisme n'a rien à voir avec la doctrine de Monroe, c'est uniquement une des tendances des nations modernes d'assumer la charge des pays plus petits et d'une organisation supérieure. En agissant ainsi nous avons suivi l'exemple des autres pays, car cette tendance n'est pas seulement générale mais elle constitue un facteur dans le champ économique et politique d'aujourd'hui. La plus grande partie de notre territoire a été gagnée en réalité aux dépens des autres nations. Qu'il nous soit permis cependant de dire en notre faveur que, au contraire de la majorité des grandes nations impérialistes, nous avons acheté la plus grande partie du territoire acquis. C'est là notre politique impérialiste, assez différente de la Doctrine de Monroe. Rappelons à nos amis latins-américains que le Chili, le Brésil et l'Argentine ont fait de même. Les grandes nations de l'Amérique du Sud ont agi comme les grandes nations de l'Amérique du Nord. Il est certes facile de penser que les Etats-Unis sont les seuls coupables mais toute grande nation est impérialiste. Ce n'est pas la doctrine de Monroe qui nous poussa à agir ainsi,

c'est la grande et attrayante idée de construire un empire. Nous ne sommes pas aussi coupables à ce point de vue que la Grande-Bretagne.

« Une troisième occasion de confusion vient de l'idée du pan-américanisme. Par pan-américanisme nous entendons la reconnaissance d'une communauté d'intérêts entre tous les pays américains et une volonté de la servir pour le plus grand avantage des intéressés. La tendance présente est de créer un concert de puissances américaines qui puissent agir unies pour la protection et l'aide mutuelle, le maintien de la paix et l'institution de meilleures relations commerciales, politiques et intellectuelles (1). »

L'auteur en reconnaissant de bon gré que la plus grande partie du territoire américain a été gagné aux dépens d'autres nations qui sont naturellement les latines américaines met en avant deux circonstances atténuantes. La première est que les Etats-Unis ont payé la plus grande partie des territoires acquis. La deuxième est la suivante : les Etats-Unis n'ont fait que suivre l'exemple des autres nations.

La première défense est tellement pauvre qu'elle ne mérite même pas une discussion. La somme versée au Mexique en paiement de la première extension territoriale des Etats-Unis est une véritable dérision aussi bien en elle-même que comparée à la valeur des possessions obtenues. On peut dire la même chose pour

(1) Inman, œuvre citée, pp. 172-173.

l'indemnité accordée à la Colombie pour la séparation du Panama. A notre époque le total annuel des droits d'entrée pour le passage du Canal est supérieur à 23.000.000 de dollars. A quelles sommes s'élèveront ces droits dans 15 ou 20 ans ? Mais l'argument n'est pas là, la valeur réelle d'un tel isthme est infiniment supérieure à de telles sommes, c'est une des clefs essentielles du commerce mondial, sans parler de sa position stratégique. Sa possession et son exploitation représentent un privilège d'une importance échappant à tout calcul. En revenant au cas du Mexique, la seule richesse aurifère de Californie représente des sommes beaucoup plus grandes que les 10 ou 15.000.000 dollars donnés par tous les Etats annexés.

La seconde défense comprend une double référence.

La première allusion touche le Brésil, l'Argentine et le Chili. La deuxième les puissances européennes et surtout l'Angleterre l'ancienne mère patrie de la République anglo-américaine puis maîtresse et rivale en une certaine mesure.

Il est vrai que les pays latins américains cités s'étendirent aux dépens de leurs voisins. Après la guerre contre le Paraguay les deux premiers pays lui prirent à peu près 150.000 kilomètres de terrain. Mais il convient de dire parce que c'est la vérité, que de telles expansions n'étaient ni l'aboutissement ni la marque d'une politique suivie et ferme comme dans le cas des Etats-Unis. D'autre part les pays latins-américains en question ne se sont jamais présentés comme les apô-

tres permanents de leur intégrité territoriale alors que c'est le cas pour les Etats-Unis.

En ce qui concerne la deuxième allusion rien n'est aussi alarmant qu'une telle confession et qu'une telle défense de l'impérialisme nord-américain. Qu'importe aux pays latins américains que la Doctrine de Monroe soit ou ne soit pas un peu distincte de l'impérialisme. La vérité est que ces deux choses ne sont qu'un même instrument de domination. Par le moroeisme, les Etats-Unis ont essayé d'éloigner du continent américain toute autre puissance conquérante pour s'éviter à eux-mêmes le péril d'un voisinage puissant et périlleux et en deuxième lieu pour se réserver comme un éventuel champ futur de domination la partie restant à conquérir de ce continent. Lisons par exemple la conception moderne de la Doctrine comme l'a énoncée il n'y a pas longtemps une personnalité aussi austère et influente que Charles E. Hughes.

D'après un important discours prononcé par cet homme d'Etat au mois d'août 1923 quand il était Ministre des Affaires Etrangères cette doctrine bien comprise « s'oppose à quelque acte d'intrusion que ce soit venant d'une puissance nord-américaine et susceptible d'atteindre l'indépendance politique des Etats américains sous n'importe quelle forme ainsi qu'à l'acquisition sous n'importe quelle forme de nouveaux territoires dans cet hémisphère par une puissance non américaine. ».

(1) Hughes, œuvre citée, p. 119.

Rien n'est plus éloquent que cette défense aux « *puissances non américaines* » d'acquérir tout nouveau territoire. Ce qui est aussi significatif, c'est la déclaration réitérée par le même et dans le même discours, que les Etats-Unis se réservent pour eux-mêmes le droit de définir, d'interpréter et d'appliquer la Doctrine.

Il serait facile aux Etats-Unis de donner une preuve de leur bonne foi aux autres pays du continent en modifiant catégoriquement la formule donnée. Celle-ci devant comprendre la République nord-américaine dans la double prohibition monroeiste. Mais c'est à cela que se refusent les publicistes et les hommes d'Etat, surtout ceux ayant les opinions de l'ex-ministre des Affaires Etrangères de Harding et de Coolidge.

Il y a aussi des latins-américains qui ont essayé de défendre le monroeisme avec l'argument déjà cité, qu'il ne faut pas le confondre avec l'impérialisme. Telle est la situation du distingué internationaliste chilien Alejandro Alvarez. Il est de ceux qui connaissent l'histoire des expansions américaines mais qui ne veulent pas croire la leçon qui s'en dégage si clairement.

Mais revenons pour un instant à la principale excuse du professeur Inman. L'impérialisme américain est simplement la manifestation d'un phénomène universel. Il faut se montrer reconnaissant envers les Etats-Unis de ne pas s'être montrés aussi impérialistes que d'autres grandes nations, la Grande-Bretagne par exemple.

En prenant une affirmation aussi catégorique nous devons nous demander : si la politique extérieure nord-américaine a été et sera impérialiste par la force fatale des choses et de quelle garantie sera pour les pays latins-américains la doctrine de Monroe, sous la forme énoncée par Hughes qui est sa formule caractéristique. Qu'importe aux latins-américains d'être réduits à la catégorie de colonies, protectorats ou dépendances américaines ou européennes ?

En réalité, nous l'avons déjà affirmé, aucune des grandes puissances actuelles européennes ne serait en mesure d'oser tenter la conquête ou la domination des pays latins-américains pour des raisons qu'il n'est pas utile de développer. L'unique péril, le seul vrai est représenté par les Etats-Unis ; et le péril est d'autant plus réel que la Doctrine de Monroe donne un prétexte plausible à ses nombreuses interventions et même à ses conquêtes.

Ce qui rend le rôle nord-américain des Etats-Unis si odieux, c'est que d'un côté ils se présentent comme un frère aîné protecteur et que d'un autre côté ils profitent de la confiance acquise pour dépouiller leurs protégés. A qui pourrait s'appliquer mieux qu'aux Etats-Unis et plus proprement, le stigmatisme historique appliqué par Macaulay à Frédéric le Grand de Prusse : « Pour pouvoir voler un voisin qu'il avait promis de défendre... ».

Une autre raison rend injustifiable l'impérialisme américain : l'expansion des grandes puissances euro-

péennes s'est effectuée en règle générale aux dépens de pays à demi sauvages ou demi barbares tandis que celle des Etats-Unis s'est effectuée aux dépens de pays d'un degré d'évolution très supérieure comme le Mexique, la Colombie, etc... Ces pays étaient et sont indépendants et dignes de l'être, c'est ce qu'affirmait déjà le message de Monroe quand il exposait les principes de la Déclaration.

Mais il convient encore de nous demander si une telle expansion ne constitue pas un développement international justifié par la supériorité de la civilisation anglo-américaine.

Avant d'essayer de répondre à une telle question, nous devons bien préciser son importance et le dilemne qu'il propose aux pays latins américains : l'indiscutable et chaque fois plus alarmante expansion nord-américaine. Ce dilemne n'est autre que celui d'un grave et définitif *être* ou ne *pas être*.

La disparition définitive de toute trace de latino-américanisme dans les anciennes provinces mexicaines comme la Californie montre bien clairement le destin ethnique et sociologique des régions qui sont en train de tomber, ou qui peuvent tomber, sous l'influence si absorbante de l'implacable République du Nord.

IV. — L'effort pour se soustraire au destin étranger

1°. *La théorie des races supérieures.*

La question posée à la fin du chapitre précédent sur la supériorité possible de la civilisation anglo-améri-

caine enveloppe un des problèmes capitaux de l'histoire. Elle enveloppe à la fois la plus fondamentale des objections contre la Ligue des Nations ou n'importe quelle autre institution dont l'objet essentiel est de prétendre assurer un ordre permanent de paix internationale.

Nous savons, en effet, qu'un des fondements sur lequel s'appuie l'organisme international de Genève est la croyance qu'il est possible et opportun de maintenir les lignes générales du *statu quo* international d'une époque donnée. D'une certaine façon il représente un idéal de cristallisation d'un ordre international déterminé.

Ceux qui s'opposent à une telle conception, ou ceux qui ne la croient pas pratique attirent l'attention sur les événements historiques pour montrer en eux une lutte constante et une succession indéfinie de changements et de transformations internationales. Cela représente une conception dynamique de la vie internationale comme la première, dans une certaine mesure, représente la conception statique.

Les partisans d'un impérialisme national quelconque adoptent naturellement le deuxième point de vue. A leurs yeux il n'y a pas d'équilibre stable et défini dans le monde international. Il y a des races ou des nations qui doivent croître aux dépens des autres. Les sociétés qui n'avancent pas doivent céder le pas aux autres. L'histoire est ainsi ! Celles qui avancent sont les races supérieures,

Pourquoi supérieures ? Elles peuvent l'être simplement par la force croissante de leur population ou par la vigueur juvénile et même demi-barbare attribuable au développement commençant et non vicié de leur évolution. Tel fut le cas des barbares conquérants de Rome. Cette théorie est donc contenue dans les termes de Darwin : la survivance des plus aptes.

Mais dans les temps modernes ceux qui se proclament des triomphateurs actuels ou possibles caractérisent leur vitalité absorbante actuelle ou éventuelle comme celle des plus aptes et en même temps celle des meilleurs. C'est-à-dire que le triomphe de telles nations ou de telles races comporte la possibilité d'une civilisation meilleure.

A titre de démonstration à l'usage des autres et de leurs éléments intégrants même, les apôtres du Credo expansionniste se lancent volontiers dans une recherche systématique de blasons historiques ou d'indices actuels de leur prééminence raciale ou nationale.

Les pangermanistes d'avant-guerre offrirent un exemple notoire. Leur race avait des qualités fondamentalement supérieures à toutes les autres et elle était prédestinée à réaliser une mission providentielle par son triomphe sur toutes les autres. Ce triomphe était d'autant plus certain que son organisation sociale la prédisposait à l'efficacité en face de nations parvenues à un individualisme en quelque sorte débilitant et dégénéré.

Une forme un peu différente de cette conception fut

celle qui se développa en Angleterre pour s'étendre de toutes parts pendant le XIX^e siècle. C'est la théorie de la supériorité anglo-saxonne. Elle était la conséquence et comme l'écho du gigantesque développement de puissance économique et politique de l'impériale dominatrice des mers, et par une coïncidence ou une conséquence fatale cette même période fut marquée par la stagnation apparente ou réelle des peuples d'origine latine.

Le même siècle d'un autre côté vit s'élever, sur l'autre rive de l'Atlantique une nouvelle et libre puissance anglo-saxonne : *les Etats-Unis d'Amérique*, la nation qui lancera l'orgueilleuse phrase symbolique « nous sommes nés d'hier et nous remplissons le monde ». D'un autre côté un peu plus bas dans le même continent végétait dans un désordre chronique, une misère nent végétait dans un désordre chronique, un groupe nombreux de peuples d'origine en partie latine.

Preuves puissantes donnant toutes des fondements inébranlables à la doctrine de la supériorité anglo-saxonne. Parmi tant de déductions et de preuves additionnelles de cette conception, s'affirmait la pensée que la capacité de la gouverner démocratiquement et de coloniser était le privilège exclusif des anglo-saxons triomphants.

Faisons donc un examen rapide de la théorie. Mais pour mieux le faire il faut se référer le plus possible à des constatations objectives et scientifiques.

Ce sont les Allemands et surtout les pangermanistes qui ont donné de nos jours une importance et une systématisation accrue à une telle doctrine. L'auteur allemand bien connu, Karl Kautsky, résume cette thèse et la réfute ensuite. En raison de la brièveté nécessaire d'un tel ouvrage et de son caractère nous ne ferons que le suivre rapidement sans préjudice de le compléter ensuite par des raisonnements et des conclusions.

Aux temps où la religion jouissait encore d'un grand prestige moral on recourait à ses préceptes pour légitimer les entreprises d'une nation ou d'une tribu contre une autre, dit l'auteur. C'est ce qui arriva avec les croisades, avec la conquête des populations autochtones américaines, etc... Mais graduellement la Science gagne du prestige et on eut alors recours pour de telles justifications à des postulats scientifiques. La notion de la supériorité de certaines races constitue un de ces prétendus postulats scientifiques.

« Dans les dernières décades notamment, la conception de race passa au premier rang comme une explication ou plutôt justification des institutions ou des aspirations sociales ».

« Une politique coloniale est représentée par les théoriciens de la race comme une nécessité naturelle, comme la conséquence du fait que la Nature crée des races dominatrices et des races esclaves. Seules les premières ont une capacité créatrice, les autres manquent d'indépendance, elles ne peuvent exister sans direction étrangère, elles ne peuvent gagner une étape supérieure

de leur évolution et elles sont condamnées à servir les races dominatrices.

Mais même « au sein des races dominatrices il y a des différences de races.

« Ces blonds chevaliers nordiques se proclament eux-mêmes les plus habiles, les plus nobles et les plus puissants d'entre les hommes et qui doivent être servis par tous les autres. La politique doit se baser sur cette idée de laquelle se déduit l'existence nécessaire d'explorateurs et d'exploits.

« De ce point de vue la Révolution française assume un rôle très particulier. M. Bornhak, professeur de Droit Public à l'Université de Berlin, commence par le fait que la France d'aujourd'hui antérieurement habitée par des Celtes, fut ensuite conquise par les Romains ; mais ces deux races succombèrent finalement pendant la migration des nations devant les tribus teutoniques qui créèrent en France une nouvelle autorité gouvernementale dirigée par elle avec l'aide de l'Eglise catholique. Cet état semble à Bornhak avoir été le fait exclusif des barbares teutons. « Les celtes sont politiquement une des races les plus incapables qui ait jamais existé ». Les teutons, d'autre part, sont vraiment une race organisatrice d'états et doués d'un génie créateur. Ce furent eux qui firent de la France une Puissance jusqu'au moment où les Celtes soumis exterminèrent la race supérieure pendant la grande révolution « avec une cruauté barbare ».

« Les celtes romanisés constituèrent seulement le

peuple. Mais ce résultat dû à l'incapacité politique de la race celtique détermina en même temps le destin de la nation française. ».

« La même conception de la Révolution française comme une révolte des celtes subalternes contre la noble race blonde avait été soutenue auparavant par Driesmans qui affirmait que cette révolution avait été faite « par des avocats et des journalistes », professions d'une « origine celtique incontestable ». (1).

Une thèse similaire a été plus d'une fois lancée et soutenue aux Etats-Unis autant par les Teutons américains que par les anglo-américains. Cette thèse fut ardemment soutenue à propos de la discussion du projet de loi restreignant l'immigration européenne. A cette occasion, une des revues du plus grand tirage publia un article prétendant prouver la descendance teutonne de tous les génies de la Renaissance Italienne. Si nos souvenirs sont exacts c'était le « Saturday Evening Post » l'influent hebdomadaire créé par Franklin. Il fallait élever une barrière entre les races inférieures du Sud comme l'italienne pour écarter ces facteurs d'infériorité de la formation anglo-américaine.

Kautsky passe ensuite à l'étude du concept de la race. « Nos théoriciens de la race considèrent ce qui est peut-être le problème le plus compliqué de l'histoire de l'humanité comme l'explication la plus simple et évidente en elle-même de l'histoire. Ce concept de race

(1) Karl Kaustky « Are the Jews a Race », pp. 13 et suivantes.

extrêmement flottant même dans le cas des organismes animaux et végétaux où il n'est cependant pas compliqué est considérée par eux comme une base ferme sur laquelle peut être construite sans hésitation toute la théorie et la pratique de la société humaine ».

.....

En se référant, plus loin à l'extrême difficulté d'arriver à la définition scientifique des caractéristiques destructives de la race il reproduit l'observation suivante de Darwin :

« Nos naturalistes se troubleront aussi beaucoup dès qu'ils découvriront que les caractéristiques distinctives de l'homme sont très variables... Nous pouvons douter qu'on puisse signaler une caractéristique quelconque qui soit destructive et constante pour une race donnée... La forme du crâne est très variable dans certaines races, comme tout autre caractéristique... ».

« Ces mots, dit Kautsky, furent écrits il y a un demi-siècle, mais ils sont aussi applicables aujourd'hui qu'alors. Dans leur perplexité, beaucoup d'anthropologistes ont recours finalement pour classer une série de races non pas à leurs caractéristiques physiques mais à leur langue, à propos de laquelle Ernest Haeckel soutenait fermement qu'elle est transmise d'une façon plus inflexible que la forme du crâne ».

Il n'y a pas lieu de suivre l'auteur dans ces démonstrations et ces raisonnements qui sont basés sur sa propre culture scientifique et sur celle d'éminents an-

tropologistes et d'autres spécialistes. Venons-en à la conclusion.

« ...Les races sont dans un état constant de flux et de transition, toutes sont, au fond, de la même origine, aucune race ne peut se targuer que la supériorité présente se base sur son sang et qu'elle est immuable tant que la race en préservera la pureté. Nous ne pouvons pas soutenir qu'une quelconque des races subjuguées doive sa servitude à une immuable infériorité naturelle. La supériorité d'un groupe doit être attribuée seulement à des circonstances favorables de l'ambiance, le retard d'autres groupes à des circonstances défavorables. Nous pouvons dire de n'importe quelle race que, dans les mêmes circonstances favorables, elle peut arriver aussi bien que les races les meilleures, mais pas nécessairement tout d'un coup. Les teutons mentionnés par Tacite vécurent près de 150 ans après ceux qu'a mentionnés César et ils semblent être restés aussi barbares que ces derniers. Il fallut que 10 siècles passent depuis les migrations teutonnes pour que la société atteignit le niveau de la civilisation gréco-romaine disparue et de nouveaux siècles ont passé jusqu'à ce que fut atteint notre présent niveau de civilisation. On a parfois négligemment nié que les nègres aient une aptitude quelconque, parce qu'aux Etats-Unis, 10 ans se sont écoulés depuis leur libération et ils ne sont pas encore sortis de l'état de barbarie dans lequel ils ont vécu jusqu'à présent pour produire un Darwin ou un Kant. Et cependant les nègres des Etats-

Unis sont maintenus méthodiquement dans une profonde ignorance ayant une grande difficulté à obtenir des droits aussi nécessaires et inaliénables que les droits à une instruction rudimentaire.

Quelques années seulement après la libération des noirs Haeckel considéra qu'il avait le droit d'écrire : « Les (cheveux crépus) sont incapables de toute éducation supérieure même avec des conditions d'adaptation aussi favorables que celles qui leur ont été offertes par les Etats-Unis d'Amérique ».

« Belle opinion pour un évolutionniste ! Haeckel n'a vraiment pas de fondements à cette opinion qui est, de plus en plus abandonnée des anthropologistes, sauf dans le cas où un prétexte de politique coloniale fait revivre de tels préjugés ».

L'auteur reconnaît naturellement les différences du progrès de la civilisation occidentale par comparaison avec les nations et les races en retard. Mais il observe que ceux-ci se hâtent de suivre les autres « plus civilisés » adoptant à cet effet, les procédés découverts par les mêmes nations dirigeantes. Il ajoute plus loin :

« Cette aspiration aurait pu être traitée de chimérique il y a quelques années. Mais pendant ce temps les victoires japonaises sur les Russes ont révélé à tout le monde la mesure dans laquelle l'Asie a été révolutionnée par le capitalisme et par le réveil de ses nations. Ces pays dont l'adhésion conservatrice aux formes traditionnelles de la vie était jadis préjugée constituer l'essence même, la moelle et, semblait-il, une

caractérisation raciale permanente, se sont aujourd'hui convertis en éléments révolutionnaires de l'histoire du monde.

.....
« Mais est-ce que cette lutte pour l'indépendance n'est pas une lutte de races ? N'est-ce pas une partie de la lutte ininterrompue qui a continué depuis un temps immémorial et qui doit se continuer puisque la lutte pour l'existence est une nécessité naturelle ? »

Notons que la question précédente se relie au motif essentiel, à la véritable *raison d'être* de tout impérialisme moderne comme celui des Etats-Unis. Elle renferme donc une question fondamentale :

L'auteur conclut de la façon suivante : « A mesure que la civilisation avance, les groupes sociaux se convertissent en états et en nations, mais même ceux-ci ne sont pas synonymes de races. Nous avons le développement simultané des différences entre les classes et de l'opposition entre exploiters et exploités. Ces oppositions sont un élément déterminant non seulement dans la politique intérieure mais aussi dans la politique extérieure des états. Les exploiters tentent d'augmenter le nombre de ceux qu'ils exploitent afin d'augmenter les bénéfices de l'exploitation soit en s'emparant des hommes soit pour l'esclavage soit pour la conquête des nouvelles régions et pour la sujétion de leurs habitants. La cause de la guerre n'est plus maintenant un excès de population mais l'exploitation, les luttes entre les exploiters et les exploités ou des ex-

ploiteurs entre eux pour la domination de la communauté exploitée.

« On ne trouve pas les sources profondes de ces luttes dans les différences de races mais dans les conditions sociales. Il est possible, que les groupes opposés par ces intérêts soient de races différentes mais ceci n'est pas la règle générale, car il va de soi que les premières personnes avec qui on le met en contact soit comme exploiteur ou comme exploité, soit les peuples voisins. C'était une chose commune que de rencontrer des esclaves grecs ou italiens parmi les anciens athéniens ou les anciens romains tandis que les esclaves noirs étaient complètement inconnus. Les relations d'exploitation, l'opposition des intérêts, ne naissent pas de différences de races, qui peuvent servir seulement comme cause auxiliaire à rendre plus brutale l'expression de cette opposition.

« Même dans le cas où les groupes antagonistes appartiennent à différentes races et se trouvent en opposition sauvage les unes contre les autres, on ne trouve jamais une race unie dans son conflit avec une autre. Nous trouvons toujours des groupes individualistes, chacun d'eux pouvant entrer par les combinaisons les plus variées dans d'autres groupes de sa race ou d'une autre.

.....

« Mais il suffit de considérer notre propre étendue dans laquelle la conception de la lutte des races joue

un rôle si important pour révéler le vide et le ridicule de cette phrase.

On nous dit que la race des teutons est destinée par « la Nature à une lutte à mort contre la race esclavagiste et les races romanes. Il parut nécessaire d'accroître l'armée allemande parce que la guerre balkanique avait altéré l'équilibre entre les teutons et les slaves et que l'Autriche était alors menacée par les Slaves du Sud. Mais ce ne fut pas la race teutonne qui se mit en contact hostile avec les européens mais la race plus ou moins pure des propriétaires terriens et surtout des *junkers* hongrois, polonais et allemands, qui attachaient peu d'importance à la race teutonne.

« Mais simultanément les teutons allemands afin d'entreprendre la lutte « de race » contre les latins de France s'allièrent aux latins d'Italie. Pendant un certain temps, nos teutons essayèrent aussi d'obtenir l'amitié de la race teutonne anglaise, alors « le sang était plus épais que l'eau ». Mais plus tard les teutons anglais persévérèrent, cherchèrent une entente avec la Russie, le foyer de la race slave et avec la principale race néolatine : la France, dans le but de s'opposer à leurs frères teutons d'Allemagne !

« Comme les « aryens » et les « sémites » la race teutonne ou slave, la lutte des races est une invention des cerveaux, des maîtres d'école repoussé par les hommes de science sérieux ».

Nous pouvons en nous basant sur les faits et les ar-

guments antérieurs (1) sur d'autres jugements et observations qui ne seraient pas à leur place dans cet ouvrage, poser les conclusions suivantes :

Premièrement. — Il n'existe pas de race pure proprement dite, spécialement parmi celles qui constituent les nations civilisées.

Deuxièmement. — Les différences essentielles qui distinguent les prétendus groupes ethniques distincts ne sont que pour une part minime dûes à des différences transmises avec le sang. Elles doivent principalement leur origine à des différences d'ambiance naturelle et d'ambiance sociale.

Sur la question discutée de savoir si les caractéristiques acquises sont héréditaires, l'auteur que nous avons suivi est d'opinion affirmative et beaucoup d'autres personnes l'affirment également. La preuve décisive du principe serait d'une importance capitale pour le point de vue que les caractéristiques soi-disant sociales ne sont pas vraiment telles. Elles seraient les résultats de formations sociologiques différentes, d'expériences individuelles lentement généralisées, transformées et continues et ensuite transmises.

Mais même si on arrive quelques fois à prouver que l'héritage racial proprement dit est le facteur essentiel de différenciation entre les races, le principe biologique de la variation donnerait lieu à des caractéristiques différentes sous l'influence de différents moyens

(1) Voir Kautsky, œuvre citée.

naturels et sociaux. L'on pourrait aussi dire étant donné deux groupes de même hérédité ethnique mais qui ont vécu dans des milieux différents, leurs différences de caractéristiques peuvent être dûes à un principe de variation aidé par les dissimilitudes de l'ambiance. C'est-à-dire le rôle du milieu deviendrait le facteur important.

En laissant les généralités prenons un cas concret celui de l'Angleterre.

Les qualités que nous considérons propres de l'anglais sont-elles principalement le résultat d'une hérédité ethnique ou sont-elles principalement dûes à l'ambiance ?

Si la réponse devait être affirmative nous devrions trouver que les caractéristiques présentes sont essentiellement les mêmes qui il y a, par exemple quatre ou cinq siècles, quand, faisaient déjà partie de la composition ethnique nationale les facteurs fondamentaux qui la constituent aujourd'hui.

Si nous avons recours à une étude comme celui du réputé économiste et sociologue nord-américain Simon N. Patter (*Development of English Thought*), nous trouverons que de telles qualités ont beaucoup varié. L'anglo-saxon antérieur à la Révolution industrielle était décidément ami des plaisirs et non du travail régulier. Il avait un tempérament joyeux contrastant avec le caractère grave et presque austère que lui communiquèrent ensuite le puritanisme et la discipline

industrielle. A la place de l'anglais aux coutumes régulières et habituellement maître de lui nous trouvons un type qui est le jouet de ses impressions. Après tout la désignation qu'avait le pays « joyeuse Angleterre » est suffisamment éloquent en elle-même. La grandeur anglaise des siècles qui suivirent la révolution industrielle doit être principalement attribué au milieu géographique.

Sa situation insulaire prédispose le pays à la puissance navale et en plus le met à l'abri des guerres dévastatrices qui ont désolé le continent. Son climat et par dessus tout ses exceptionnelles richesses de charbon et de fer fournirent les autres éléments qui créèrent la grande Angleterre industrielle du XIX^e siècle. Si au contraire cette grandeur doit s'attribuer aux qualités propres de la race, comment expliquer qu'il ait fallu 1000 ans pour que ces facteurs donnent lieu au développement d'une grande nation.

Théodore Roosevelt disait une fois d'un des pays sud-américains : Quand mes ancêtres erraient encore nus dans les forêts du Nord les races méditerranéennes avaient développé quelques milles années auparavant une brillante civilisation.

Pour faire valoir toute l'influence exercée par les richesses minérales du pays sur le destin national il faut se demander ce qu'il adviendrait de la nation britannique et de ses colonies si de telles richesses venaient à disparaître. Maintenant même, malgré son organisation et ses expériences traditionnelles, elle a

par exemple cédé sa place, comme productrice d'acier aux Etats-Unis.

Prenons maintenant le cas des Etats-Unis.

Dans la première partie, nous avons signalé les circonstances de différent ordre qui rendraient possible la domination anglo-américaine : orographie, hydrographie, richesses naturelles et autres éléments favorables de l'ambiance naturelle dans laquelle ils se développèrent et ensuite le puissant facteur de l'immigration. Mais il se rait utile d'analyser de plus près l'origine de ce quelque chose qui est caractéristiquement yanqui en employant cet adjectif dans son sens moderne, c'est-à-dire de qualificatif racial. Ce quelque chose est sa fiévreuse et absorbante activité économique qui est ce qui comunique à son évolution collective le cachet national caractéristique et imprime au rythme de sa marche une rapidité sans exemple dans l'histoire et dans la vie contemporaine.

Pour réaliser le contraste dans cette légère analyse comparons deux types très opposés, le yanqui et le mexicain.

Dans une étude plus complète on pourrait signaler divers facteurs différentiels entre chaque type contemporain américain. Nous nous bornerons ici à jeter une certaine lumière sur la force essentielle de dissimilitude sociologique. Cette force, comme on le sait, opéra la transformation du monde féodal pour nous donner la société moderne. On peut ajouter que c'est cette même force ou cet ensemble de forces qui répand en-

core le ferment de son énergie transformatrice dans les nations demeurées en arrière en Europe ou en Asie.

Pour reprendre notre argumentation, nous prendrons de préférence un auteur nord-américain pour expliquer le jeu de cette influence dans la formation de la caractéristique essentielle du yankee.

Cet auteur — Lewis Munford — dans un article nourri sur « Les origines de la mentalité américaine » formule justement cette demande initiale. Qu'est-ce qui créa le « pioner » ? Si c'était un produit typique du Nouveau-Monde pourquoi n'apparut-il pas dans les colonies catholiques du Mexique. Si sa culture montrait l'influence toute puissante d'une ambiance naturelle, pourquoi les colonies du Massachussets de New-York et de la Virginie du XVII^e siècle n'en donnèrent-elles aucun spécimen. Etait-ce vraiment le commencement d'une race nouvelle ou la fin d'une ancienne ?

L'auteur de l'article trouve la réponse à de telles questions dans les influences rénovatrices de la Renaissance. Pour lui cependant, les plus efficaces de ces influences ne proviennent pas de l'humanisme ou de la renaissance de la culture classique bien que celle-ci eut un rôle puissant dans la destruction des vieux mondes du moyen-âge. Cette renaissance de la culture classique ne donna à l'homme aucun pouvoir nouveau pour dominer la routine du travail quotidien de la vie, puisque la faculté même de pouvoir à nouveau pénétrer le passé et entrer en communication avec ses grands esprits exigeait de l'érudition et du loisir. D'un autre

côté, au-delà d'un certain point l'humanisme n'établit pas de liaisons avec la nouvelle expérience des Colons et des Newton sous une meilleure forme que celle donnée par la culture médiévale. Si les critiques des savants païens libéraient beaucoup d'esprits de la théologie catholique, elles ne l'orientaient pas vers ce qui était « neuf » pratique » et « d'avenir assuré ». Donc la Renaissance ne fut pas à proprement parler le commencement d'une nouvelle époque elle fut simplement le témoin de la rupture de la science, du mythe et de la fable existants.

On pourrait objecter à l'auteur que les germes des facteurs modernes de rénovation étaient vraiment dans l'humanisme. Ainsi ce mouvement faisait revivre la pratique grecque de faire face aux réalités de la vie, ce qui est l'essence du scientisme moderne, à qui à son tour, nous devons les découvertes et les inventions. Mais laissons de tels aspects de la recherche pour arriver à la thèse proprement dite du journaliste.

Le grand agent de rénovation fut la science. Pas en elle-même mais par ses applications pratiques. Les autres facteurs importants furent le Protestantisme et la Finance. Tous ces agents avaient cela de commun qu'ils se basaient sur une abstraction qui permettait à l'esprit d'échapper aux bonnes et aux réalités traditionnelles du monde médiéval.

« Le processus d'abstraction commença avec la théologie du protestantisme comme une tentative d'isoler, de déformer et de modifier des liaisons historiques,

cela devint habituel dans les opérations mentales des physiciens et s'étendit à d'autres branches. L'emploi extensif de l'argent comme substitut au travail et au service, commença pendant cette même période de désintégration. Est-il nécessaire de rappeler qu'à leur origine le Protestantisme, la science et la finance furent toutes des influences libératrices ? Ils remplacèrent des coutumes et des institutions qui, visiblement, agonisaient et qui étaient incapables d'un renouvellement interne. Dois-je accentuer l'étroite liaison historique de ces trois facteurs. Nous ne devons pas froncer les sourcils quand nous découvrons qu'un homme de Science comme Newton dans l'Angleterre du XVII^e siècle, Rottenhouse, dans l'Amérique du XVII^e siècle étaient directeurs de la Monnaie, et nous ne devons pas oublier que Genève est célèbre à la fois, comme étant le foyer de Jean Calvin et le centre de l'horlogerie. Ces relations ne sont ni mystiques ni métaphysiques. Le nouvel ordre financier fut la conséquence directe des nouvelles lois théologiques et scientifiques. Il y eut d'abord un moyen mécanique de compter le temps, ensuite un moyen de calculer la mesure de l'espace, finalement avec l'argent, les hommes commencèrent à appliquer d'une façon plus générale une forme abstraite de mesurer le pouvoir et dans l'argent, ils trouvèrent un procédé de mesure pour toute activité humaine.

« Le système financier de mesure libéra l'europpéen de son ancienne notion de limites économiques et so-

ciales. Nul glouton ne peut manger cent faisans ; aucun buveur ne peut boire cent bouteilles d'un coup et s'ils avaient recours journallement à une telle quantité d'aliments et de boisson, ils deviendraient fous. Mais dès que l'on peut échanger tous les faisans et les bourgognes possibles contre de l'argent, on peut diriger le travail de ses voisins et s'élever au rang d'aristocrate sans être noble. L'activité économique cessa de traiter avec les réalités tangibles du monde médiéval : terre et blé, Université et Villes. Elle se transforma en la recherche d'une abstraction d'argent... ».

Tout cela paraît-il très éloigné de la vie ordinaire ? Bien au contraire cela atteint les racines de toutes les activités. La différence entre les périodes historiques comme l'affirme T. E. Hulme est une différence entre leurs formes de penser. Si nous suivons la trace de ces formes essentielles nous avons un fil qui nous conduit à des régions plus éloignées de la vie. La vérité est qu'à partir du XVII^e siècle presque toutes les sphères sont envahies par ce procédé d'abstraction.

Les personnes qui n'en sont pas affectées sont soit des survivantes d'une époque antérieure comme les catholiques romains en théologie ou les humanistes en littérature soit des imitateurs qui s'enfoncent dans une ère nouvelle. En dernier lieu et sous la forme la plus claire la désintégration de la culture moyenne apparaît patente en politique.

Dans ce domaine « l'individu » fut abstrait de l'expérience journalière, il se convertit dans la nouvelle

moitié de la société politique. Mais abandonnons ce fil et arrivons au point qui nous intéresse directement. « Nous commençons maintenant à voir un peu plus clairement l'état mental d'où surgit la possibilité de grandes émigrations vers le Nouveau-Monde. Les causes ont été considérées fréquemment, il est important de reconnaître qu'une nécessité de culture opérait en même temps. L'antique culture du Moyen-Age s'était brisée, l'antique tradition héréditaire subsista uniquement dans les pays en retard ou non progressifs comme l'Italie et l'Espagne, à l'écart des principaux courants de la pensée européenne. Les intérêts humains étaient devenus extérieurs et abstraits. Ils fixaient leur attention sur quelque aspect étroit de l'expérience et ils poussaient cette attention jusqu'aux limites possibles. Les personnes intelligentes se virent obliger à choisir entre la coquille fossilisée d'une culture ancienne et la nouvelle culture qui, à son origine, était terne, partielle et abstraite, et délibérément indifférente aux intérêts de l'homme. En choisissant la deuxième, nos européens avaient déjà un pied en Amérique. Laissez-le souffrir des persécutions, que les temps soient durs, qu'ils soient en conflit avec leur gouvernement, laissez-les rêver de succès matériels et ils viendront nombreux sur l'Océan. Les groupes qui avaient le plus fortement secoué les anciens symbolismes étaient ceux qui étaient les plus prêts à l'aventure américaine ils se tournaient plus facilement vers la domination du monde extérieur.

L'auteur se réfère ensuite au processus ultérieur en Amérique d'une telle désintégration de la culture européenne. Voyons ici seulement ce qu'il dit à propos du protestantisme.

« Toutes les coutumes que développa le protestantisme, son insistance sur l'industrie, sur le devoir de s'aider soi-même, sur l'économie, sur les maux de l'oisiveté et des plaisirs, sur la mondanité et la perversité des arts furent autant de contributions gratuites à la Révolution industrielle.

« ...Non seulement le Protestantisme et la Science avaient tué les vieux symboles mais ils doivent aussi empêcher que s'en développent de nombreux ; ils doivent abolir cette attitude contemplative d'où dérivent l'art et le mythe et ils doivent créer des formes nouvelles à l'activité humaine. De là de nombreux efforts au moyen desquels les *leaders* de la nouvelle époque firent travailler les énergies à la production quantitative. Ne répétaient-ils pas la parole divine : Croissez et multipliez ! Si cela est vrai des enfants, pourquoi pas des produits et si cela est vrai des produits, pourquoi pas des dollars ? Le succès fut le miracle protestant que justifiait la marche de l'homme vers Dieu !

.....

« Avec ces inventeurs, l'américain, comme ses contemporains en Europe, commença la conquête de son ambiance. Ce n'est pas que l'Amérique ait commencé ou monopolisé les développements de la Révolution industrielle ; la grande éruption de brevets techniques

commença en réalité en Angleterre dès 1750 et les premiers signes du mouvement furent notés dans le cahier de notes de Léonard de Vinci. L'idée est qu'en Europe de lourds débris de l'antique culture maintinrent dans la vieille routine une partie des classes dirigeantes. Les érudits, les hommes de lettres, les historiens, les artistes, ne sentaient pas encore la nécessité de se justifier par leur activité pratique. En Amérique, cependant la vieille culture était très usée et elle n'existait pas dans les parties les plus vieilles du pays. Tout le monde en Amérique fut touché par le progrès de l'invention, chaque amélioration était convertie en agent sonnante. Quand Stendhal écrivit l'Amour, l'amour nord-américain pour le confort était déjà regardé comme un sujet de moquerie et Stendhal s'y réfère avec dédain. « Etant donné une vieille culture en ruines et une nouvelle culture *in vacuo* cette autorisation de l'intérêt, cette impitoyable exploitation de l'ambiance physique semblait être à peu près inévitable. Le Protestantisme, la science, l'invention, la démocratie politique, toutes ces institutions niaient les vieilles valeurs, toutes par la négation ou par le précepte ou par une préoccupation effective stimulèrent les nouvelles activités. C'est ainsi que naquit de bonne heure en Amérique le nouvel ordre européen. Si le XIX^e siècle nous trouva plus francs et plus rudes ce ne fut pas parce que nous étions établis dans un nouveau territoire, ce fut plutôt parce que nos esprits ne s'appuyaient pas sur tous ces souvenirs d'un grand passé qui flottaient sur l'Europe. Le « pio-

ner » était un européen dévêtu et la colonisation de l'Amérique peut, justement être appelé la dispersion de l'Europe, un mouvement mené à bien par des personnes qui ne pouvaient pas participer à son passé ou le poursuivre. Ce fut vers l'Amérique que se dirigèrent les proscrits européens, sans un Moïse comme guide pour errer dans le désert et ils sont restés là en exil un peu plus longtemps que les quarante années bibliques. » (1).

Quoique nous n'ayons reproduit qu'une partie seulement des raisonnements de l'auteur, les origines et le développement des caractéristiques fondamentales de l'anglo-américain sont mises à jour de même que son unique et actif effort vers un idéal économique. L'influence du protestantisme fut la plus évidente parmi les forces qui opéraient le résultat.

On voit aussi une fois de plus comme une qualité ou une caractéristique généralement considérée comme un trait ethnique essentiel n'est pas un élément sociologique ou psychologiques de différenciation. Changez l'ambiance naturelle ou sociale et vous changerez de telles caractéristiques sans qu'il y ait une transformation ethnique proprement dite. C'est ce qui est arrivé d'un façon visible dans le Japon moderne par exemple. Sans qu'il y ait eu le mélange d'un nouvel élément ethnique la civilisation japonaise a fait l'expérience d'une profonde transformation simplement à des changements dans l'ambiance économique-sociale.

(1) « The American Mercury », Juillet 1926.

Revenons pour quelques moments au latin-américain et prenons le cas du Mexique.

Le conquérant et le colonisateur est ici l'espagnol. Mais l'Espagne était restée en marge de quelques-uns des grands courants transformateurs de la Renaissance. L'on peut dire que la décadence hispanique provient en partie de cette circonstance. Et une des explications d'un tel phénomène est sans doute la persistance de l'influence de l'Eglise catholique. L'état espagnol s'étant allié à l'Eglise, la classe aristocratique monopolise avec elle pendant plusieurs siècles, jusqu'à présent la direction de la vie nationale. Et l'on sait que toute classe sociale ou toute institution qui devient prépondérante et absolue dans la société oublie petit à petit ses buts initiaux pour se préoccuper principalement de son influence et de ses privilèges de différents ordres. De là à la décadence ou à une certaine stagnation prolongée, il n'y a qu'un pas.

Naturellement, le même processus de croissance excessive de la puissance de l'Eglise et de l'aristocratie s'était reproduit dans le reste de l'Europe car ce phénomène est une des caractéristiques du Moyen-Age. Mais dans d'autres régions cette prédominance fut brisée par la Renaissance grâce aux courants de renouveau intellectuel religieux, économique et social. L'Espagne reste à l'abri de tels courants.

Ce fut une des circonstances qui contribuèrent à faire de l'espagnol de la colonisation américaine, un élément actif et entreprenant dans l'ordre économique.

On sait que l'idéal catholique traditionnel a été contraire à la richesse, et à cette influence s'unirent beaucoup d'autres, comme on a vu antérieurement, pour faire que les nouvelles sociétés hispano-américaines progressassent avec une certaine lenteur dans l'ordre économique.

Dans le cas du Mexique, comme dans la majorité des autres colonies, il y avait en plus cette autre cause de retard, les terres prises aux aborigènes furent distribuées aux conquérants et aux colons espagnols sous forme de grandes propriétés. Justement le problème le plus grave qui se trouve au fond des inquiétudes et des insurrections et ce « latifundium » hérité de la colonisation. La signification de cet élément échappe généralement à ceux qui s'occupent superficiellement du Mexique. Mais chaque jour leur connaissance et leur appréciation se transforment. Nous en avons un exemple dans un article d'une importante revue hebdomadaire *Nineteenth Century* d'où nous extrayons les deux paragraphes suivants :

« La signification complète des efforts du Mexique peut être vraiment résumée en un mot : la fusion des diverses races qui composent sa population en une seule nation et la restitution à l'indien aborigène de certaines terres qu'il a considéré comme lui appartenant en propre avant l'époque de la conquête...

« Pour la majorité des européens, le Mexique semble être une terre, où les visites périodiques du phénix de la révolution se renouvellent suivant un cycle d'à

peine trois années. Alors que en réalité, pendant un siècle, il n'y a eu qu'une seule révolution au Mexique. Nous ne pouvons pas contredire l'affirmation... que la révolution s'est poursuivie pendant les derniers 115 ans, en vérité depuis que Hidalgo leva l'étendard de la révolte en 1810 et que lui et Morelos, Lerdo, Diaz, Madero, Villa, Huerta, Carranza et maintenant Obregon et Calles ne sont les uns et les autres que les personnages d'un même tableau. Le problème religieux de ce pays est simplement un élément intégrant du problème agraire puisque l'Eglise catholique d'après des témoignages dignes de foi, a figuré et figure parmi les propriétaires latifundistes et, par conséquent, parmi les agents les plus influents de conservation de l'ordre économique et politique traditionnels. Cela rend plus difficile le problème de la stabilité économique et social du pays.

Avec de tels antécédents est-on en droit d'affirmer que la civilisation anglo-américaine est supérieure et préférable à la civilisation hispano-américaine ?

Une telle question si complexe et si lourde de signification ne peut être débattue que dans un ouvrage qui lui soit exclusivement consacré. Nous ne ferons donc à ce propos que quelques rapides commentaires généraux.

Quand on veut se faire une opinion sur la valeur plus ou moins comparative d'une civilisation il y a deux points de vue d'après lesquels on peut se former un jugement : le premier est celui de l'intérêt direct et

exclusif de la nationalité dont on s'occupe. Le second est le point de vue universel.

Ensuite cet idéal évolue et ce fut la richesse qui devint l'élément dominant et le signe d'élévation sociale. Ceci tout au moins pour l'élite.

Qu'a donné cette société pour l'œuvre de progrès matériel et moral de l'humanité ? On peut affirmer que logiquement sa contribution a été d'un ordre purement matériel. Aussi dans le champ scientifique, ses préoccupations et son activité ont tendu vers l'utile, les applications, les inventions ; la science pure lui doit beaucoup moins.

Il est probable cependant qu'une des conséquences secondes de la généralisation du bien-être, de l'oïveté et de la richesse soit l'élaboration ultérieure d'une civilisation plus spirituelle et transcendante. Ceci est arrivé à beaucoup d'autres nationalités historiques. Mais, si l'on compare en attendant, la civilisation anglo-américaine avec celle des autres pays occidentaux on ne pourrait pas dire qu'elle leur fut supérieure ou égale excepté dans son évolution économique. Dans la science pure, en philosophie, en littérature, dans les arts, la riche et vigoureuse République anglo-saxonne s'inscrit évidemment avec un solde débiteur. Par ce qui précède, on ne discute point que le progrès matériel de l'Amérique du Nord ait été et est plus grand que dans l'Amérique du Sud. Mais une telle comparaison ne signifie d'aucune façon que les pays ibéro-américains ne soient pas appelés à atteindre le même de-

gré de développement économique. Nous avons accumulé les preuves de ce que nous soutenons au commencement de cet ouvrage.

Et ce qui est plus important au point de vue général, c'est que la future contribution culturelle de cette partie du Nouveau Monde sera d'une valeur et d'une signification plus profitable que celle de l'Amérique du Nord car le développement d'une civilisation spirituelle demande à la fois une ambiance de richesse généralisée sur certain tempérament émotif et un idéal qui ne soit pas absorbé par le matérialisme.

C'est par cette possibilité d'une élaboration de culture plus complète élevée et généreuse que l'autonomie politique et spirituelle des peuples dont nous avons essayé de suivre pas à pas l'origine et le développement mériteraient tant de respect. Même si ces collectivités n'avaient pas été amenées à constituer jusqu'à quelques noyaux humains similaires et d'une civilisation matérielle voisine de celle du Nord quel droit aurait la nation anglo-saxonne à continuer à s'étendre aux dépens des autres sous un prétexte ou sous un autre ?

Au point de vue des pays européens quel avantage peut présenter la croissance continue des forces économiques, financières et militaires de cette nation déjà si puissante.

Et enfin du point de vue encore plus élevé de l'intérêt général de la culture ne serait-il pas préférable que les vastes étendues encore inhabitées de ces terres associées maintenant à la vieille et féconde culture médi-

terranéenne restassent ouvertes aux émigrations et à l'influence civilisatrice des peuples qui sont les héritiers les plus directs de cette culture. Est-il nécessaire de proclamer et de défendre que cette civilisation méditerranéenne a engendré la plus grande partie des grands courants civilisateurs qui forment l'histoire de l'humanité à diverses époques ? Voici par exemple la culture gréco-romaine, le christianisme, la Renaissance italienne, la découverte et la première colonisation de l'Amérique, la Révolution française et tout ce qu'il y a de latin dans les Sciences, les Arts et les inventions de l'époque contemporaine.

Les anglo-saxons ont apporté après *s'être baptisés avec l'eau de la civilisation méditerranéenne* leur puissante contribution matérielle et spirituelle à l'œuvre générale. Mais qui pourrait prétendre avec quelle autorité que le monde ne souffrirait pas d'une grave mutilation et une perte irréparable si l'influence latine avait à souffrir un démembrement vital ou les périls d'une longue éclipse ?

Ainsi comme la diversité de tempérament et de qualités individuelles au-dedans d'une nation contribue à lui donner une civilisation plus complexe aussi de même la civilisation universelle demande pour son développement permanent et brillant l'apport du plus grand nombre possible de races et de nations.

CHAPITRE V

L'AMÉRIQUE LATINE ET LA LIGUE DES NATIONS

Durant le siècle de vie indépendante qu'ils ont vécu les pays hispano-américains ont été victimes de graves démembrements territoriaux, d'interventions étrangères et autres attentats à leur souveraineté et à leurs intérêts.

Un tel processus d'évènements est dû à la faiblesse internationale de ces pays. Et ils ont été faibles et ils le sont encore parce qu'ils sont divisés en diverses unités nationales. Ces unités, même dans le cas des plus grandes, n'offrent pas encore une force internationale respectable pour une puissance comme les Etats-Unis. Une forme quelconque de fédération ferait de ces pays une collectivité internationale de cent millions d'habitants, le continent qu'il peuple constitue actuellement celui du plus grand avenir immédiat parce qu'il est le plus fertile et offre un champ d'action aux grandes for-

ces expansives du monde : bras, capitaux, ambitions et capacités directives.

Mais cette union est impossible à l'heure actuelle. Nous ne nous proposons pas de nous étendre sur les causes d'une telle impossibilité. La mention de quelques-unes d'elles suffit. Il n'y a pas de pays séparés par des questions territoriales encore non résolues. Dans le cas des autres, s'interposent des rivalités d'amour-propre et des ambitions plus ou moins voilées d'hégémonie continentale.

Mais le facteur le plus puissant est l'absence d'échanges économiques importants entre les diverses unités politiques. Leurs produits sont semblables, sauf quelques exceptions sans grande importance. Il n'y a pas non plus entre leurs habitants d'utiles courants d'idées, ni une connaissance réciproque suffisante. Les barrières géographiques entre les frontières nationales sont graduellement abattues.

Malgré ces difficultés, il existe un désir général, d'une forme quelconque de coopération interaméricaine. Les différentes conférences pan-américaines qui ont eu lieu à diverses époques et même avec une certaine régularité synchronique sont une manifestation de ce désir.

En réalité, même après la création de la Société des Nations il y a eu des courants d'idées favorables à une telle forme d'organisation internationale, en opposition à l'idée contraire, à l'association de Genève. On doit attribuer aussi en partie à l'abstention nord-américaine

la conduite vacillante de la République Argentine dans ses rapports avec la Ligue et la retraite plus récente du Brésil.

Il est possible qu'avec une politique interaméricaine plus habile de la part des Etats-Unis, l'idée aurait trouvé un terrain plus favorable à son développement. Mais les récentes manifestations si équivoques de cette politique n'ont fait que mécontenter le nombre d'adeptes possible à cette pensée d'union interaméricaine.

D'après ce qu'il me semble, aussi dans les sphères du gouvernement espagnol, on a caressé l'idée de la formation d'une sorte de pan-ibérisme. Plus encore : on a pensé à la possibilité d'un pan-américanisme dont l'Espagne ferait partie outre les pays américains.

Au point de vue des intérêts et de l'influence mondiale des Etats-Unis, de telles combinaisons seraient excessivement plausibles. Soit qu'il s'agisse d'une association proprement pan-américaine, ou qu'elle comprenne l'Espagne, la prépondérance nord-américaine serait décisive dans les conseils et dans les actes. Il serait surprenant qu'un semblable projet puisse trouver quelque accueil favorable soit en Amérique latine soit en Espagne. Il est bien vrai que les hommes du Gouvernement et les penseurs d'Espagne, ont rarement pu mesurer avec la sagacité de grands hommes d'état les fatals périls d'absorption qui sont en puissance dans les forces d'expansion nord-américaines. Malgré les signes multiples, les Gouvernants espagnols ne voulurent jamais se rendre compte, avant l'explosion de

la guerre de Cuba, d'une telle éventualité. Ainsi il ne serait pas très étonnant que se renouvelât aujourd'hui l'erreur de facilité et même d'organiser les étapes futures de l'impérialisme des Etats-Unis.

Au point de vue des intérêts supérieurs et permanents du latin-américanisme, de tels projets n'offrent que des périls. La République anglo-américaine s'est accrue aux dépens de ses voisins du Sud avec la continuité systématique d'une implacable loi naturelle et ceci à une période dans laquelle ses forces d'expansion internationale étaient infiniment plus réduites et moins impératives. Comment ne pas voir que le progrès de l'Amérique tendra à se développer et qu'il sera de plus en plus difficile de le contraindre ? L'association de l'Espagne à la combinaison pan-américaine n'altère en rien le jeu des facteurs américains. Au contraire, l'éloignement espagnol de la Société des Nations et sa coopération avec une sorte de Ligue américaine serviraient directement et largement à faciliter l'hégémonie nord-américaine à l'intérieur et même hors du Nouveau-Monde. On doit appliquer la même observation au Brésil et à l'Argentine. L'éloignement définitif de ces nations du sein de l'association de Genève serait utile à la politique actuelle des Etats-Unis. Il pourrait aussi servir à un degré, bien peindre les intérêts financiers immédiats des nations de l'Amérique du Sud, grâce à la bonne volonté qu'elles tendraient à créer en leur faveur dans le sein du Gouvernement des Etats-Unis. Mais les gouvernements des dits pays s'aperce-

vront un jour que les intérêts permanents de leurs patries et de la communauté latins américains imposent à la politique des voies différentes.

En Europe, il y a des hommes qui protègent indirectement ou directement de semblables déviations de l'idée d'une Ligue universelle. Le célèbre historien Guillermo Ferrero est un des esprits européens qui paraîtraient le plus appelés à concevoir une association internationale comme celle organisée après la guerre. Mais il ne voit dans cet organisme qu'une Sainte Alliance qui renaît à la suite de la Grande Guerre. Ses moyens, son champ d'action et sa destinée ne peuvent être qu'identiques à ceux de la première association adventive. Le fondement de cette opinion est la suivante :

« La surprise pourrait se répéter un jour sous une forme différente.

La Société des Nations n'est pas une chose si nouvelle que son nom a pu le faire croire. Après toutes les guerres générales, les Etats européens ont senti le besoin de régler leurs rapports d'après des principes capables de donner à la paix une certaine stabilité. Ce fut, après la guerre de Trente ans, le système qui, sous le nom de droit public, assura un certain ordre à l'Europe jusqu'à la Révolution française. Ce fut, après les guerres de l'Empire, de 1815 à 1914, l'accord des grandes dynasties complet jusqu'à 1848, partiel ensuite, mais encore capable après 1870 de maintenir la paix pour quarante-quatre ans. C'est aujourd'hui, après la

guerre mondiale, la Société des Nations, c'est-à-dire l'ensemble de règles et de principes qu'elle élabore et qu'elle impose aux Etats sociétaires, avec l'appui de l'opinion publique et des intérêts, coalisés en faveur de la paix.

Sous sa forme particulière, la nouvelle tentative ne sera ni plus ni moins vitale que les précédentes. La Société des Nations s'imposera à tous les Etats et rendra les plus grands services, tant que l'Europe aura besoin de paix et aura raison de redouter des conflations générales. Mais elle n'est pas encore l'institution destinée à assurer l'avènement du royaume de Dieu sur la terre ou l'éternelle fraternité des Etats. Comme la Sainte-Alliance, elle pourra s'affaiblir et devenir peu à peu impuissante, si le danger de guerres générales diminue et si des guerres localisées redeviennent nécessaires pour résoudre des questions autrement insolubles ».

Para justificar mas sus puntos de vista, afirma con relacion a America lo que sigue :

« Dans l'Amérique... une institution comme la Société des Nations semble moins nécessaire qu'en Europe, sinon superflue. Les Etats sont si grands, ils ont encore si peu de contacts entre eux, ils sont si peu armés que les dangers de guerre sont très petits et ses probabilités peu nombreuses. Les guerres qui pourraient éclater seraient d'ailleurs localisées presque par une nécessité géographique. Certains Etats américains sont plus exposés au danger de convulsions comme

celles qui agitent depuis quinze ans le Mexique ; mais cette sorte de guerre échappe à la compétence de la Société des Nations.

L'Europe d'aujourd'hui rappelle un peu la période ou la Sainte Alliance, malgré les sourdes oppositions qu'elle rencontrait partout, réussissait à imposer la paix, parce que l'Europe en avait besoin et il la voulait. Comme la Sainte-Alliance, la Société des Nations, si elle agit avec énergie et intelligence, réussira malgré les oppositions cachées ou manifestes, à assurer la paix, chaque fois qu'elle aura à s'occuper de problèmes européens. Il semble, au contraire, qu'elle n'aura pas beaucoup de travail en Amérique, au moins si des événements imprévus ne viennent changer même dans le Nouveau-Monde l'équilibre des forces. Mais elle ne pourra agir ni souvent, ni avec succès en Asie où beaucoup de grands Etats sont dans une fermentation révolutionnaire qui semble rendre impossibles toutes les cristallisations de l'ordre et de la paix ». (1).

De telles idées surprennent singulièrement chez un homme de la pénétration intellectuelle de cet éminent historien. On dirait, qu'à force d'étudier le passé, le présent et l'avenir lui apparaissaient comme une simple compilation de ce qu'il fût.

Cependant de l'eau a passé sous les ponts depuis l'époque de Metternich. Le monde international du xx^e siècle est et sera de plus en plus une communauté presque petite, dans laquelle les continents apparais-

(1) « L'Illustration » N^o del 21 de Agosto 1926.

sent et apparaîtront comme des unités contigues, étroitement reliées par une trame épaisse d'intérêts et de courants idéologiques.

Il est vrai que subsistaient et subsisteront les antagonismes économiques et de race entre les peuples. Mais à mesure que la main du destin ira tissant un filet toujours plus ramifié et plus étendu de liens économiques et que les conflits belliqueux se convertiront de plus en plus — si c'est possible — en une implacable lutte intégrale de toutes les nations entre elles, on verra nécessairement que l'explosion périodique de tels conflits entraîne les nations les plus civilisées à une ruine fatale. Faisons la supposition qu'en Amérique il n'existe pas de problèmes internationaux et que la Ligue doit ou peut devenir simplement une association de nations européennes. Non seulement il y a des questions graves et fondamentales dans les rapports entre l'impériale démocratie anglo-saxonne et les nations du Sud du Nouveau-Monde, mais surgissent aussi d'entre ces dernières des conflits importants ou des questions délicates. La solution conforme à de semblables conflits ou problèmes peut se trouver bien mieux dans une organisation internationale comme celle déjà organisée que dans des supposées associations continentales.

L'idée qui tend à faire simplement de la Ligue, une société internationale européenne est dépourvue de logique. Un tel groupement serait incapable de résoudre la plus grande partie des problèmes concernant la con-

servation de la paix mondiale ni même de l'Europe. Si l'on songe qu'un simple assassinat comme celui de Sérajevo a précipité le formidable conflit mondial de 1914 tout projet de continentalisation des problèmes internationaux semble risible.

L'idée de la transformation éventuelle de la Ligue en une association continentale est insinuée ou défendue même par des écrivains d'une vue aussi juste que J. L. Garvin, l'éditeur réputé de l'Observer.

Et c'est que dans l'Angleterre, comme dans presque tous les pays d'Europe, il y a deux tendances contraires au sujet de la Ligue : celle qui lui est favorable, celle qui lui est opposée, entachée de scepticisme. Garvin appartient à la phalange défensive. Mais quand il croit apercevoir un grave conflit menaçant pour les intérêts de la Grande-Bretagne, sa vision si vaste et si sûre des problèmes mondiaux est obscurcie par la silhouette disproportionnée des problèmes immédiats, comme celle du conflit chinois. Mais d'autre part, pour ce dit écrivain, comme pour les autres dirigeants de l'île anglo-saxonne, s'offre assez fréquemment la tentation d'une *entente* possible *anglo-américaine*. Pour la rendre viable, il supprimerait une bonne partie de l'institution de Genève, et même la sacrifierait toute entière. La Ligue sans les Etats-Unis n'est pas viable en tant qu'institution mondiale. La Grande-Bretagne a des intérêts vitaux dans le monde entier et spécialement en Asie. La solution de quelques-unes des questions asiatiques peut requérir la coopération nord-

américaine ou en tout cas sa neutralité bienveillante. Pour obtenir cette coopération pourquoi ne pas satisfaire les points de vue des gouvernants de l'Amérique Centrale en supprimant la Ligue et en abandonnant le continent latin-américain à l'hégémonie totale de l'Amérique du Nord ? Les Etats-Unis doivent avoir leur liberté d'action au Nicaragua comme l'Angleterre en Chine, s'écrie le vigoureux et influent écrivain dont nous avons déjà parlé. Mais malheureusement pour une telle coopération, une *entente* anglo-saxonne, tous les intérêts des deux grands empires ne sont pas les mêmes — et dans l'avenir les divergences seront probablement plus grandes que les concordances. Pour l'île anglo-saxonne toute autre nation qui menace fondamentalement son hégémonie maritime est une compétition dangereuse. La paisible conservation de son vaste empire disséminé à travers les océans et les mers, réclame tout au moins la politique de l'équivalence navale avec n'importe quelle autre puissance. Sa vie nationale même en dépend.

Il existe, donc, entre les deux empires cette question capitale : celle de la prédominance navale. Si les Etats-Unis n'aspirent pas à surpasser la puissance navale britannique, il n'y a pas de question vitale qui puisse créer maintenant un antagonisme grave entre les deux puissances impériales.

Mais il est douteux que l'impérieuse et vivante démocratie d'Amérique ne veuille pas continuer à se développer. Son impérialisme est relativement récent, son

orgueil démesuré, sa géniale capacité inventive et organisatrice, ses industries, ses capitaux, tout semblerait indiquer que la marche ne sera pas interrompue facilement.

Ces forces expansives des Etats-Unis peuvent atteindre à un degré tel qu'elles portent préjudice, non seulement aux grands intérêts de la Grande-Bretagne mais aussi à ceux de l'Europe en général. Les nations expansives sont comme les caractères forts et ambitieux : si elles ne rencontrent pas de barrière qui équilibrent leurs forces, elles croissent aux dépens des autres. Et lorsqu'une nation tend à soumettre les autres par ses conquêtes territoriales, son développement économique ou ses forces militaires, il arrive un moment où elle constitue un danger ou une menace pour les autres nations. Alors se forment des combinaisons de celles-ci pour arrêter le progrès de la première et si possible pour l'affaiblir totalement.

En tout cas, la vérité est que maintenant les nations civilisées se trouvent devant cette alternative ou un régime international qui tende à s'organiser sur les principes et les idéaux de la Ligue des Nations, ou retourner au processus antérieur au dernier conflit mondial. Ce qui conduirait fatalement à une nouvelle guerre plus gigantesque et plus universelle que la précédente. Les pays européens pourront-ils répéter leur tragédie dantesque ? Sûrement oui. Mais si cela se produit avant la fin d'une génération, le Vieux Continent cessera d'être le centre de richesse, de culture et de

puissance qu'il a été pendant tant de siècles. La Société des Nations ne constitue pas naturellement un remède infaillible et universel contre la guerre. Avec elle ou sans elle les nations et les empires continueront à avoir de grands et de petits intérêts en conflit ou continueront à être séparés par des rivalités historiques, l'ambition passionnée et autres sujets de discordes. Mais l'association wilsonienne, si elle vit et croît offrira un moyen de solution juridique ou transactionnel aux sentiments ou aux intérêts en conflit, et ce qu'elle a fait pendant les brèves années de son existence, est une bonne preuve de ce que l'organisme peut subsister et évoluer.

Aujourd'hui encore une puissance aussi grande en elle-même et ennemie de cette institution, comme le sont les Etats-Unis, ne peut pas ne pas compter avec elle. Dans un avenir prochain si les puissances individuelles et collectives qui la soutiennent aujourd'hui ne la trahissent pas brutalement et bêtement sa force et son prestige internationaux seront incomparables.

Parce que nous le répétons, l'Europe et le monde ont le choix entre la voie de la Société des Nations ou celle de la Guerre. Et la guerre signifierait en plus d'une hécatombe de 12.000.000 d'hommes comme la précédente une nouvelle et plus grande dévastation des grandes zones peuplées et productives, la destruction partielle des villes, la banqueroute financière et la *révolution sociale*.

Analysons, maintenant brièvement, les avantages

que l'institution de la Ligue représente ou peut représenter pour l'Amérique latine.

Mentionnons *d'abord les avantages du point de vue de la coexistence internationale.*

Le Droit International qui règle cette coexistence au moins théoriquement était entièrement avant la Grande Guerre ce que le groupe des grandes puissances : Angleterre, Allemagne, France, Russie, Japon, Etats-Unis désiraient qu'il fut. Les autres nations, surtout celles de l'Amérique latine n'y jouaient aucun rôle. Les Conférences Internationales même comme celles de la Haye, n'avaient même pas une importance réelle, apparente.

Aujourd'hui, les nations latino-américaines jouent un rôle plus défini et d'une certaine importance, aussi bien pour la formation, l'interprétation et l'application du Droit International. Elles le font ou peuvent le faire grâce à leur qualité de membre de l'Assemblée et du Conseil de la Ligue et du Droit International.

La forme actuelle de l'organisation de la Ligue n'est naturellement pas l'idéal. Mais l'idéal n'a même pas été réalisé dans l'organisation intérieure des Etats les plus civilisés. La vie individuelle, elle-même est généralement éloignée d'une perfection plus ou moins absolue.

Du point de vue que nous traitons la Société des Nations implique pour les pays de l'Amérique latine :

a) Une situation indiscutablement meilleure que celle d'avant-guerre. Elles sont ou peuvent être dans

une certaine mesure les acteurs dirigeants de la vie internationale. Avant, elles ne remplissaient aucun rôle dirigeant.

b) La Société des Nations et le Tribunal international sont des institutions susceptibles d'une évolution définie et d'une perfection illimitée. Avant il n'y avait aucun organisme international qui put se prêter à un tel développement graduel.

L'institution peut aussi comporter un deuxième ordre d'avantages : les avantages économiques.

Ce n'est un mystère pour personne que l'organisation industrielle, commerciale et financière des grands états modernes prend de plus en plus la forme monopolisée de *cartel* ou du *trust*. Toutes les grandes industries nord-américaines ont pris cette forme d'organisation. En Europe, après la guerre, on poursuit le même idéal non seulement au dedans de chaque Etat, sinon aussi par dessus les diverses frontières nationales et le procédé est appelé à être continué et à se perfectionner.

Les pays latins américains sont, d'une part, des fournisseurs importants de matières premières et de produits alimentaires nécessaires aux nations industrielles d'Europe et aux Etats-Unis. D'autre part ces pays sont acheteurs des produits manufacturés par ces nations industrielles.

Donc *l'organisation en trusts et en cartels* des industries, se traduira presque nécessairement pour l'Amérique latine en prix moindres pour ses exportations et

en prix plus élevés pour les importations ; soit un double inconvénient. L'adoption d'une organisation presque monopolisée des principaux articles d'exportation latine américaine aurait pu constituer un moyen de défense contre une telle combinaison. Mais cette forme économique est d'adaptation difficile dans des pays essentiellement d'élevage.

Le contrôle relatif d'une institution comme la Ligue apparaît donc comme l'unique solution imaginable. Cette éventualité ne serait qu'une rêverie, si l'intérêt des masses ouvrières des pays industriels, intérêt concordant avec celui des nations d'Amérique latine n'intervenait pas.

Quelques-uns même de ceux qui ont développé le mouvement européen vers le *trust* ont signalé le besoin contre-poids d'une certaine forme de contrôle international des prix pour sauvegarder les intérêts de la classe ouvrière de chaque pays.

Une autre sorte d'intérêt que peut offrir la Ligue aux nations dont nous nous occupons touche à leur indépendance politique.

La principale des possibilités à ce point de vue est l'occasion régulière et permanente de l'Amérique de se connaître entre eux. Cette connaissance peut créer un sentiment plus profond et plus actif de solidarité entre les pays cités. De même la présence de leurs représentants dans les assemblées et au sein du Conseil de la Ligue servira à créer en Europe un plus grand intérêt et une meilleure information à leur sujet.

Ainsi, moyennant une telle conséquence éventuelle, semblerait complètement illusoire. Mais il n'est pas aventureux d'affirmer qu'il suffirait d'un mouvement collectif d'une certaine signification pour que la République anglo-américaine transforme les fins et les méthodes de sa politique interaméricaine. Et cela parce que le principal moteur de l'impérialisme yankee n'est pas le peuple ni même la classe moyenne : ce sont les directeurs des grandes banques et des trusts industriels. C'est-à-dire un noyau puissamment influent mais une minorité.

Si les Etats-Unis comptaient à peine une population de cinq millions quand ils proclamèrent la doctrine de Monroe, on ne comprend pas comment les pays de l'autre Amérique avec ses 100.000.000 d'habitants n'osent pas proclamer et faire valoir l'*Amérique latine pour les latins américains*.

Mentionnons encore un *troisième ordre d'avantages : la préservation possible de la paix*.

Une nouvelle guerre européenne, aurait beaucoup de chance d'entraîner dans ses luttes homicides l'Amérique latine. Une telle éventualité serait catastrophique, parce qu'un nouveau conflit armé serait plus sanglant et destructif que le précédent.

Mais encore dans le cas où les pays cités pourraient ou voudraient préserver leur neutralité, les conséquences indirectes d'un tel conflit auraient pour eux une longue, coûteuse et irréparable répercussion.

Comme fondement de l'affirmation précédente, il

suffit de rappeler quelques-unes des nombreuses formes sous lesquelles la dernière guerre porta préjudice aux pays en question. Considérons, par exemple, l'augmentation générale des impôts en Europe en conséquence de la guerre. Cette augmentation a naturellement renchéri le prix des produits européens. D'après lord Balfour, en Angleterre, la charge fiscale par tête d'habitant était en 1913-14 de 3 livres 10 shillings ; en 1920-21 de 21 livres 17 shillings et en 1925-26 de 14 livres 14 shillings. (1).

D'autre part, cette même augmentation tribulaire et la destruction de bras et de capitaux ont réduit la capacité d'achat des populations européennes.

Tout autre grande guerre apporterait des difficultés analogues et des conséquences similaires et à une échelle encore plus grande. Donc, les peuples latins-américains en soutenant une institution qui offre l'unique espoir d'élimination ou de limitation de nouveaux conflits ne poursuivent pas seulement un vague idéal humanitaire, mais la sauvegarde des nombreux intérêts positifs de leurs habitants.

Pour quelques-uns d'entre eux un nouveau conflit européen faciliterait largement l'expansion envahissante des Etats-Unis. Déjà la dernière guerre a donné une force extraordinaire à une telle expansion du point de vue des capitaux investis de la maîtrise de certaines sources de matières premières et de la prépondérance politique. Une Europe plus ensanglantée et ap-

(1) « The Times », N° du 17 Février 1927,

pauvrie que l'Europe actuelle accentuerait le déséquilibre déjà aigu créé entre la puissance économique financière et militaire de la République nord-américaine et les forces similaires de l'Occident européen et un plus grand déséquilibre aurait des conséquences fatales pour le Nouveau Monde et pour l'Ancien Continent.

Et même du point de vue purement humanitaire, est-ce que la volonté de limiter les cas de guerre n'est pas un idéal qui honore l'humanité. Malheur aux peuples comme aux individus, sourds et muets devant les suprêmes appels de l'Idéal !

VU : *Le Président,*
A. DE LAPRADELLE,

8 Avril 1927

VU :
Le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :
Le Recteur de l'Académie de Paris :
I. CHARLÉTY.

IMPRIMERIE RAPIDE DU CENTRE. ISSOUDUN (Tél. 32).
